

Janvier 2006

Les manifestes des « lucides » et des « solidaires »...

Ni lucide ni solidaire... mais capitalistes



Par Marc Bonhomme

Membre de Québec socialiste, entité politique de l'Union des forces progressistes (UFP)

Il fallait certes répondre au manifeste des lucides dont le sous-titre aurait pu être « Le néolibéralisme est encore possible ». Pourquoi, cependant, y avoir répondu par un manifeste dit de la solidarité dont le sous-titre aurait pu être « Un autre capitalisme est possible ». C'est là ouvrir un nécessaire débat politique mais par la mauvaise porte. On aurait souhaité un manifeste centré non pas sur la création de la richesse, lubie des lucides, ni sur sa répartition, lubie des solidaires, mais bien sur son contrôle qui seul permet de créer et distribuer une richesse socialement utile et écologiquement durable.

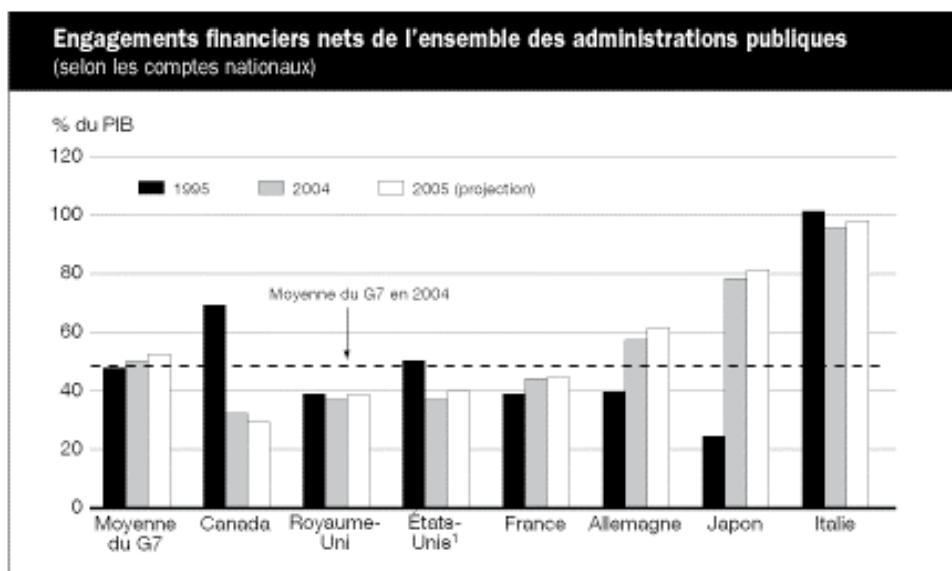
L'ombre inexistante du spectre de la dette publique...	page 2
...à l'ombre tout aussi inexistante du modèle scandinave néolibéralisé	page 8
La « fin du travail » ou l'exploitation maximum de la force de travail	page 18
Intégration économique et exclusion politique	page 32
L'État, oui, la démocratie, non !	page 39
Du travail individuel mesurable au travail collectif immesurable	page 42
Capitalisme et développement durable sont incompatibles	page 47
Pour un manifeste socialiste, lucide et solidaire	page 53

Essai d'économie politique

L'ombre inexistante du spectre de la dette publique...

On peut à peine croire à cette résurrection de la part des dits lucides du spectre « du fardeau de la dette publique (souligné dans l'original) » qui a servi de leitmotiv à la désastreuse politique du « déficit zéro ». Selon la Mise à jour économique et financière de novembre 2005, « ... le Canada possède maintenant le fardeau de la dette le moins élevé des pays du G7. Au milieu des années 1990, ce fardeau était le deuxième plus élevé. En outre, on prévoit que le Canada sera le seul pays du G7 qui connaîtra une baisse du fardeau de la dette en 2005. »¹

Graphique 1



¹ Montant rajusté pour exclure le passif de certains régimes de retraite d'employés du secteur public, afin d'obtenir une meilleure comparaison avec la dette des autres pays.

Sources : Perspectives économiques de l'OCDE, n° 77 (juin 2005); Réserve fédérale, Flow of Funds Accounts of the United States (juin 2005); calculs du ministère des Finances Canada

Le ministère des Finances du Québec admet lui-même qu'« [u]ne part de plus en plus faible des revenus est consacrée au paiement des intérêts sur la dette ». Cette part, dit-il, « devrait s'établir à 13,1 % en 2005-2006 comparativement à 17,7 % en 1997-1998. »² Le gouvernement fédéral est sur la même longueur d'onde : « Les frais de la dette publique en pourcentage des revenus budgétaires sont passés de 37,6 % en 1995-1996 à 17,2 % en 2004-2005, ce qui constitue le ratio le plus faible depuis la fin des années 1970. »³

Que nos gouvernements, d'accord avec les lucides, ne se satisfassent pas de ce déclin relatif, résultat normal de la croissance, est un pur choix politique pour masquer une politique qui s'avoue difficilement : par le remboursement de la dette et par la baisse

¹ Mise à jour économique et financière de novembre 2005, chapitre 3, page 69 (Canada)

² Plan budgétaire 2005-06, page 22 (Québec)

³ La Mise à jour économique et financière de novembre 2005, chapitre 3, page 58 (Canada)

des impôts, transférer la richesse aux entreprises et aux classes riches soi disant pour stimuler les investissements et, par là, la création d'emplois.

On voit mal, cependant, comment remboursement de la dette et baisse des impôts donneraient à l'État les ressources nécessaires pour « un investissement massif en éducation et en formation (souligné dans l'original) » qui devrait débiter dès maintenant étant donné la longue gestation d'un tel investissement. Soit dit en passant, la Chine aussi doit faire face au vieillissement et au bas niveau d'éducation de sa population. Le démantèlement de ses entreprises publiques, alors qu'il n'y a pas un sérieux plan de retraite publique pour prendre la relève, tout comme le pelletage vers les gouvernements régionaux et locaux des dépenses d'éducation et de santé, alors qu'existent de graves lacunes dans son système d'éducation primaire et secondaire, lui posent de très sérieux problèmes.⁴ S'il faut parler en termes de menaces compétitives, comme le font les lucides, on peut se demander qui du Québec ou de la Chine est en meilleure position de départ à moins de tout vouloir réduire à une question de niveau de salaire.

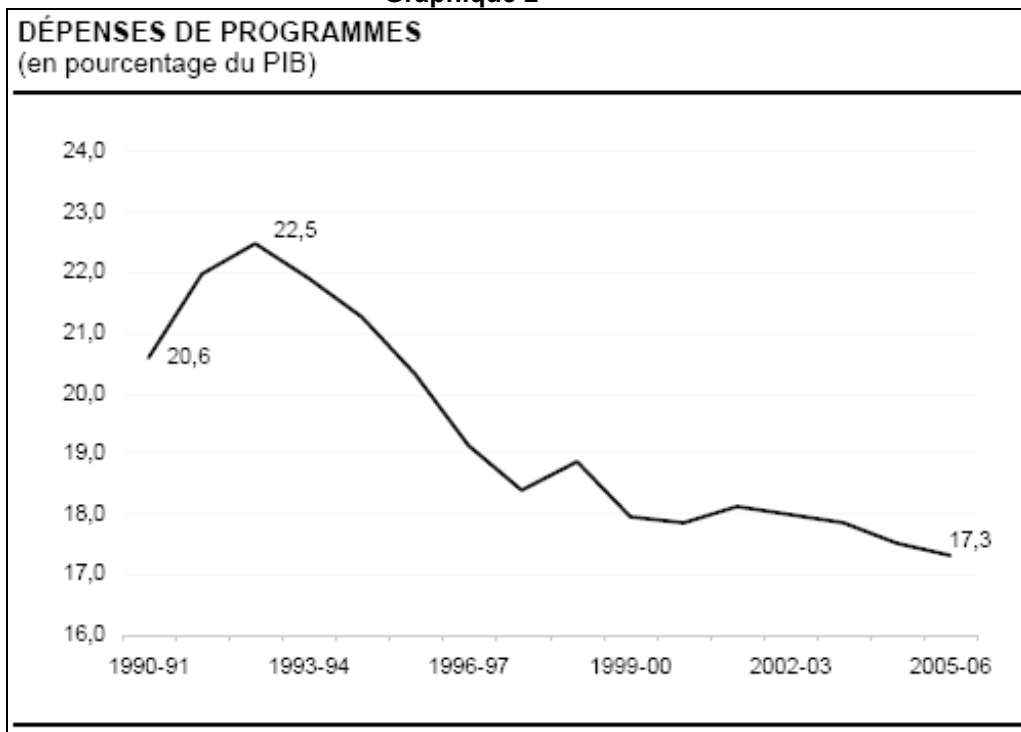
Faut-il aussi rappeler que les exportations chinoises lui procurent des devises pour acheter sur le marché mondial comme l'Ouest canadien le sait très bien. Si la Chine ne paraît pas « faire sa part » en termes d'importations c'est qu'une grande partie de ses devises extérieures soutiennent l'immense déficit du compte courant étasunien. La menace ne viendrait-elle pas plutôt de ce côté ? Il faut cependant noter que ce financement chinois et d'ailleurs permet aux ÉU d'acheter du Québec beaucoup plus que ce dernier n'achète des ÉU. Si, en 2003, le Québec avait un déficit commercial de 3.5 milliards \$ avec la Chine, il avait un impressionnant surplus commercial de 30 milliards \$ avec les ÉU, soit rien de moins que 12% du PIB québécois !⁵

Comme le démontrent clairement les analyses budgétaires des ministères des Finances, québécois et fédéral, les dépenses de programmes — les dépenses totales moins le service de la dette — ont drastiquement décliné depuis 12 ans en termes relatifs. Au Québec, elles sont passées de 22.5% du PIB québécois à 17.3% (graphique 2). Au fédéral, d'un peu moins de 16% du PIB canadien à un peu moins de 12% (graphique 3). Si on appliquait les proportions d'il y a douze ans à aujourd'hui, les gouvernements québécois et fédéral dépenseraient au Québec environ 25 milliards \$ de plus, soit davantage que l'actuel budget de la santé, de quoi régler bien des problèmes de services publics et de pauvreté. On serait tenté de suggérer aux lucides qu'ils proposent d'en revenir à la situation budgétaire d'avant le « déficit zéro », bonifiée d'une réforme fiscale, pour trouver cet argent public qui se fait si rare.

⁴ Monde diplomatique, janvier 2006, pages 12 et 13 et Monthly Review, July-August 2004, pages 58 à 63.

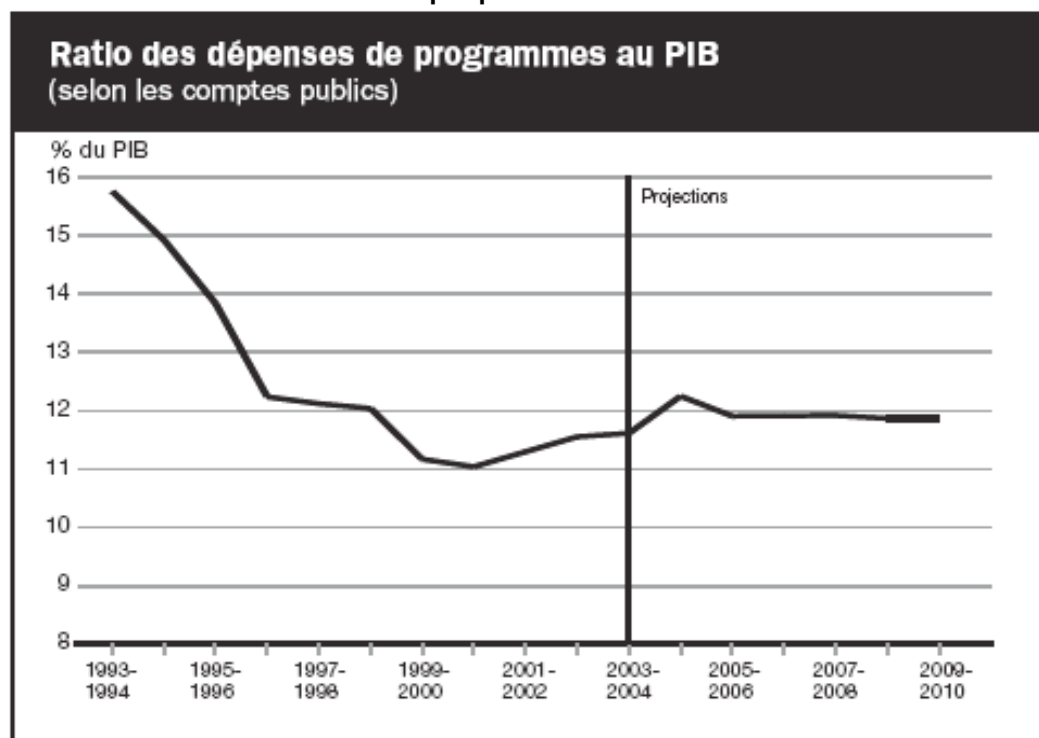
⁵ Site web de l'Institut statistique du Québec, Commerce internationale – données annuelles par pays

Graphique 2



Gouvernement du Québec, Plan budgétaire 2005-2006, page 19

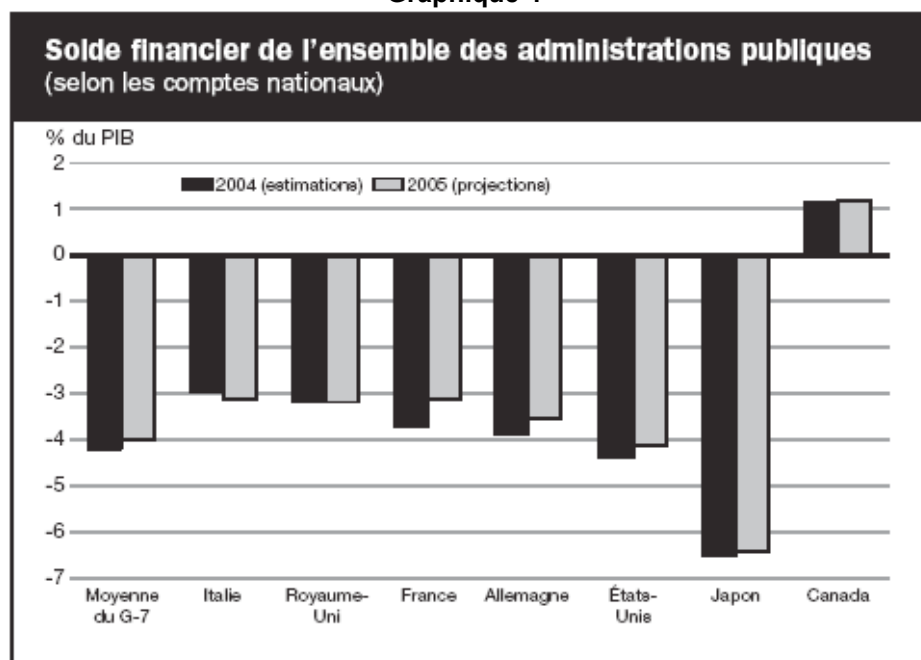
Graphique 3



Gouvernement fédéral, Le plan budgétaire de 2005, page 304

Les lucides auraient bien sûr tôt fait d'invoquer le phantasme de la fuite des capitaux, que permet et encourage l'ALÉNA. Une hausse du fardeau fiscal québécois ou canadien qui les rapprocherait de la situation fiscale de la très grande majorité des pays de l'Union européenne occidentale provoquerait-elle à ce point ces messieurs de la haute finance qui semblent nous tenir en otage ? On peut aussi raisonnablement en questionner la possibilité tant la situation budgétaire canadienne au sein du G-7 a tout pour plaire aux milieux financiers avec son surplus de 1% du PIB (graphique 4) et son dollar à la hausse grâce à ce surplus mais aussi à la hausse des prix des matières premières et énergétiques. D'ailleurs, les capitaux fuient-ils les autres pays du G-7 parce qu'ils sont en situation de déficit budgétaire à la hauteur de 3% du PIB ou plus ?

Graphique 4



Sources : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76, décembre 2004

Gouvernement fédéral, Le plan budgétaire de 2005, page 273

Évidemment, la comparaison qui compte est celle avec les ÉU à qui le Canada exportait, en 2004, 30% de son PIB et avec qui le surplus commercial est d'un imposant 10% du PIB⁶. Les ÉU sont en effet la grande éponge des surplus de l'épargne mondiale, ce qui permet à ses classes supérieures de vivre au-dessus de leurs moyens et au gouvernement des ÉU d'avoir un budget militaire égal au restant du monde. On peut en effet se payer ces orgies quand on est la seule super-puissance économique, monétaire et militaire du monde.

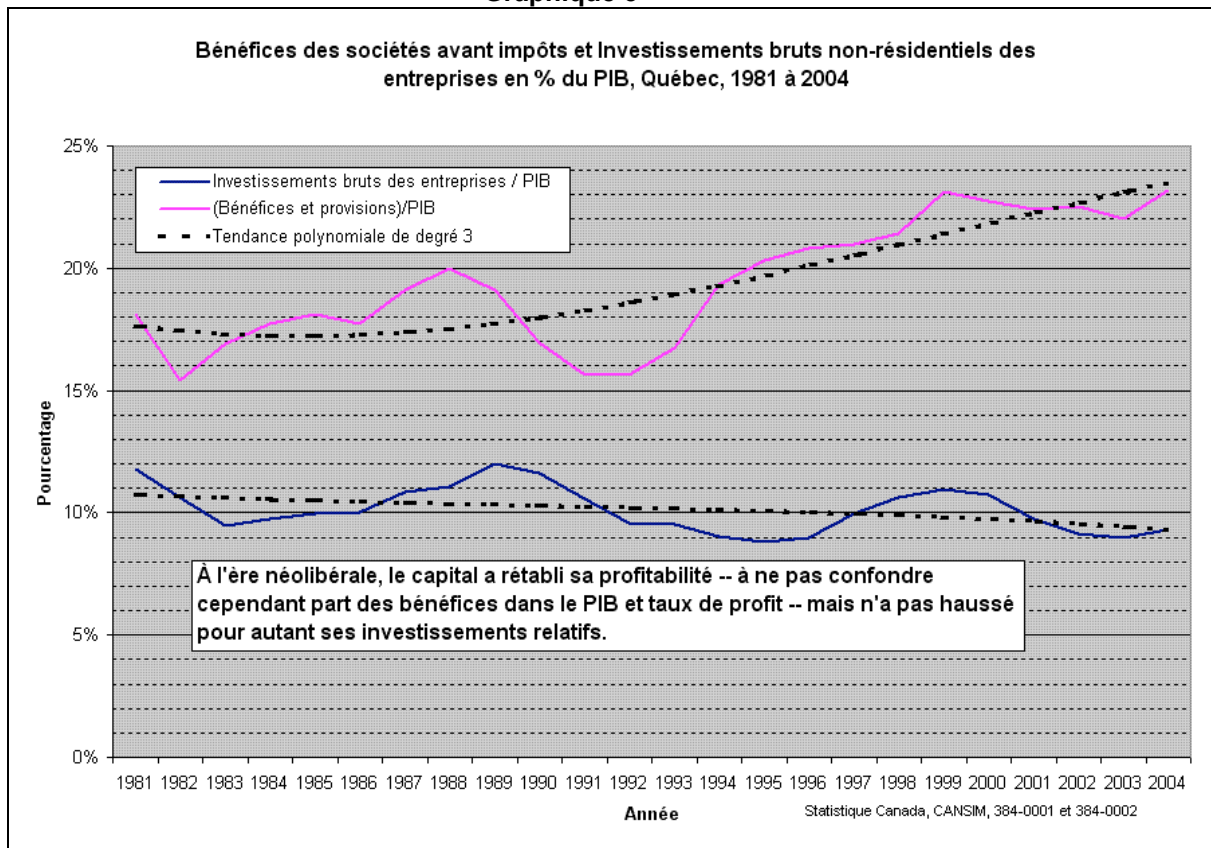
Il est cependant loin d'être évident que ce surplus d'exportation canadienne et québécoise aux ÉU crée des emplois supplémentaires ici. Dans la mesure où ce surplus le fait, cette richesse créée ici est transférée aux ÉU sans aucune contrepartie. On peut cependant douter qu'il y ait création nette d'emplois car le Canada et le

⁶ L'Observateur économique canadien, supplément statistique historique 2004/05, tableaux 1 et 20

Québec contribue aussi à imbiber la grande éponge étasunienne se privant ainsi d'autant de sources d'épargne pour financer de potentiels investissements, privés ou publics. Au moment de l'instauration du libre-échange avec les États-Unis, le Canada absorbait, en épargne mondiale, une valeur nette d'environ 3% de son PIB. Douze ans après l'instauration de l'ALÉNA, le Canada dégorge aux États-Unis et ailleurs dans le monde une valeur nette de près de 2% de son PIB. C'est là une perte sèche de près de 50 milliards \$ en 2004.⁷

Certains pourront se réjouir de ce dynamisme impérialiste canadien et même québécois. Il en coûte, cependant, un déficit relatif d'investissements privés, qui baissent tendanciellement entre 1981 à 2004, malgré une importante hausse relative des bénéfices et amortissements durant la même période (graphique 5). En résulte une saignée d'emplois non créés, et parfois supprimés (ex. Bombardier), sans compter une ponction fiscale à laquelle contribuent les paradis fiscaux.

Graphique 5



Depuis qu'il est devenu extrêmement clair, avec l'affaire du bois d'œuvre, que l'ALÉNA ne garantit en rien l'accès au marché étasunien, certains économistes et commentateurs de centre-gauche — Jim Stanford, Linda McQuaig — ont abandonné leur position de réforme de l'ALÉNA en faveur d'un retrait pur et simple pour lequel un

⁷ L'Observateur économique canadien, supplément statistique historique 2004/05, tableaux 1 et 19

avis de six mois suffit.⁸ Pourquoi en effet s'accrocher à un traité qui oblige le Canada et le Québec à maintenir leurs exportations d'énergie vers les ÉU même en cas de besoin domestique, qui empêche de contrôler la circulation des capitaux et qui, finalement, permet aux entreprises étrangères (tout comme à celles canadiennes aux ÉU et au Mexique) de faire chanter les gouvernements en les poursuivant devant des tribunaux secrets ?

Quant à la grande peur de la fuite des capitaux, le mal est déjà fait. L'abrogation de l'ALÉNA est plutôt une condition nécessaire, même si non suffisante, pour arrêter l'hémorragie. Plutôt donc que privatisation, hausse des tarifs d'électricité et dégel des frais de scolarité que proposent les lucides, il faut une sortie de l'ALÉNA permettant certes une réforme fiscale en profondeur mais dans le cadre d'un contrôle public de l'épargne et de l'investissement par un État national radicalement démocratisé et solidaire des peuples du monde. Hélas, ce n'est pas l'orientation politique à laquelle en arrivent les dits « solidaires ».

⁸ CCPA Monitor, octobre 2005, pages 1 et 24 à 29

...à l'ombre tout aussi inexistante du modèle scandinave néolibéralisé

Le manifeste des solidaires, signé entre autres tant par les quatre porte-parole de l'UFP et d'Option citoyenne ainsi que par quatre députés du Bloc québécois et du PQ, propose comme alternative au manifeste des lucides « *un virage politique et économique qui soit résolument viable, progressiste et solidaire [dont les sources d'inspiration soient les] pays scandinaves, de même que des pays d'Amérique latine qui multiplient les solutions créatives aux problèmes générés par la mondialisation marchande...* » (page 1). Pourquoi ces pays devraient-ils être des modèles ? Parce que selon les solidaires,

« [i]l est possible d'améliorer le système de santé sans introduire un système à deux vitesses [et d'instaurer] des politiques qui privilégient la prévention, la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, la qualité de vie des gens, l'éducation et de bons services publics [...] ce que font avec succès les pays nordiques de l'Europe classés comme les plus compétitifs du monde par ceux qui jugent selon les normes économiques dominantes. » (pages 2 et 3)

Pour bien se faire comprendre, les solidaires soulignent que « *les pays classés parmi les plus compétitifs au monde sont fortement syndiqués et que leurs syndicats participent directement aux décisions et stratégies corporatives !* » (page 5). Le modèle scandinave proposé est donc la concertation capital-syndicats qui permettrait la quadrature du cercle de la compétitivité néolibérale avec la redistribution de la richesse.

Qu'en est-il cependant de l'évolution de ce modèle depuis le début, il y a 25 ans, de l'ère néolibérale ? On examinera le cas suédois, le cœur du modèle. Mais d'abord un mot sur le Danemark, cité nommément et positivement dans le manifeste (page 5). Depuis 2001, ce pays est dirigé par une coalition de droite. Plus, « *le Parti du peuple danois (PPD), d'extrême-droite, qui garantit la majorité parlementaire à ce gouvernement, a progressé de deux sièges* » lors des élections de 2005. Quelle est la politique de ce gouvernement ?

« Fogh Rasmussen [premier ministre] a insisté que les « réductions des impôts » (qui ont favorisé surtout les hauts revenus et les propriétaires des grands domaines) commencées par le gouvernement après les élections de 2001 allaient être poursuivies. Il a aussi souligné que seul un gouvernement de droite serait capable de maintenir les politiques de restriction de l'immigration. Cette politique a provoqué de fortes critiques à l'échelle internationale, mais le candidat social-démocrate a déclaré [durant la campagne électorale de 2005] qu'il ne comptait pas la remettre en cause. [...] De même le Parti social-démocrate a soutenu l'envoi des troupes danoises en Irak et a intégré l'accord national en faveur du projet de Constitution européenne.»⁹

Pour le modèle danois, on repassera ! Heureusement, la Suède n'en est pas là même si elle a été gouvernée par une coalition de droite entre 1976 et 1982 puis de 1991 à 1994. À part ces interludes, la sociale-démocratie a gouverné depuis 1936. Est-ce à dire que celle-ci a résisté aux politiques néolibérales ?

⁹ INPRECOR, mars 2005

« Les premières atteintes de la crise [de 75-76 dite pétrolière, NDLR], dans ce pays dépourvu de ressources pétrolières, avaient amené au pouvoir les partis « bourgeois » en 1976. Mais leur coalition [...] n'a pas résisté à la montée du chômage et au mécontentement provoqué par la réduction des prestations sociales : les sociaux-démocrates sont revenus au gouvernement lors des élections de septembre 1982. L'année 1983 a cependant débuté par l'annonce d'un programme draconien d'« assainissement » de l'économie [...] L'industrie suédoise a en effet beaucoup de marchés étrangers et si les multinationales ont continué à investir hors des frontières, elles ont souvent réduit leurs activités dans le cadre national. »¹⁰

Les sociaux-démocrates, à la suite des partis de droite, ont donc choisi de faire payer les crises de 75-76 puis celle du début des années 80, au peuple suédois et non aux multinationales (ex. Volvo, Saab, Ericsson, Electrolux, IKEA, ABB, Astra, Stora) qui n'avaient pourtant pas hésité à recourir à la fuite des capitaux. Au contraire, la Suède fut « [p]lus largement ouverte au capital étranger depuis 1982, et engagée dans la voie d'un assouplissement progressif du contrôle des changes... ». ¹¹ Les résultats de cette politique ont été « positifs malgré la baisse du pouvoir d'achats des personnes actives et des retraités (suppression des indexations sur le coût de la vie)... ». ¹² Finalement, « [l]es moyens utilisés différencient pourtant assez peu la Suède des autres États : amélioration de la compétitivité des entreprises industrielles, freinage de la consommation intérieure, réduction des dépenses publiques et du déficit budgétaire. » ¹³

Avec la reprise à partir du milieu des années 80, faut-il s'étonner de la résistance de la classe ouvrière que ne parviennent pas à totalement contrôler les directions syndicales :

« Le 2 mai [1985], éclatait la plus importante grève (dix-huit jours, quelque 60 000 grévistes) que le secteur public suédois ait connu dans son histoire. Après l'intervention d'Olof Palme [premier ministre], les syndicats ont accepté un compromis sur les hausses de salaires demandées (2% au lieu de 3.1%) qui marquait un recul dans la politique gouvernemental de lutte contre l'inflation. »¹⁴

Cependant, en automne 1986, une grève d'un mois du secteur public n'aboutit pas à « la parité des salaires avec le secteur privé. Pour la première fois, le principe de la solidarité, si cher à la centrale syndicale LO était ébranlé et sacrifié à la politique anti-inflationniste. » ¹⁵

Malgré tout, « [l]a hausse des salaires (6.5% - 7% en 1987 pour le salaire moyen) et des prix (4.2% malgré le blocage pendant les six premiers mois de l'année), plus rapide

¹⁰ État du monde, édition 1983

¹¹ État du monde, 1987-1988

¹² État du monde, 1984

¹³ État du monde, 1985

¹⁴ État du monde, 1985

¹⁵ État du monde, 1987-1988

en Suède que dans la plupart des autres pays, a contribué à fragiliser à la fois la compétitivité et le plein emploi. »¹⁶

Pour faire face, le gouvernement social-démocrate présenta, « *quelques semaines seulement après les élections de septembre [1988], les grandes lignes d'une réforme fiscale en profondeur [qui visait] à redonner aux Suédois « le goût du travail et de l'épargne ». [Le ministre des Finances] tire un trait sur la progressivité de l'impôt, dogme sacré des sociaux-démocrates depuis la fin de la guerre. »¹⁷*

On comprendra que « *[l]a confiance envers le gouvernement s'est étiolé et [que] l'année a été fertile en conflits sociaux : grève dans l'industrie au printemps 1989, mouvement sauvage des chemins de fer en août 1989, grève des enseignants en novembre-décembre 1989, des employés de banque en janvier 1990 et dans la fonction publique en février. » Suite à l'échec de la concertation, s'ensuivit « l'annonce par le gouvernement d'un plan d'urgence d'une sévérité exceptionnelle : blocage pendant deux ans des prix, des salaires, des loyers et des impôts communaux, et interdiction des grèves pour revendications salariales. Le 15 février 1990, le programme, qui avait reçu l'aval de la centrale syndicale LO était rejeté par le parlement... »¹⁸ Il fallu que le parti Communiste et les Verts s'allient aux sociaux-démocrates pour sauver le plan d'urgence mais en l'amputant du blocage des salaires et de l'interdiction des grèves.*

Faut-il s'étonner que les sociaux-démocrates aient perdu les élections de 1991 avec le plus bas score électoral depuis 1928 ? Le retour de la droite aux affaires coïncida avec la pire crise qu'ait connue la Suède depuis celle des années 30. De 1989 à 1993, l'industrie perd le quart de ses emplois industriels.¹⁹ Loin de s'opposer aux mesures d'austérité du gouvernement de droite, l'opposition sociale-démocrate l'y aida :

« Dès septembre 1992, une politique d'austérité, dont le coût social s'annonçait considérable avait été mis en œuvre par le gouvernement. Après la tourmente monétaire et la montée du taux d'intervention de la Banque centrale jusqu'à 500%, un accord historique a été conclu le 20 septembre avec l'opposition sociale démocrate pour réaliser 41 milliards d'économie (échéance 1997) par l'élévation de l'âge de la retraite de 65 à 66 ans, la réduction ou le gel des aides au logement, allocations familiales et maladie, bourses et retraites. Le 19 novembre 1992, le gouvernement devait se résoudre à laisser flotter la couronne qui avait perdu 20% de sa valeur le 15 février 1993. Pour favoriser la compétitivité, une loi a confirmé, fin novembre 1992, les accords conclu entre le parti social-démocrate et le gouvernement sur la diminution des charges patronales, l'augmentation de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) sur les produits alimentaires et la suppression de deux jours de congés annuels »²⁰

¹⁶ État du monde, 1988-1989

¹⁷ État du monde, 1989-1990

¹⁸ État du monde, 1991

¹⁹ État du monde, 1995

²⁰ État du monde, 1994

Pourtant, encore une fois, la crise monétaire qui envenimait la crise économique était due aux activités spéculatives du capital suédois :

« [L]’augmentation des profits n’a pas débouché sur la hausse des investissements attendue. Au lieu de cela, des centaines de milliards de couronnes ont été dépensées dans l’achat d’actions en bourse et de biens immobiliers [...] Les banques ont coopéré avec enthousiasme, prêtant de l’argent à profusion et alimentant la spirale. Entre 1982 et 1990, le PNB suédois a augmenté de 20%, tandis que la part du marché des actions des compagnies immobilières augmentait, elles, de 800%. [...] En 1988, le gouvernement social-démocrate a supprimé les restrictions sur les prêts bancaires, éliminant ainsi les derniers obstacles à la frénésie spéculative. [...] [U]ne étude de la balance commerciale suédoise montre que son déficit est uniquement le résultat des activités des capitalistes. Ils ont investi leur argent dans la spéculation [en dehors de la Suède, NDLR] et l’ont perdu. »²¹

Le rejet de la droite permit le retour au pouvoir des sociaux-démocrates en septembre 1994. Tout de suite, *« [l]e Premier ministre et son prédécesseur conservateur Carl Bildt se sont alliés pour défendre la cause européenne, gagnée de justesse à l’issue du référendum du 13 novembre 1994 sur l’adhésion à l’Union européenne (52.2% de « oui »). »*, campagne combinée avec un nouveau programme d’austérité.

« Le gouvernement a opté pour une politique d’austérité entamant un peu plus le « modèle suédois. » Le 2 novembre 1994, il élaborait un programme d’assainissement des finances publiques (50 milliards sur quatre ans) par une pression fiscale accrue (sur les hauts salaires, le capital, et la propriété,) une désindexation des retraites et des aides aux étudiants sur les prix. Le 5 avril 1995, il obtenait le soutien du Parti du centre sur les coupes budgétaires (22 milliards de couronnes), affectant notamment les allocations familiales et de logement, sur la réduction des taux d’indemnisation de sécurité sociale (de 80% à 75%), sur le plafonnement des dépenses des collectivités locales [...] un allègement des charges patronales... »²²

« Göran Persson [nouveau Premier ministre social-démocrate] a annoncé le 15 avril 1996 de nouvelles mesures de compressions des dépenses sociales : allocation logement, retraites, remboursements des frais médicaux, congé parental [pour] ramener le déficit budgétaire à 3% du PIB en 1997... »²³

Il est vrai que pour se concilier la centrale syndicale LO, le gouvernement, en plus de faire contribuer les riches à l’effort fiscal, a ramené *« l’indemnisation du chômage à son niveau antérieur (80% du dernier salaire) en 1998. »* Cette politique de rigueur sur le dos des classes populaires *« a commencé à porter ses fruits en 1997. le déficit des finances publiques, l’un des plus élevés de l’Union européenne en 1994 (13,4% du PIB), devait atteindre 4% du PIB en 1996. [Cependant,] [l]a popularité des sociaux-démocrates n’a cessé de diminuer au second semestre de 1996 pour ne plus atteindre que 26% des intentions de vote... »²⁴*

²¹ INPRECOR, mai 1993

²² État du monde, 1996

²³ État du monde, 1997

²⁴ État du monde, 1998

Inquiet pour sa réélection et profitant du redressement économique et budgétaire, le gouvernement suédois « a rejeté, dès le 19 septembre 1997, l'éventualité d'allègements fiscaux et proposé une augmentation des dépenses en faveur de la protection sociale, de la santé et de l'éducation (8 milliards de couronnes) et une allocation annuelle de 2% du surplus en faveur de l'emploi. » Ces concessions lui ont valu sa réélection en 1998 avec cependant « son plus mauvais score depuis 75 ans [...] en chute de plus d'un cinquième. », ²⁵ ce qui l'a obligé à passer un accord avec le nouveau Parti de gauche (ex-communiste) et les Verts. Ainsi, la social-démocratie affaiblie a été empêchée de faire immédiatement après les élections des coupures drastiques autres que des réductions mineures des allocations de chômage et du budget de la santé, ce qui a entraîné la démission du très néolibéral ministre des Finances. ²⁶

Face à l'hésitation de la nouvelle coalition de gauche, « [p]lusieurs grosses entreprises ont commencé à déménager leur siège social ce qui ne pouvait qu'inquiéter dans un pays où quelques multinationales jouent un rôle clé [même si] ...l'impôt sur les sociétés (28%) est parmi les plus faibles d'Europe... [et qu'après] avoir assaini les finances publiques, le gouvernement a tablé sur un excédent budgétaire de 0.5% du PIB en 1999. »

« Dans l'industrie forestière, Stora a fusionné avec Enso, puis s'est installé à Helsinki [Finlande] où Nordbanken, l'une des principales banques suédoises, s'est également déplacée. À l'automne 1998, l'annonce par la compagnie Ericsson (téléphonie) de son déménagement partiel à Londres a fait trembler le royaume. Le groupe pharmaceutique Astra s'est ensuite marié avec le britannique Zeneca (nouveau siège à Londres). Le plus gros choc fut toutefois l'annonce par Volvo de la vente de sa division voiture à l'américain Ford, pour quelque 50 milliards de couronnes. » ²⁷

Faut-il s'étonner que loin d'être gagnée par la baisse du chômage, mais « qui ne compte pas les nombreuses personnes sans emploi suivant une formation [...] [l]a population aura davantage été impressionnée par les annonces de suppressions de dizaines de milliers d'emplois par Ericsson, Volvo ou ABB. » ²⁸

« La situation économique a été, pourtant relativement satisfaisante puisque, en 2004, la croissance a atteint 3.5%, l'excédent commercial a dépassé 23 milliards d'euros et l'inflation est restée faible (1.1%). Le chômage était toutefois préoccupant (5.8% en avril 2005) et l'annonce en mars 2005 que General Motors allait transférer la production de voitures de la gamme moyenne de Saab vers l'Allemagne suscitée de l'émoi dans le pays. » ²⁹

²⁵ État du monde, 1999

²⁶ INPRECOR, juillet-août 1999

²⁷ État du monde, 2000

²⁸ État du monde, 2003

²⁹ État du monde, 2006

Cette insécurité sur fond de relative prospérité, « liée à l'explosion des technologies de l'information », crée un malaise social se répercutant sur les rapports avec les autochtones, les femmes, les immigrants et le tiers monde.

« À la mi-1999, la Suède n'avait cependant toujours pas ratifié la convention 169 de l'OIT (Organisation internationale du travail) sur les droits des peuples autochtones, qui accorderait — théoriquement — aux Sami des droits à la terre et à l'eau. Au cours des trente années précédentes, les éleveurs de rennes ont été privés de vastes étendus de pacages d'hiver au profit de l'industrie forestière. [...] »

« Le premier janvier 1999 est entré en vigueur une loi condamnant l'achat de services sexuels (jusqu'à six mois de prison encourus), mais n'interdisant pas la pratique de la prostitution, laquelle est devenue plus souterraine, et donc plus difficile à surveiller. »³⁰

« ... le pays a été secoué par une série d'agressions néo-nazies qui ont choqué la population. Le 28 mai 1999, deux policiers ont été exécutés par trois extrémistes qui venaient d'attaquer une banque. Un mois plus tard, le 29 juin, un journaliste spécialisé de l'extrême droite et son jeune fils étaient blessés dans l'explosion d'une bombe placée dans leur voiture. Et, le 12 octobre 1999, un syndicaliste était abattu devant chez lui par un groupe de néonazis. [...] L'explosion de la musique raciste dite « pouvoir blanc » — dont la Suède est devenue l'une des principales plates-formes mondiales — permet de financer ces groupuscules néonazis. »³¹

« Enfin, le 25 mars 2001, la Suède a mis en application la convention de Schengen sur la libre-circulation des ressortissants des pays associés et le contrôle de l'immigration des non-ressortissants. »

« En 2001-2002, la participation à l'UE n'était plus présentée par les autorités suédoises comme seulement un atout économique [...] mais comme un espace de lutte contre le terrorisme et le crime organisé [...] Le gouvernement... n'a émis aucune réserve quant à l'intervention militaire en Afghanistan. »³²

Aux élections de 2002, même si la coalition de gauche a conservé le pouvoir en maintenant son score électoral, le grand parti gagnant aura été « le Parti libéral [de 4.6% des votes en 1998 à 13.3%] qui a réalisé un profond tournant droitier » en plaçant la question de l'immigration au centre des débats politiques. Par contre, ont aussi légèrement progressé les écologistes et les agrariens qui s'opposaient à une intervention en Iraq même sous l'égide de l'ONU alors que tous les autres partis, y compris le Parti de gauche, y étaient favorables. De plus, les Conservateurs ont perdu le pouvoir dans la capitale, Stockholm, après y avoir privatisé « ... entre autres, les transports, les garderies, les services de santé, l'éducation, le logement et le nettoyage des rues... »³³

³⁰ État du monde, 2000

³¹ État du monde, 2001

³² État du monde, 2003

³³ INPRECOR, novembre-décembre 2002

Après ces élections, cependant, pour convaincre la population suédoise d'intégrer la zone euro, d'autant plus que la centrale syndicale LO adoptait une position de neutralité face à la pression anti-UE de sa base, la coalition de gauche a tenté de calmer le jeu en condamnant l'intervention étasunienne en Irak et en haussant les dépenses sociales même s'il n'est pas question d'annuler les privatisations faites à Stockholm par les Conservateurs. Rien n'y fit. Le référendum donna 56% au « non » en septembre 2003. Pire, en attendant les élections parlementaires de 2006, « *[]es élections au Parlement européen du 13 juin 2004 ont contribué à fragiliser le Parti social-démocrate au pouvoir (24.5% des voix)...* ». ³⁴

« Le parti qui traditionnellement représente la classe ouvrière suédoise — le Parti ouvrier social-démocrate (SAP) — est le principal perdant dans ces élections, alors qu'on a du mal à trouver les gagnants. Tant en nombre de voix qu'en pourcentage le SAP a obtenu le plus mauvais résultat de l'histoire moderne. Cette élection ainsi que le référendum de l'an dernier indiquent qu'une brèche est en train d'apparaître entre la social-démocratie et la classe ouvrière et même entre la direction sociale-démocrate et certains petits syndicats — le syndicat des travailleurs des transports et le syndicat du commerce. [...]

« La brèche évidente entre le SAP et la classe ouvrière n'a pas pour autant conduit à ce que d'autres partis de gauche accroissent leurs résultats. Le parti de gauche (Vänsterpartiet, ex-communiste) n'est pas parvenu à bénéficier de l'affaiblissement de la social-démocratie, bien qu'il soit opposé à l'adhésion à l'UE. Ce qui pourrait sembler étrange ne l'est en réalité pas du tout. Bien qu'il ne dispose d'aucun siège au sein du gouvernement, le Parti de gauche est en réalité un parti gouvernemental. Il soutient sa politique néolibérale, les privatisations etc. Le même raisonnement s'applique aussi au Parti Vert (Miljöpartiet). En conséquence ces deux partis ne pouvaient bénéficier du mauvais résultat social-démocrate.

« Malheureusement l'extrême gauche suédoise n'a pas pu en bénéficier non plus. [...] Cet échec de l'extrême-gauche tient à la fois à la forte opposition de la classe ouvrière suédoise à l'Union européenne, à la faiblesse des luttes sociales et à la faible implantation de l'extrême-gauche au sein de la classe ouvrière. Les travailleurs les plus radicaux sont en général ceux qui sont les plus opposés à l'Union européenne et en conséquence les plus enclins à l'abstention lors de l'élection du Parlement d'une institution qu'ils dédaignent. » ³⁵

Il ne faut pas penser non plus que la sociale-démocratie suédoise soit ouverte au nouveau mouvement altermondialiste. Même si la répression du gouvernement italien à Gênes en 2002 a fait oublier celle de Göteborg en 2001, rappelons-nous :

« Une répression policière sauvage : c'est ce qu'on retiendra avant tout du sommet de l'Union européenne à Göteborg en Suède, clos le vendredi 15 juin. Pour la première fois depuis qu'à Seattle, en décembre 1999, des dizaines de milliers de manifestants avaient pris la rue de manière organisée contre la mondialisation capitaliste, la police a employé des armes à feu. C'est aussi la première fois depuis 1920 qu'en Suède on compte trois

³⁴ État du monde, 2006

³⁵ INPRECOR, Juillet-août 2004

blessés par balles (tous dans le dos !) à l'issue d'une manifestation. Sciemment ou non, la police suédoise a joué la provocation. »³⁶

Les caractéristiques de l'offensive néolibérale et de la résistance populaire de la Suède sont remarquablement similaires à celles du Canada (et du Québec). Ce sont deux pays impérialistes subordonnés à plus puissants qu'eux dans leur zone respective, l'UE et l'ALÉNA. Cette position a l'inconvénient de les rendre très sensibles aux « libres » mouvements de capitaux d'une poignée de transnationales autochtones ou étrangères qui, pour plusieurs, dépendent peu de leur marché national respectif. Elle a par contre l'avantage de leur permettre un ajustement rapide de leur taux de change et d'intérêt pour absorber un brusque changement des flux de capitaux, sans riposte immédiat des grandes puissances. La politique monétaire donne ainsi plus de temps à un réajustement budgétaire, fiscal et structurel qui oblige la bourgeoisie à affronter la riposte populaire tout en donnant des gages aux centres financiers internationaux par une plus grande ouverture commerciale et financière.

Cette riposte, plutôt active et dans la « rue » à la fin des années 80, plutôt passive et sans les « urnes » durant les dix dernières années, a certes réussi à éviter le démantèlement de l'État providence mais non son sérieux effritement. Pendant qu'au Canada les dépenses gouvernementales relatives (en proportion du PIB) chutaient de 26% du sommet des années 90 à 2006 (prévisions), elles baissaient de 22% en Suède.³⁷ Il est vrai, cependant, que cette part reste malgré tout la plus élevée de l'OCDE dans ce pays paradigme de la social-démocratie.

Reste que la dynamique néolibérale est la même qu'au Canada. Elle en fait bien pire que dans les autres pays du G-7 où la proportion des dépenses gouvernementales vis-à-vis du PIB est, durant cette période, soit restée constante ou presque (France, Royaume-Uni, Japon, États-unis) soit a légèrement baissé (Allemagne, Italie). Il faut cependant noter que cette proportion au Japon et aux ÉU était relativement basse au départ. En plus, aux ÉU, les dépenses militaires se sont substituées aux dépenses sociales.

Les heures annuelles travaillées par personne en âge de travailler sont en Suède plus élevées que pour la moyenne de l'OCDE et que pour la plupart des pays de l'Union européenne même si elles sont inférieures à celles travaillées au Canada.³⁸ Cependant, la distribution du revenu y reste la plus égalitaire de l'OCDE après le Danemark³⁹ malgré une baisse substantielle de l'effort fiscal de 11%, en termes de proportion de PIB, alors que l'effort fiscal moyen tant de l'OCDE que de la zone euro ne baissait que de 3 à 4% du pic des années 90 à 2006. En fait, la chute de l'effort fiscal suédois est un des plus importants de l'OCDE avec l'Irlande, la Nouvelle-Zélande et le Canada.⁴⁰

³⁶ INPRECOR, Juin-juillet 2001

³⁷ OECD Economic Outlook, June 2005, Annex Table 25

³⁸ OECD, Economic Surveys, Sweden, August 2005, figure 1.6

³⁹ OECD, Economic Surveys, Sweden, August 2005, figure 1.9

⁴⁰ Annex Table 26

On remarque cependant que depuis 25 ans la croissance de la productivité du travail en Suède fut constamment et significativement supérieure à celle tant de l'OCDE que des EU et de la zone euro, et très significativement supérieure à celle du Canada. Le peuple suédois a-t-il profité de cet effort d'autant plus qu'il travaille davantage que dans la plupart des pays de l'UE ? Durant la même période, la croissance de la consommation privée y a été significativement moindre que celle de l'OCDE et que celle de la zone euro et très significativement moindre que celle du Canada et des EU.

Si ceux et celles qui travaillent le font davantage qu'ailleurs sans en bénéficier, ce sacrifice imposé ne s'est pas répercuté sur le taux d'emploi. En comparaison du début des années 80, le taux d'emploi suédois a décru pendant que ceux de l'OCDE, de la zone euro, des EU et du Canada a crû au point que ces taux sont devenus égaux entre le Canada et la Suède. Quant au taux de chômage des jeunes, il y est significativement plus élevé qu'au Canada et la proportion des femmes travaillant à temps partiel y est élevée même si elle est moindre que celle du Canada et de l'UE.

Pourtant, il n'y a pas eu d'effort d'investissement particulier du capital suédois expliquant cette disparité. Pendant que dans les années 80, la croissance de la formation de capital fixe privé non-résidentiel de la Suède était parmi les plus élevées de l'OCDE, nettement supérieure tant aux moyennes de l'OCDE et de la zone euro qu'à celles du Canada et des EU, elle est certes depuis lors restée supérieure aux moyennes de l'OCDE et de la zone euro mais est devenu inférieure à celle du Canada et nettement inférieure à celle des EU. Cette contradiction s'explique par la nécessité, au début des années 90, de financer un déficit budgétaire explosif entre autre par des emprunts à l'étranger qu'il a fallu ensuite rémunérer, et par une continue et relativement importante sortie de capitaux même si elle a été compensée, en termes d'équilibre des flux de capitaux mais non de nouveaux investissements, par des prises de contrôle de compagnies suédoises par des entreprises étrangères.

Comme le Canada, la Suède est devenu un pays à surplus, du budget public comme du compte courant, pour tant se garder dans les bonnes grâces du capital financier que pour financer une continue fuite de capitaux. Contrairement au Canada, toutefois, les ménages suédois se sont mis à épargner beaucoup plus qu'avant la crise du début des années 90. Sans doute est-ce là le reflet d'une crainte de l'avenir, encouragée par un taux d'intérêt réel à long terme un peu plus élevé qu'au Canada, de la part d'une population vieillissante plus encore qu'au Canada, face à l'effritement de ce qui reste malgré tout « le meilleur État providence au monde » mais certainement pas un modèle vers lequel tendre à moins de s'être réconcilié avec le néolibéralisme.⁴¹

Les dits solidaires, s'étant réconciliés avec la social-démocratie scandinave néolibéralisée, ont beau jeu de proposer comme première mesure de leur programme en sept points : « *Soutenir les entreprises qui répondent à des critères d'utilité sociale et d'intérêt général, des entreprises qui ont une conscience écologiste et sociale,*

⁴¹ OECD Economic Outlook, June 2005, Annex tables 3, 6, 9, 11, 12, 20, 25, 26, 27, 32, 33, 48, 51 ; OECD in figures, 2005, pages 18 à 21, 56-57

désireuses de développer des emplois durables, en particulier dans les régions du Québec, et dans des secteurs de pointe. » sans compter qu'ils s'en remettent à Hydro-Québec pour « donner aux entreprises québécoises un avantage économique sur leurs concurrentes. » (page 7).

Nos solidaires rêvent d'un capitalisme qui ne carburgerait pas au profit maximum et à l'accumulation de capital, un capitalisme vert et social ! À moins qu'ils ne pensent à engager une armée de bureaucrates appliquant une réglementation tatillonne pour surveiller les transnationales. Ce sera la porte ouverte à un carnaval de la corruption généralisée. Peut-être alors pensent-ils à une surveillance super-technologique à bon marché comme Bush pensait à une guerre virtuelle sans morts ? C'est oublier qui contrôle la technologie et c'est aussi oublier ses limites qui s'arrêtent à la frontière des rapports sociaux.

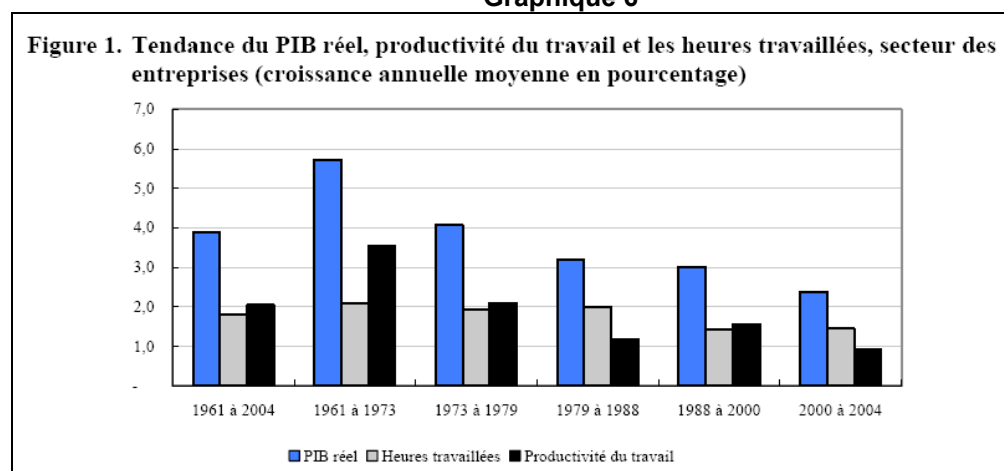
Peut-être les solidaires s'imaginent-ils alors que la grande réconciliation du capital avec la justice sociale et environnementale est devenue possible parce qu'avec l'avènement du néolibéralisme, la création de la richesse ne relèverait plus de l'exploitation du travail ni du pillage de la nature mais du « savoir ». Nous aurions atteints l'ère bénie de la « fin du travail ».

La « fin du travail » ou l'exploitation maximum de la force de travail

Deux statistiques clefs utilisées dans le manifeste Québec solidaire sont très problématiques au point de suggérer de fausses explications sur l'origine de la richesse et sur son partage (page 2). La première statistique compare la croissance de la quantité de travail avec celle de la richesse. La seconde examine l'évolution récente du partage de la richesse entre salaires et profits.

Pour la première statistique, les données sur le PIB ne sont pas corrigées pour l'inflation. Or pour faire une comparaison avec les « personnes au travail », une donnée réelle et non monétaire, il faut utiliser une mesure toute aussi réelle du PIB, c'est-à-dire une mesure corrigée de l'inflation. Pour le Québec, de 1982 à 2004, la croissance du PIB réel par habitant est de 53%, ce qui est certes supérieur au 40% de croissance des personnes au travail. Toutefois, cette différence s'explique aisément par la croissance de la productivité du travail et par celle du taux d'emploi, qui à lui seul a augmenté de 16% durant cette période, (voir graphique 6 pour le Canada).

Graphique 6



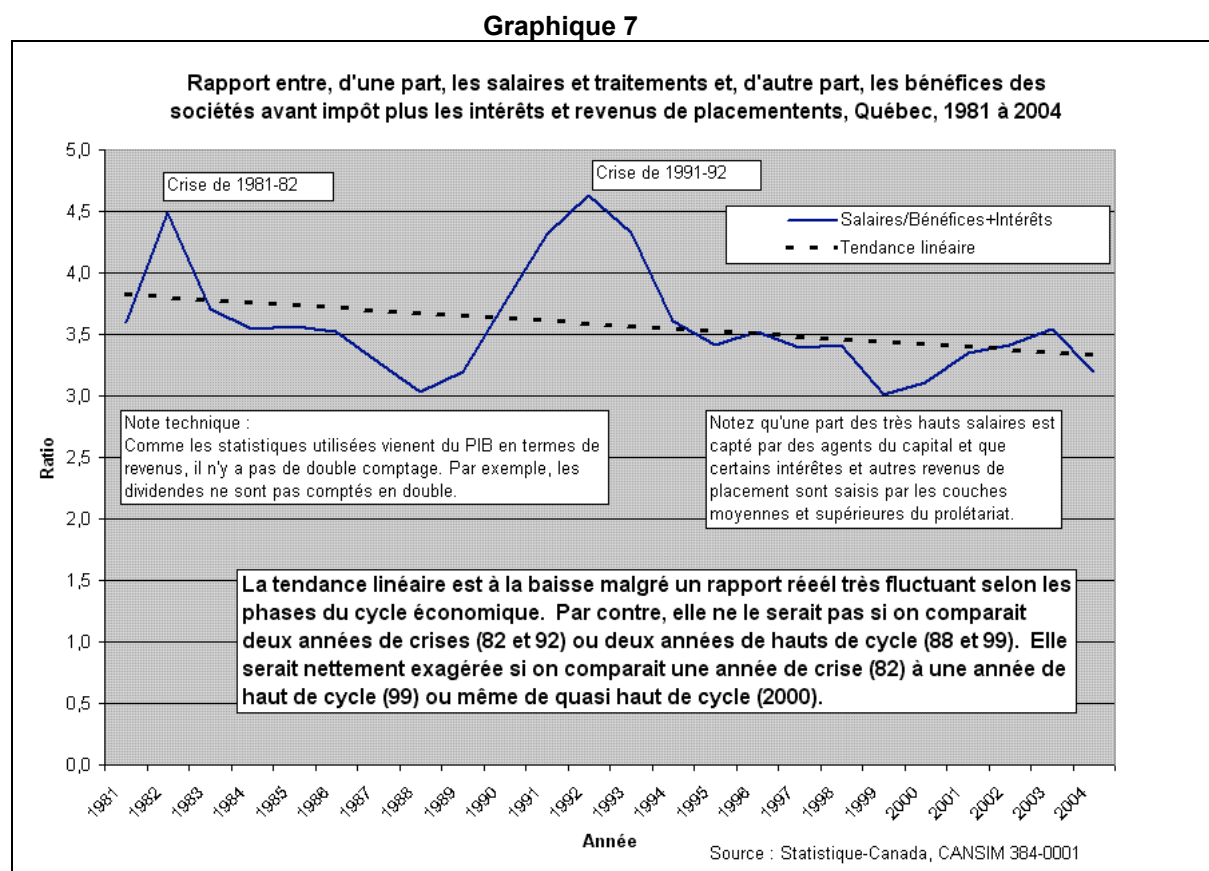
Source : Statistique Canada, la revue canadienne de productivité, catalogue 15-206-XIF,#001

Il est donc erroné d'invoquer un quelconque découplage travail-production que suggère la grande différence entre la croissance du PIB nominal de 132% entre 1982 et 2000 contre 22% pour celle des personnes au travail comme le font les solidaires. Que le PIB réel croisse plus vite que la quantité de travail n'a en effet rien de nouveau. C'est cette productivité du travail et cette augmentation du taux d'emploi qui explique que de 1961 à 2004, le PIB canadien par habitant, corrigé de l'inflation, a été multiplié par 2.6⁴².

En ce qui concerne la seconde statistique, pour mettre en rapport les parts respectives des salaires et des revenus de capitaux tirés du compte revenu du PIB, il faut tenir compte du cycle économique car les profits fluctuent beaucoup plus que les salaires. Or 1982 est une année de profonde récession (croissance du PIB réel québécois négative de -3.4%) alors que 2000 est presque un sommet du cycle suivant (croissance

⁴² Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0002, 384-0002, 051-0001 et L'Observateur économique canadien, supplément statistique historique 2004/2005, tableau 6

positive de 4.4%). Une comparaison de la tendance tout au long du cycle, et même de plusieurs cycles, donne effectivement une baisse tendancielle significative mais beaucoup plus modérée (graphique 7) que celle calculée par les solidaires:



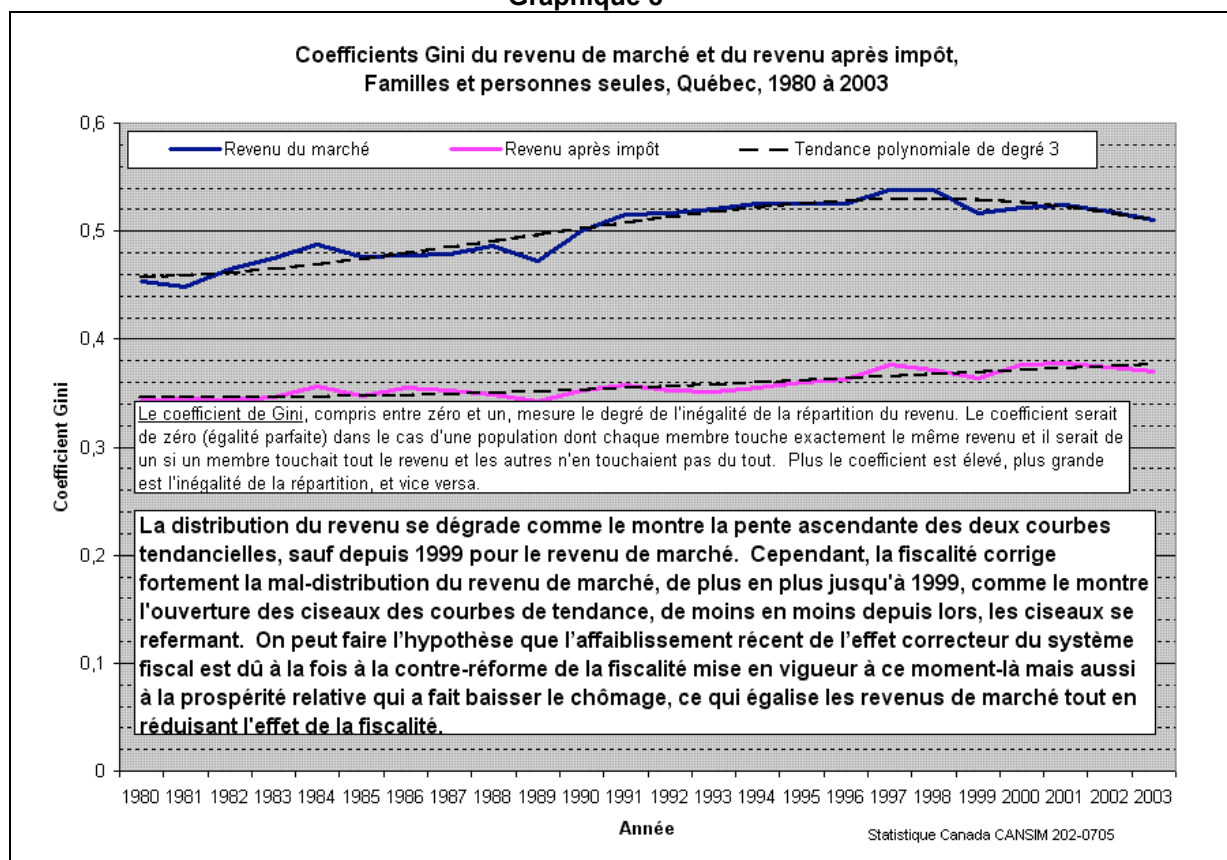
Il s'avère donc que l'affirmation « *La richesse produite n'est plus proportionnelle au nombre de travailleurs et travailleuses* » (page 2) s'effondre. Le travail est toujours au cœur de la production de la richesse et toujours le principal récipiendaire de celle-ci malgré un déclin tendanciel de sa part relative sous le néolibéralisme. La faille de l'analyse des solidaires pourrait même faire le jeu de la droite qui, après avoir démolé la démonstration statistique, pourrait plaider l'efficacité du capital néolibéral qui accroîtrait la productivité du travail, ce qui justifierait la croissance plus que proportionnelle des profits !

Ces importantes failles statistiques découlent du fait que les solidaires adhèrent à l'idéologie de la « fin du travail », idéologie insultante pour les travailleurs et travailleuses. Non seulement le travail vivant combiné avec la nature est-il le seul producteur de richesse, mais la croissance de sa productivité s'explique par la cristallisation du travail passé sous forme d'infrastructures, de machines et équipements, et, *last but not least*, de savoir scientifique, technologique et organisationnel.

Si l'augmentation de la production ne peut s'expliquer par celle du travail, vivant ou passé, appliqué à la nature comment l'expliquer sinon par l'apport du capital, même travesti en « capital humain » ou en « capital cognitif »⁴³. Sur cette conclusion, les manifestes des lucides et des solidaires se rejoignent ! Si le parti fusionné UFP/OC fait sienne cette idéologie de la « fin du travail » — le manifeste des solidaires a non seulement été signé par les quatre porte-parole de l'UFP et d'OC mais il est leur initiative — il ne faudrait pas se surprendre que les travailleurs et travailleuses syndiqués continuent à bouder le nouveau parti.

Quant à l'évolution négative de la redistribution de la richesse, elle est d'abord due à l'évolution du revenu de marché c'est-à-dire venant du travail, soit directement (salaires) ou indirectement (profits) et non à l'évolution de la fiscalité. En y regardant de plus près, on constate même que le système fiscal, durant l'ère néolibérale, a amplifié son effet correcteur du moins jusqu'en 1999 comme le montre le graphique suivant :

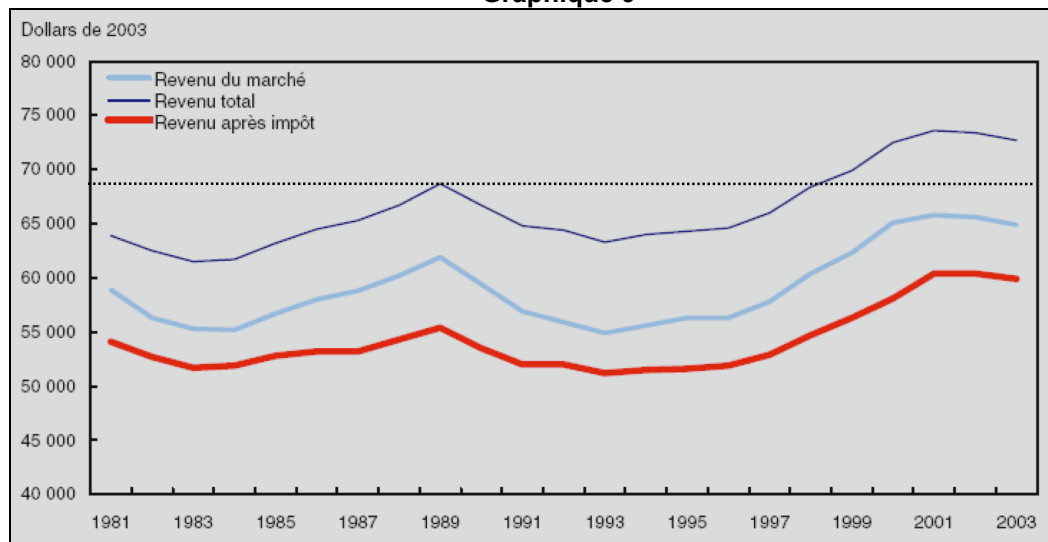
Graphique 8



Non seulement la distribution du revenu s'est-elle dégradée mais de plus, contrairement à l'époque des « trente glorieuses » (1945-1975), le revenu de marché moyen et le revenu après impôts moyen ont stagné durant l'ère néolibérale, du moins jusqu'en 1998 à moins que la prochaine crise les ramène au niveau antécédent (graphique 9) :

⁴³ Voir le chapitre « Du travail individuel mesurable au travail collectif immesurable » pour une discussion de ce concept.

Graphique 9



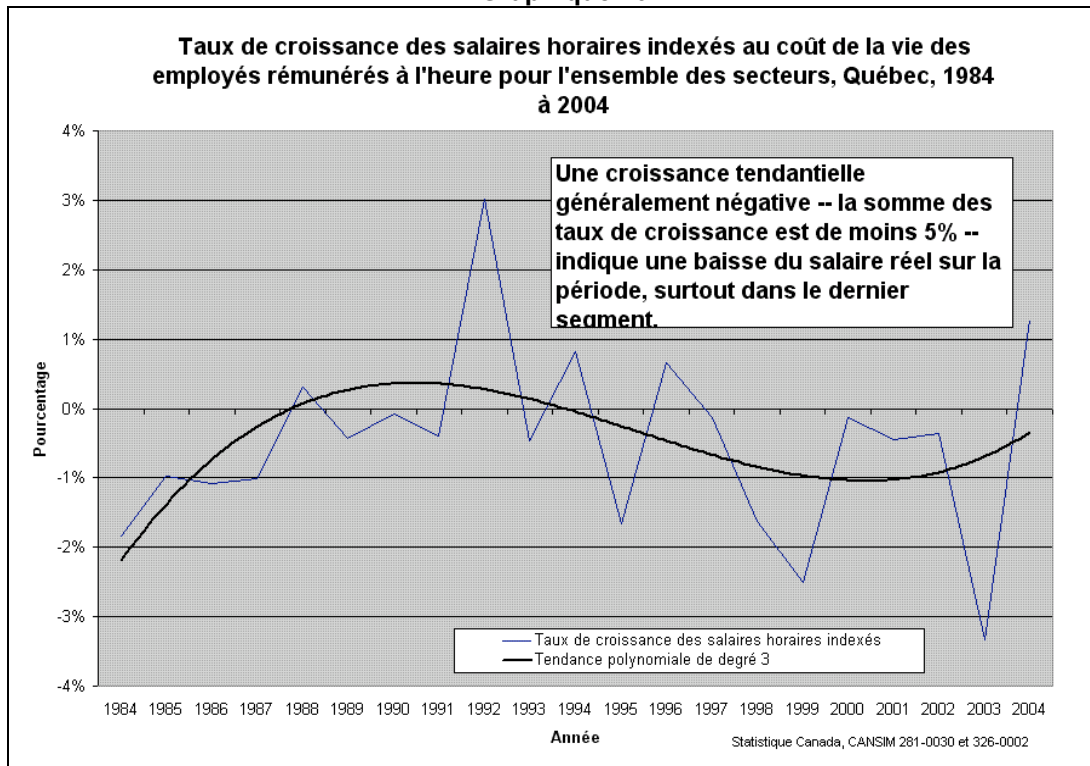
Statistique Canada, Le revenu au Canada, 2003, 75-202 X1F, graphique 6.2 (Canada)

Si l'on isole les revenus du prolétariat en faisant l'hypothèse que les salaires horaires aux employés payés à l'heure sont un bon indice de leur croissance⁴⁴, on constate plutôt une baisse tendancielle (graphique 10), surtout dans la dernière période, contrairement à la tendance canadienne pour le revenu de marché (graphique 9). On peut faire l'hypothèse que cette dichotomie indique des tendances opposées entre les salaires prolétariens versus les revenus du capital, qui comprennent une grande partie des très hauts salaires.

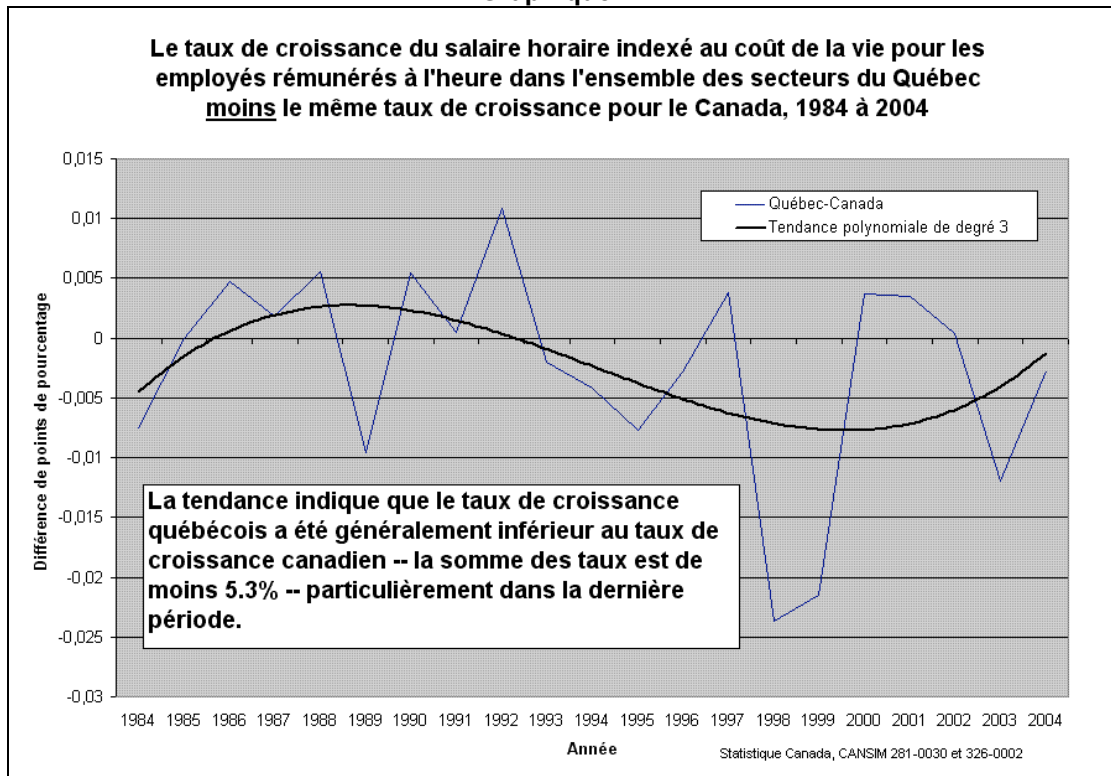
On note aussi une tendance opposée entre le Québec et le Canada (graphique 11) qui pourrait être interprétée comme une conséquence économique de l'oppression nationale, plus spécifiquement comme un affaiblissement relatif de la force syndicale québécoise vis-à-vis le restant du Canada particulièrement durant la période de la concertation péquiste des Sommets socio-économiques.

⁴⁴ Les employés payés à l'heure sont passés, au Québec, de 50% à 60% de l'ensemble des employés payés à salaire de 1991 à 2004 (CANSIM 281-0024). De plus, la tendance de la croissance salariale des employés à salaire fixe est la même que celles des employés payés à l'heure depuis au moins 1990.

Graphique 10

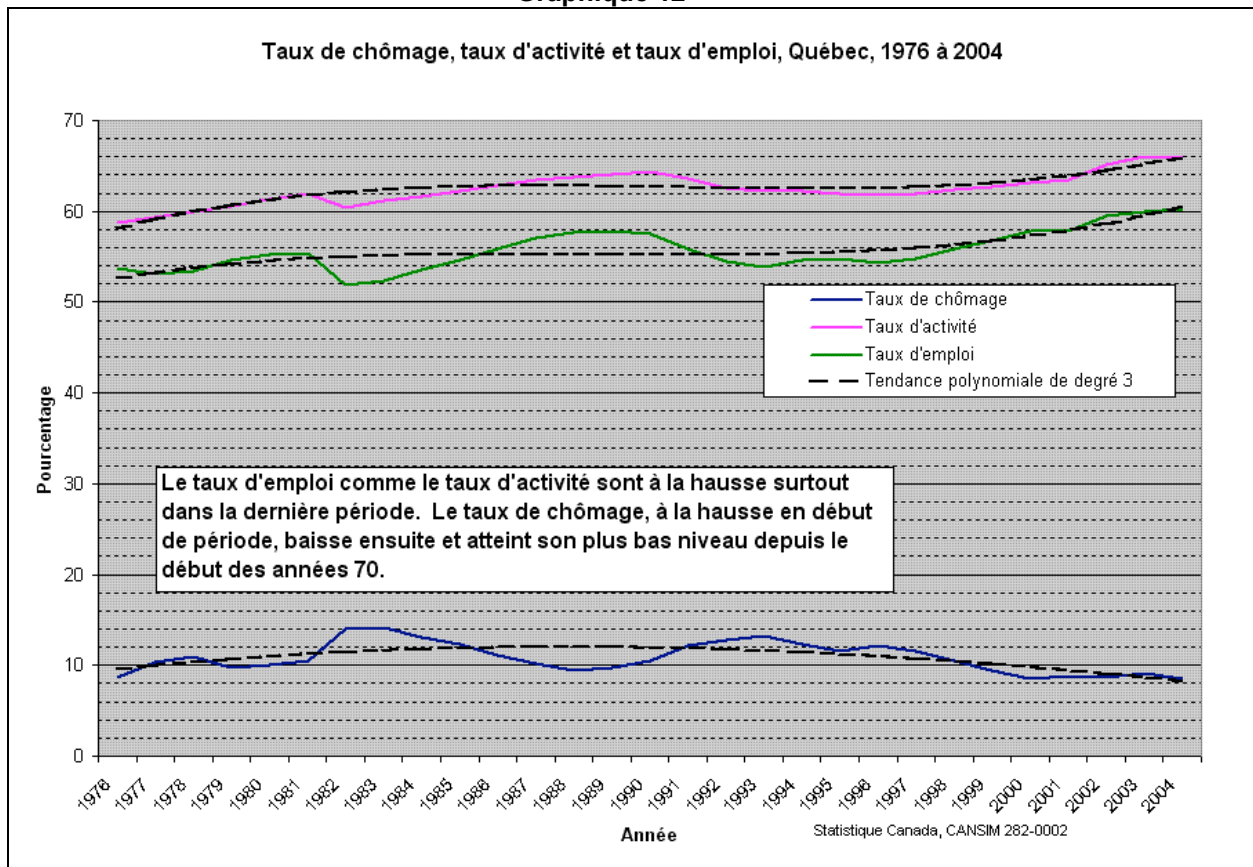


Graphique 11

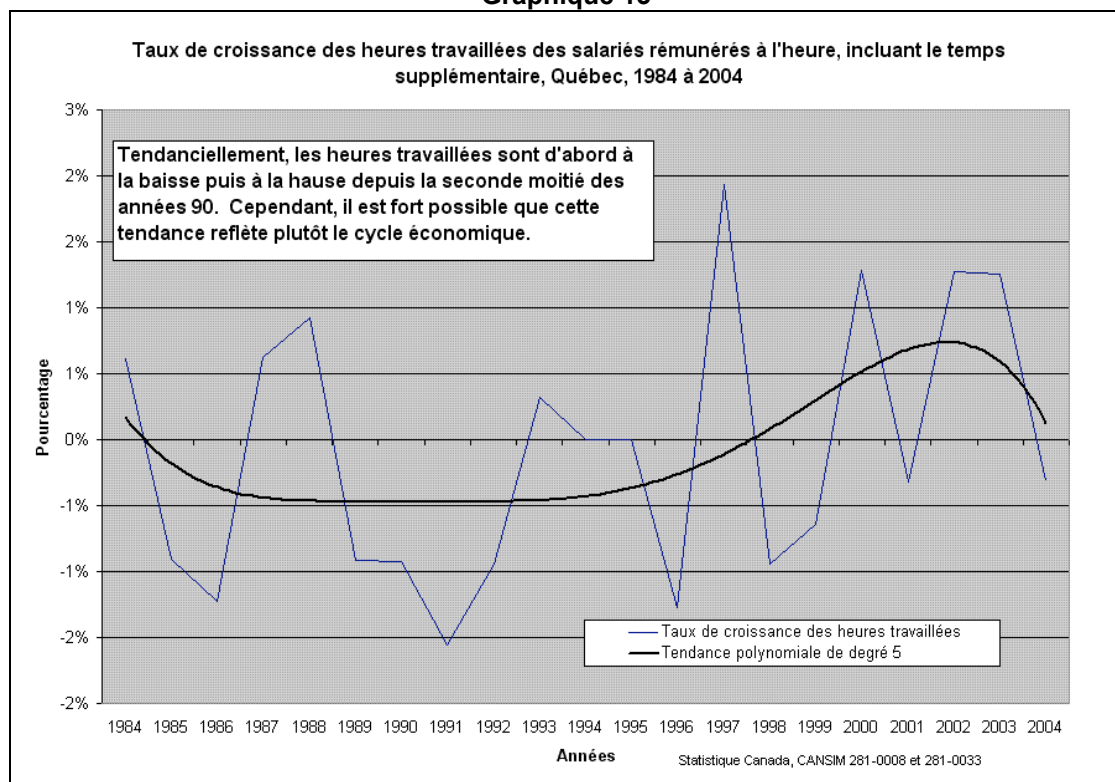


Ce sont donc bien avant tout les revenus du travail qui sont en cause, et non la fiscalité, tant pour expliquer la croissance de l'inégalité que celle de l'appauvrissement. À cette baisse du salaire privée, il faut bien sûr ajouter celle encore drastique du salaire social (graphiques 2 et 3). La baisse du salaire réel, privé et social, sur fond d'une augmentation moyenne de la productivité du travail de plus de 1% l'an tout au long de l'ère néolibérale (graphique 6) signifie une importante hausse du taux d'exploitation du prolétariat, non seulement en intensité, c'est-à-dire par personne, mais aussi extensivement (graphique 12), car le taux d'emploi n'a cessé d'augmenter tout au long de l'ère néolibérale, d'autant plus qu'il est aussi possible que les heures travaillées soient aussi à la hausse (graphique 13) :

Graphique 12



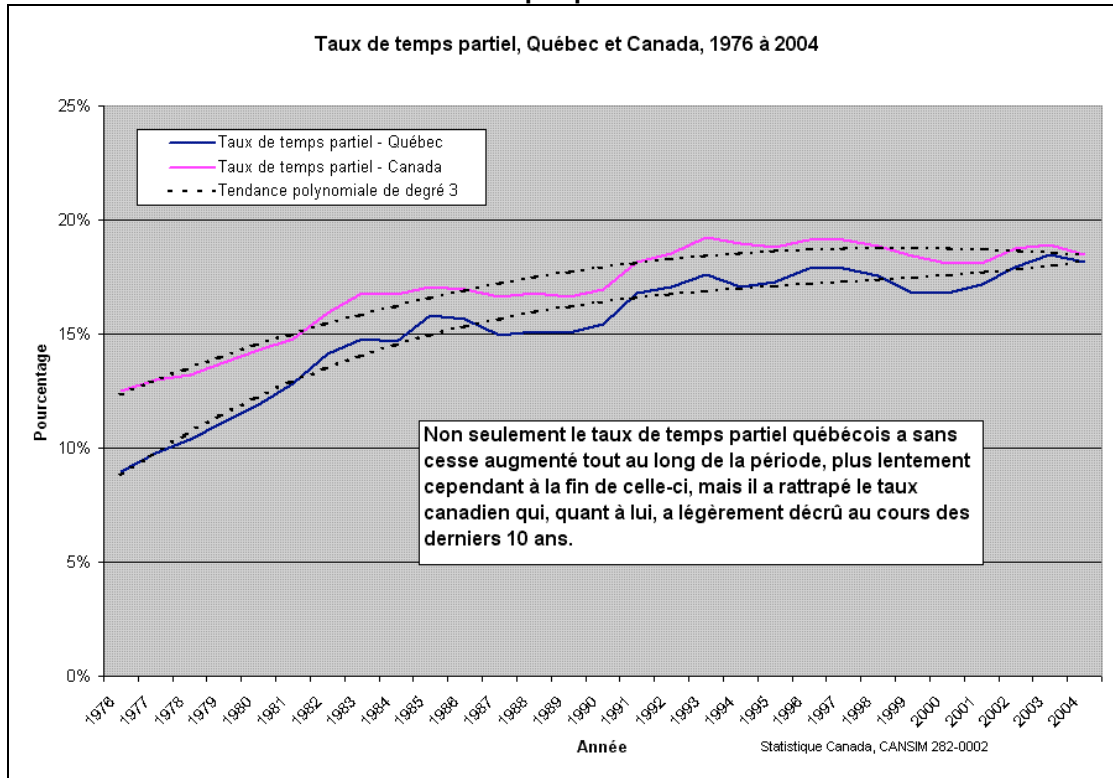
Graphique 13



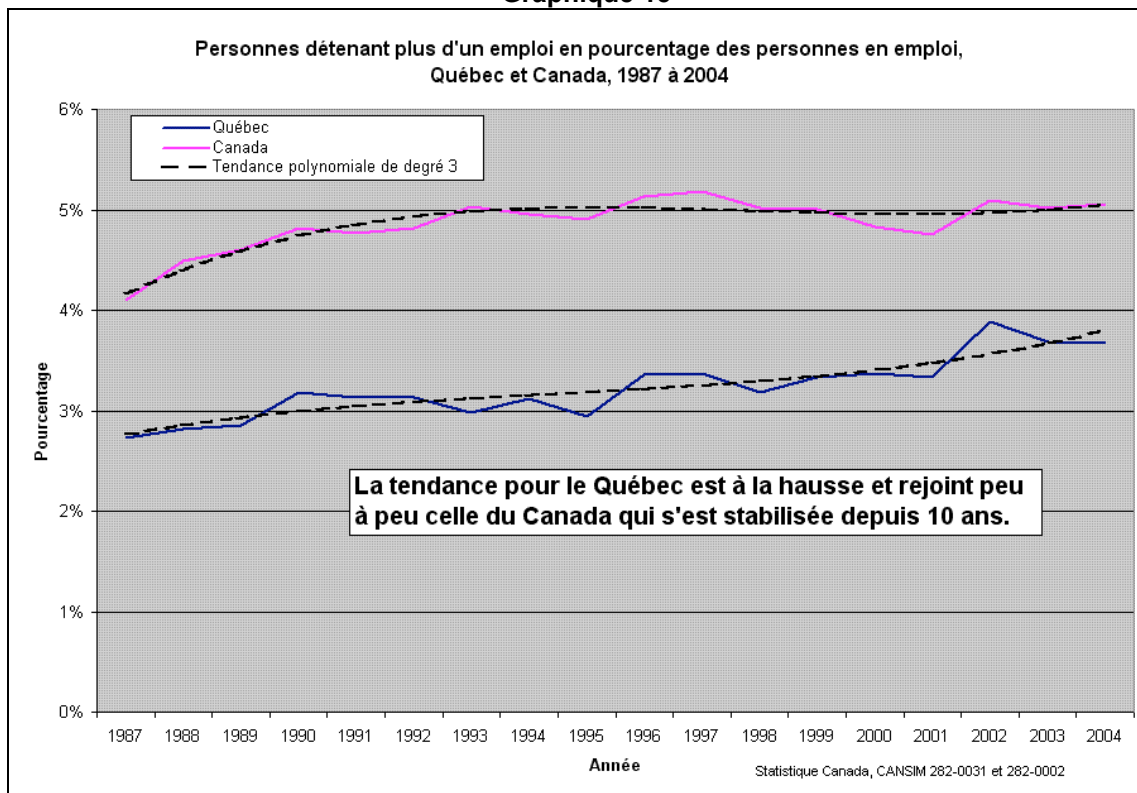
Cette hausse du taux d'exploitation, intensive et extensive — Marx parlerait plutôt de hausse de la plus-value relative et absolue — se reflète en particulier par la flexibilité des heures de travail, c'est-à-dire que le capitalisme néolibéral a su mieux ajuster l'offre de travail à la demande du marché, autre méthode d'intensification du travail. En effet, le travail à temps partiel a crû en même temps que le double emploi (graphiques 14 et 15), surtout pour le Québec. Encore là, comme la convergence Québec-Canada est plus accentuée pour les années 90, on peut parler d'effet concertationniste PQ-directions syndicales aux dépens du prolétariat québécois et dilapidant les gains des décennies 60 et 70.

Cette hausse du taux d'exploitation s'est-elle répercutée également sur l'ensemble du prolétariat, blancs et minorités visibles, hommes et femmes, jeunes et vieux ?

Graphique 14

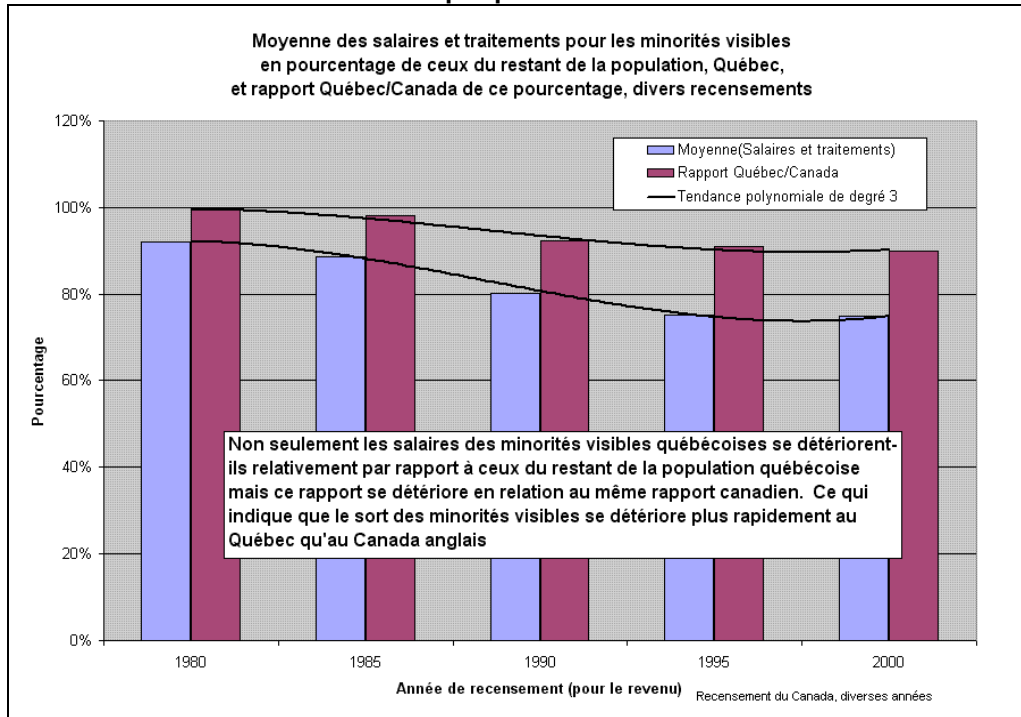


Graphique 15

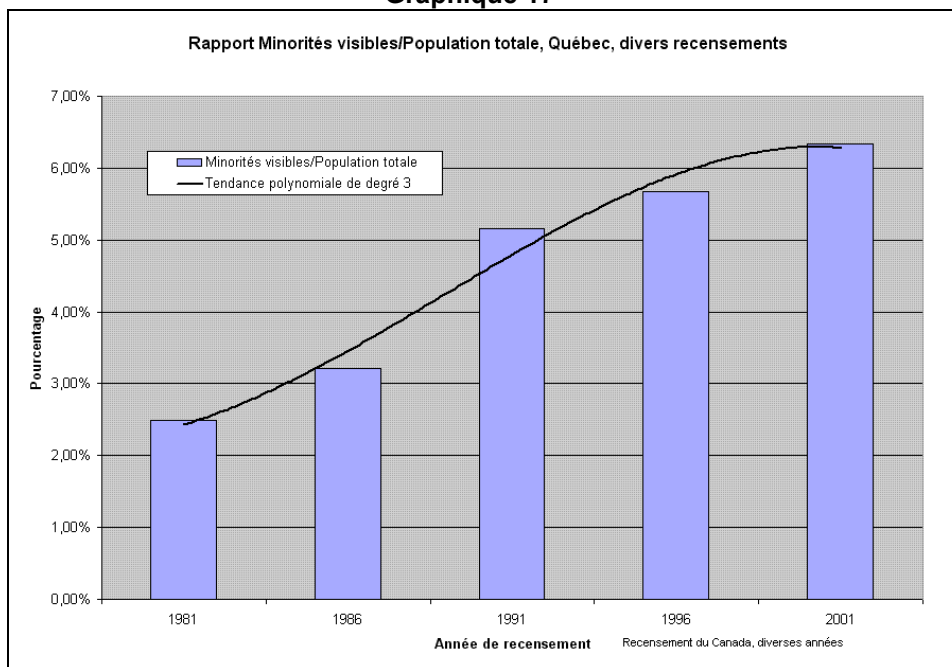


Cette hausse du taux d'exploitation se fait de plus en plus aux dépens des « minorités visibles » pour employer la terminologie de Statistique Canada. Les revenus d'emploi des minorités visibles régressent notablement vis-à-vis des « blancs » sauf en fin de période (graphique 16). Cette augmentation est tant intensive qu'extensive car ces minorités forment une proportion de plus en plus grande de la population (graphique 17)

Graphique 16

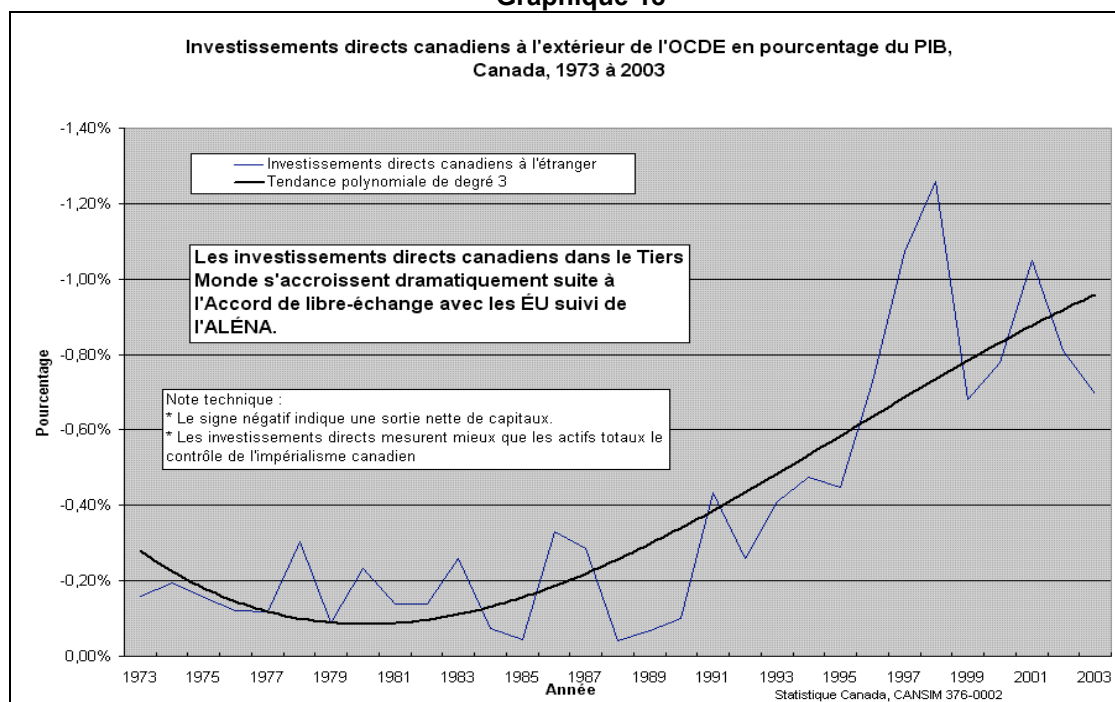


Graphique 17



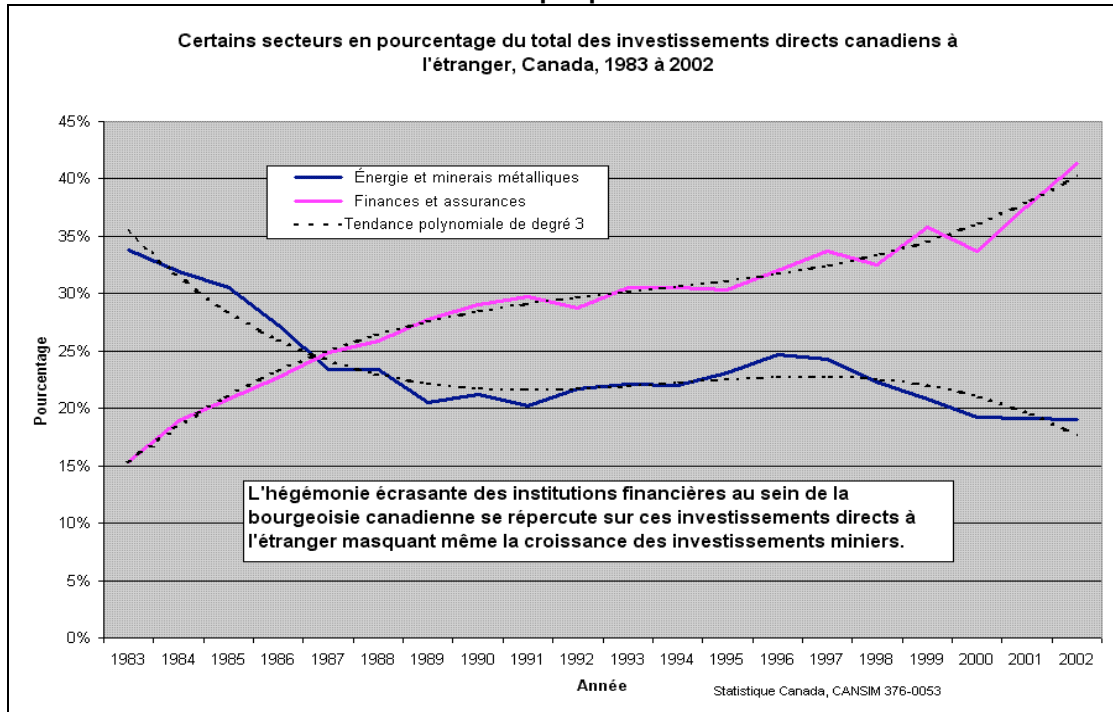
À cette exploitation des minorités visibles à l'intérieur des frontières du Canada et du Québec s'ajoute celle à l'extérieur qui s'est élevée dramatiquement sous l'ère néolibérale (graphique 18). On pense, bien sûr, à l'hégémonie du capital financier qui reste écrasante malgré la croissance phénoménale des investissements miniers en Amérique du Sud, en Afrique et aux Philippines (graphique 19) : « *Peu de gens réalisent que la moitié des compagnies minières mondiales sont basées au Canada et comptent pour 40% de l'activité minière mondiale.* »⁴⁵

Graphique 18

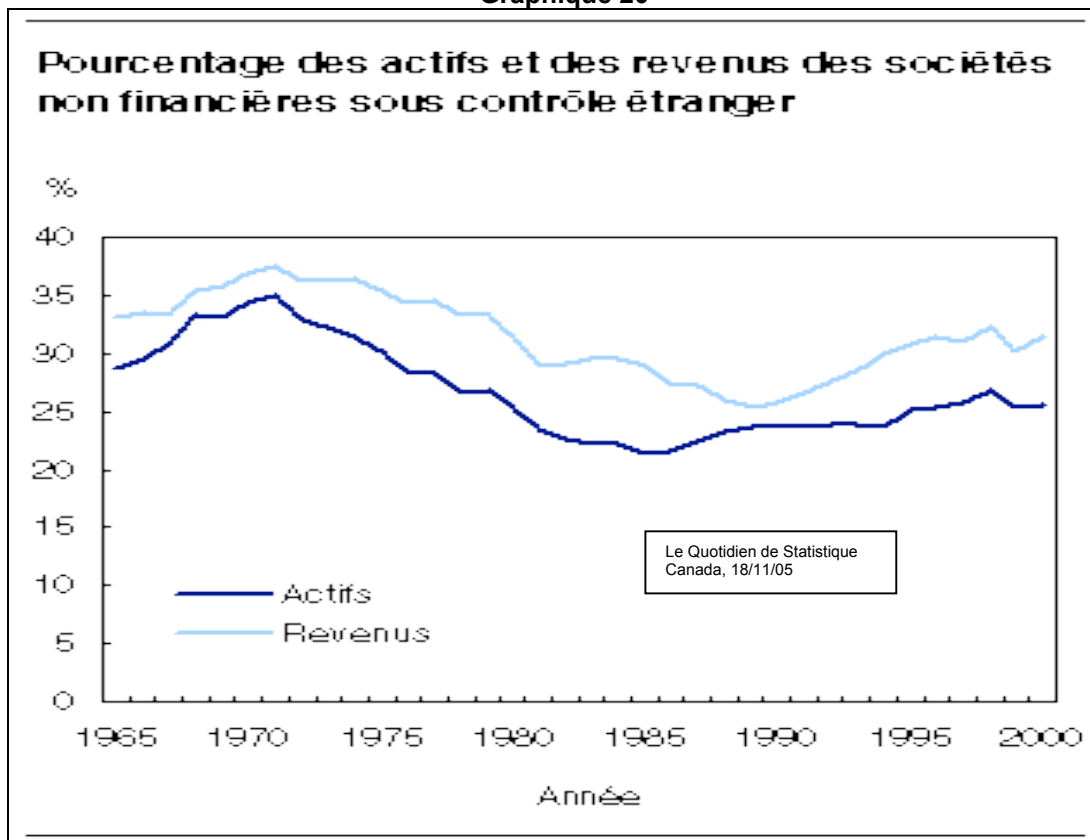


⁴⁵ "Canadian capital rips off the Third World" par Harold Lavender, *New Socialist*, novembre 2005-janvier 2006, Toronto. On consultera avec intérêt l'ensemble du dossier « Canada and Empire » bien qu'en mettant l'emphase, fort à propos, sur l'impérialisme canadien, toujours sous-estimé, on passe sous silence la recrudescence de la mainmise de l'impérialisme étasunien sur le Canada depuis l'ALÉ et l'ALÉNA même si on est loin d'être revenu à la situation de la fin des années 60 (voir graphique 20).

Graphique 19

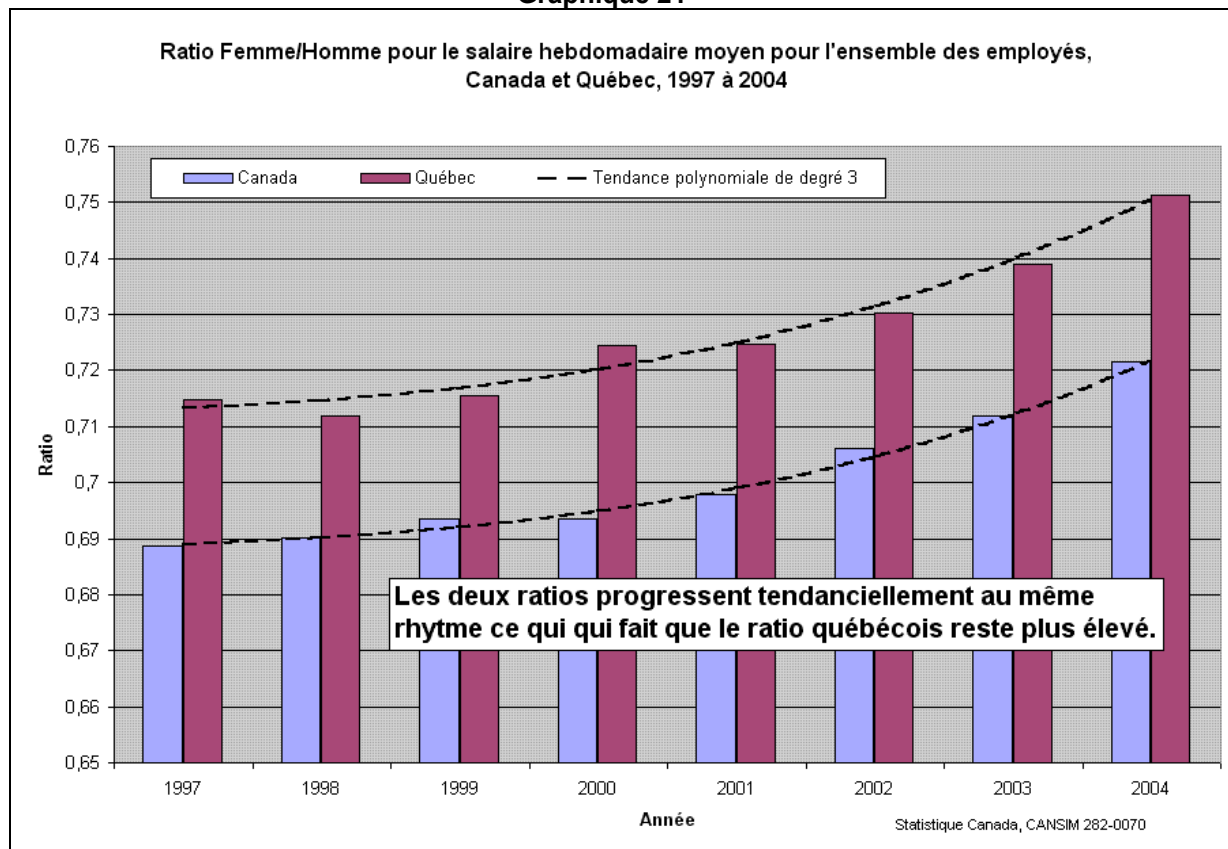


Graphique 20



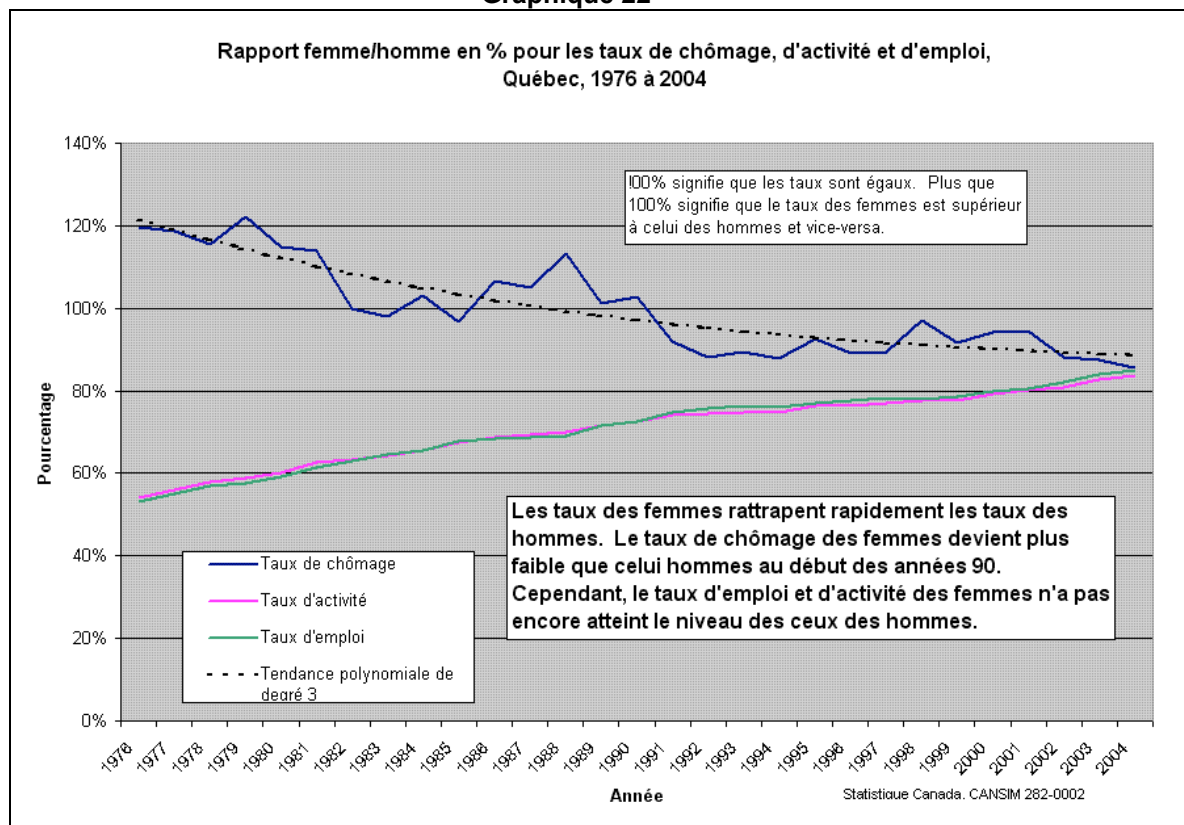
Le taux d'exploitation des femmes, relativement aux hommes reste important même si les salaires des femmes rattrapent peu à peu ceux des hommes (graphique 21), partiellement cependant à cause de la baisse du salaire des hommes que de la croissance du salaire des femmes.⁴⁶ Même s'il s'est quelque peu amoindri en termes d'intensité, ce taux d'exploitation est devenu plus extensif car les taux d'emploi et d'activité des femmes ont beaucoup augmenté durant l'ère néolibérale pendant que leur taux de chômage devenait plus bas que celui des hommes depuis le début des années 90 (graphique 22).

Graphique 21



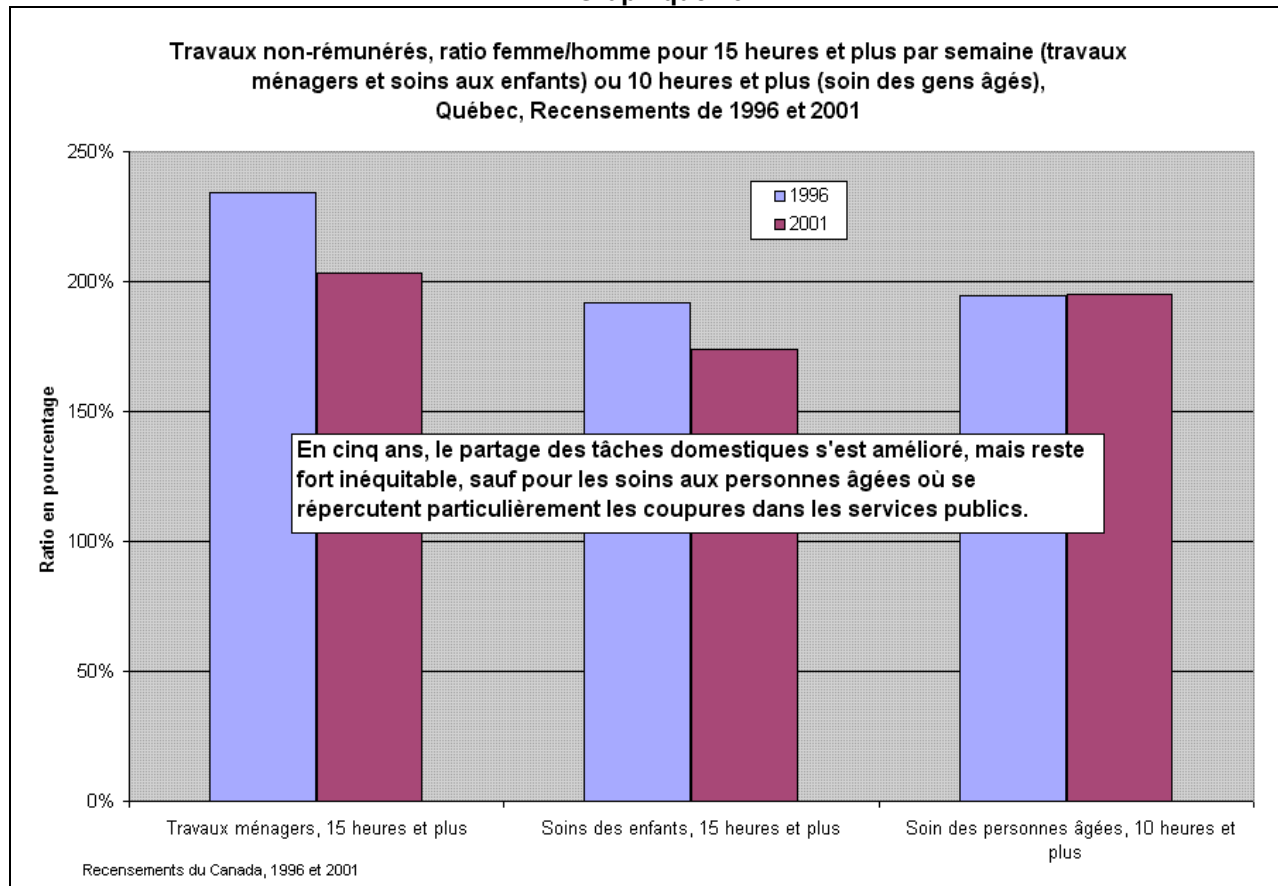
⁴⁶ Pour le Canada, « [l]es gains d'emploi annuels des mères seules ont progressé de 35 % en termes réels de 1980 à 2000, étant passés de 14 700 \$ à 19 900 \$, ce qui a entraîné une baisse du taux de faible revenu chez elles. Mais cette croissance des gains d'emploi n'a pas été généralisée, les plus jeunes ayant notamment subi des pertes importantes et ce, pour la plupart des niveaux de scolarité. » (Quotidien de Statistique Canada du 20 décembre 2005)

Graphique 22

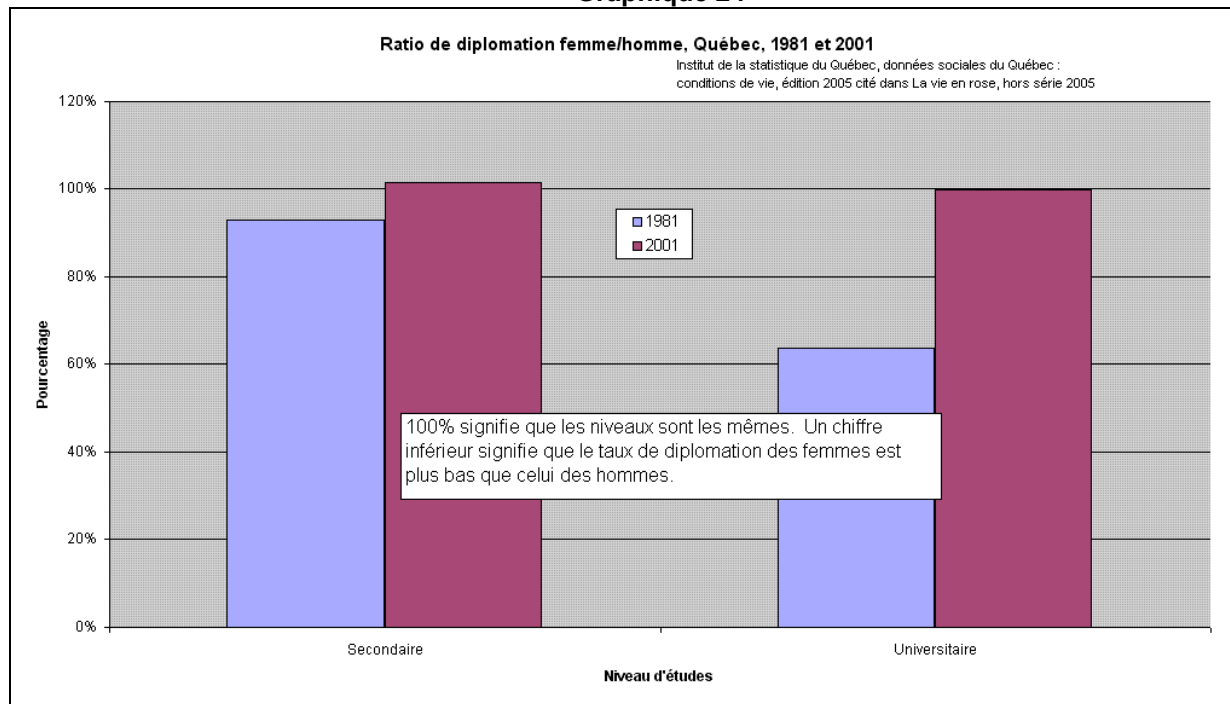


Il semble que durant l'ère néolibérale, la résistance féministe au Québec ait été en mesure de changer les termes de l'oppression, ce qu'indique aussi un faible et ambiguë partage plus équitable des tâches ménagères (graphique 23), mais non de l'empêcher. Les avancées en termes d'indépendance économique, qui s'étendent désormais au taux de diplomation au niveau des études secondaires et supérieures (graphique 24), se sont converties en extension de l'exploitation et peut-être aussi en davantage de violence de la part des hommes, dont le taux d'emploi a baissé, ceux-ci étant désseparés par la perte de l'identité traditionnelle d'unique ou principal gagne-pain.

Graphique 23



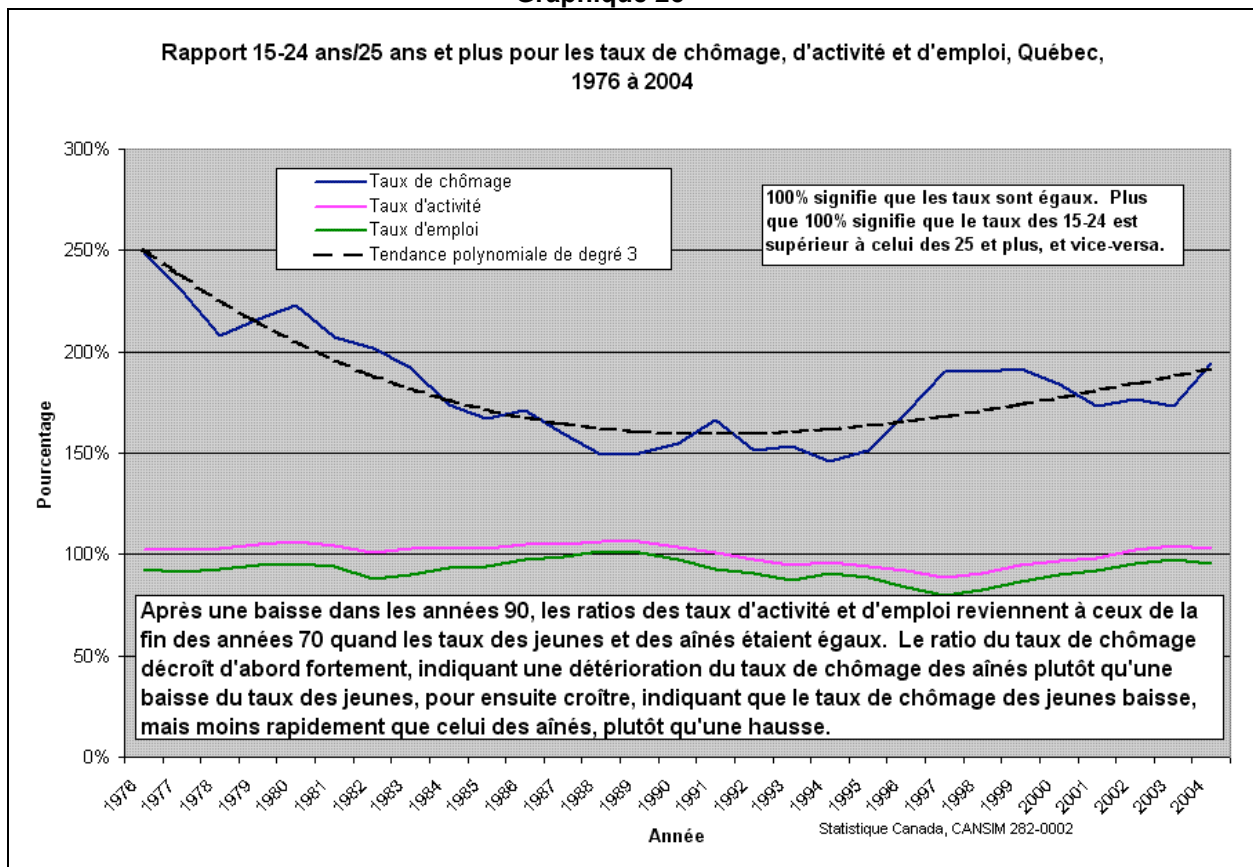
Graphique 24



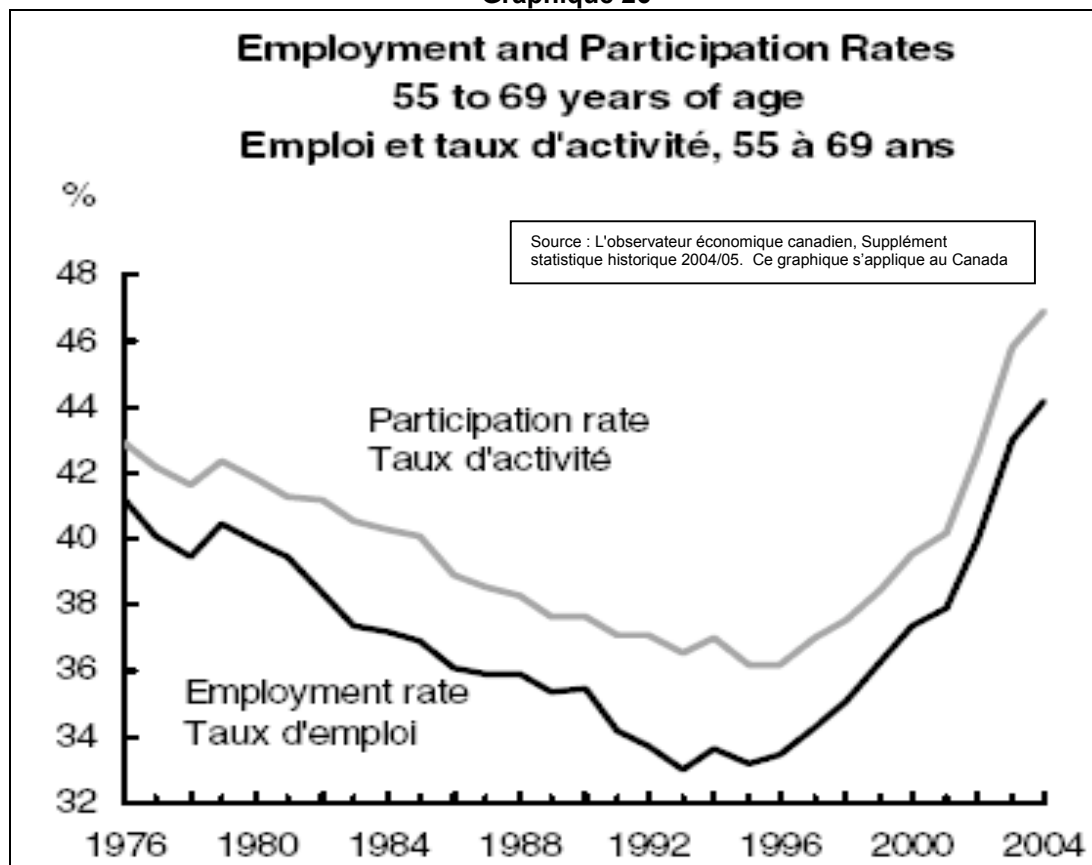
Intégration économique et exclusion politique

On ne peut donc pas parler du néolibéralisme comme d'un système d'exclusion économique mais bien d'inclusion économique si on en juge par la participation au marché du travail, critère fondamental du capitalisme dont le but est l'accumulation du capital par l'exploitation de la force de travail sur la base de la loi de la compétition qui oblige chaque entreprise capitaliste à rechercher le profit maximum. Cette intégration au marché du travail ne vaut pas seulement pour les hommes et pour les femmes mais aussi pour les plus jeunes (graphique 25) et, désormais, pour les plus âgés (graphique 26).

Graphique 25

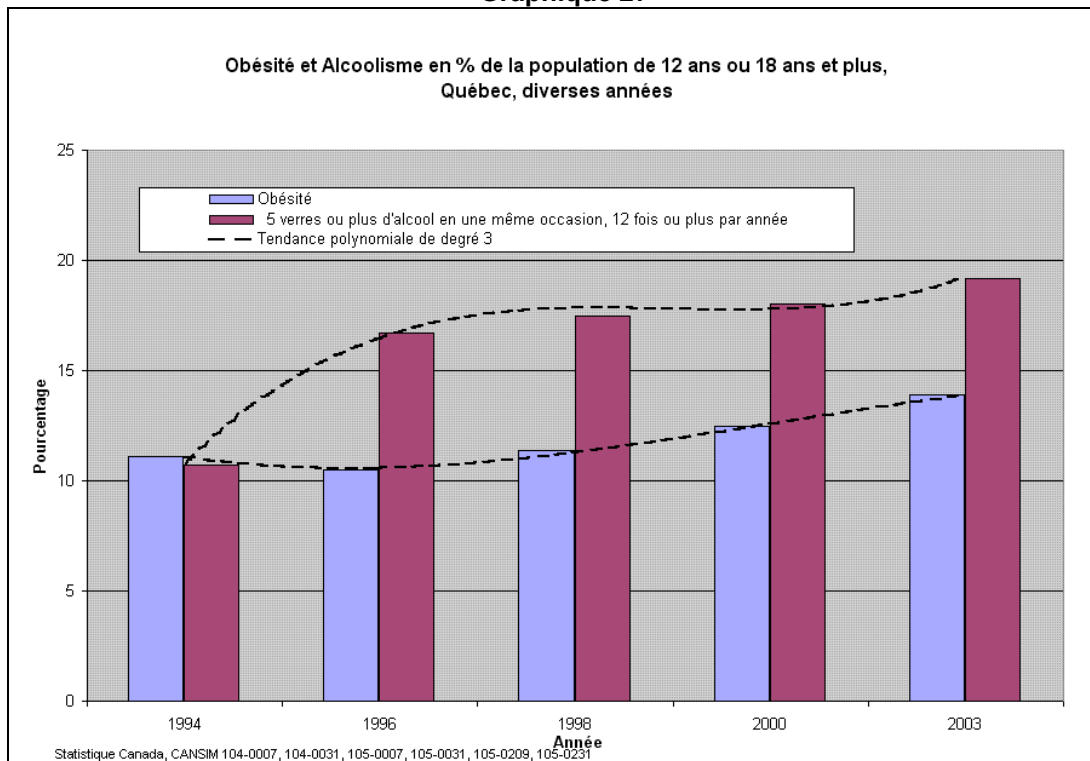


Graphique 26

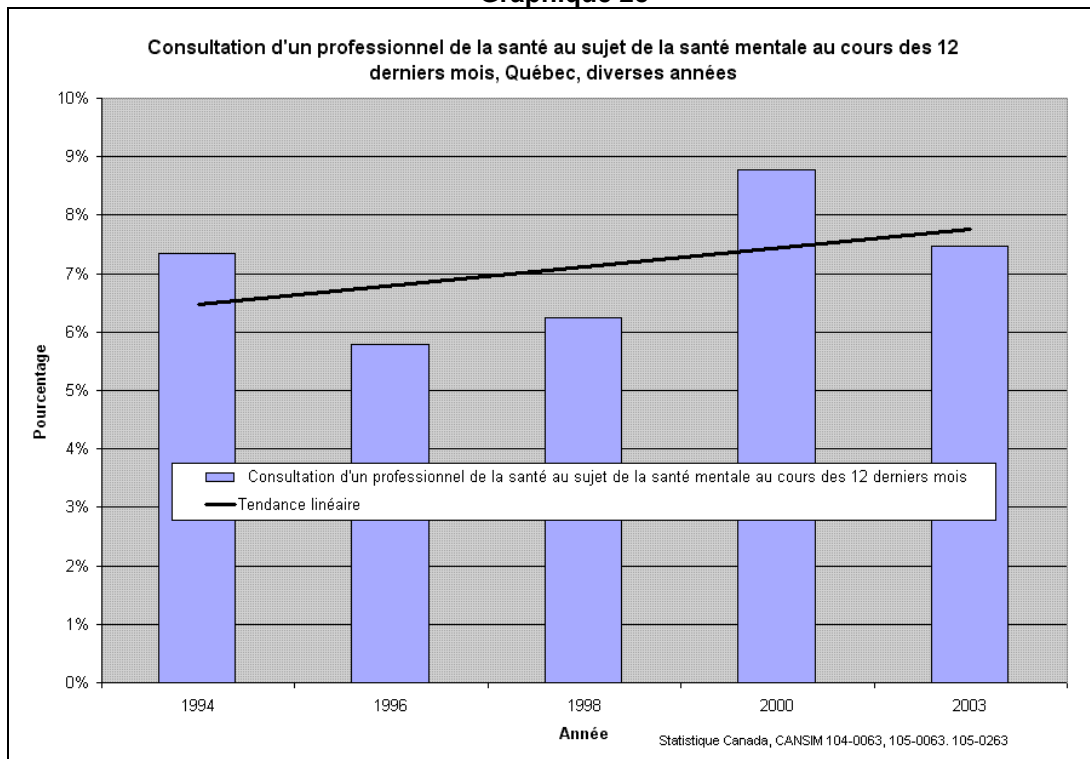


S'il faut parler d'exclusion néolibérale, il faut la situer sur le terrain socio-politique et idéologique. En effet, l'ère néolibérale a vu la croissance de la concentration du pouvoir tant sur le plan économique (financiarisation, transnationalisation, franchisation, sous-traitance) que politique (judiciarisation du pouvoir, cristallisation de la direction politique au sein du cabinet du premier ministre, enflure du lobbying, sécurisation) et l'hégémonie de l'idéologie néolibérale qui bien que de plus en plus contestée n'a pas à faire face à une alternative crédible. Cette exclusion se manifeste par des effets sociaux qui traduisent l'aliénation populaire comme, par exemple, la montée de l'obésité et de l'alcoolisme (graphique 27) ou celles des maladies mentales (graphique 28) et des drogues illégales.

Graphique 27



Graphique 28



On peut faire raisonnablement l'hypothèse que ces aliénations sont en corrélation avec le décrochage, partiel ou total, du marché du travail. Comme il faut au capitalisme, néolibéral on non, un volet de sans travail — une armée de réserve disait Marx — afin d'exacerber la concurrence sur le marché du travail pour réduire le salaire et briser les solidarités, il vaut mieux pour les idéologues bourgeois que cette armée ait un ensemble de caractéristiques de sorte à pouvoir plus facilement blâmer les victimes d'autant plus qu'abaissement du salaire privé et social la rende forcément visible et dérangeante en comparaison du temps de l'État providence.

Cette victimisation de l'armée de réserve est d'autant plus facile que le néolibéralisme a affaibli les solidarités sociales d'abord par le consumérisme non seulement de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoise, mais aussi des couches supérieures du prolétariat, et ensuite par l'atomisation accrue de la société dont le nombre de personnes vivant seules et de femmes monoparentales sont un indice (graphique 30). La consommation ostentatoire des classes riches, identifiée au début du siècle par Thorstein Veblen (*The theory of Leisure Class*) s'étend aux couches moyennes supérieures et même moyennes surtout chez les nouveaux riches des pays dépendants.⁴⁷

Au Canada et au Québec, ces couches ont cessé d'épargner (graphique 29). Elles ont surtout recours aux placements à long terme (ex. fonds de pension et REER), sont sans doute influencées par le taux d'intérêt et aussi par les cours de la bourse. L'instabilité de ces derniers depuis 1998⁴⁸, surtout l'importante baisse 2001-2003, expliquent peut-être la continuelle baisse du taux d'épargne personnelle depuis 1998 malgré la stabilisation du taux d'intérêt à long terme. Le consumérisme n'est donc pas qu'une décision induite par l'intensité de la publicité et de l'aliénation individualiste, mais un comportement rationnel encouragé par les paramètres financiers du système. Par exemple, plus le taux d'intérêt hypothécaire est bas, plus le marché immobilier prospère, particulièrement celui des bungalows. Mais encore là, est-il vraiment possible d'établir sa famille confortablement ailleurs ? Ces paramètres contraignants ne sont pas que financiers.

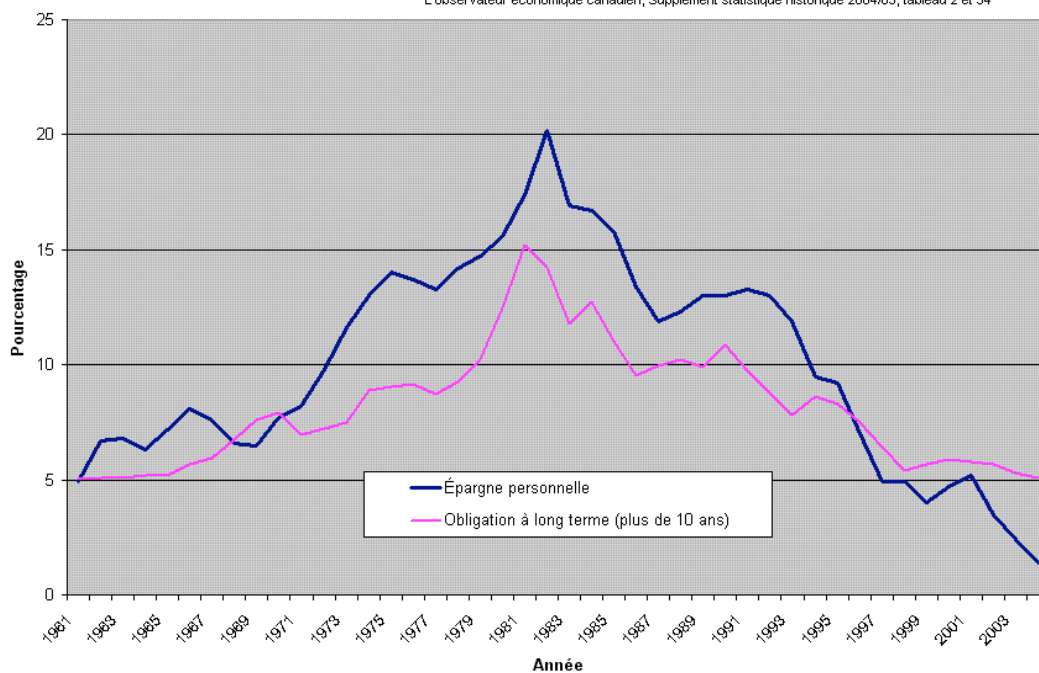
⁴⁷ The Economist, December 24th 2005 - January 6th 2006, pages 66-67.

⁴⁸ Tableau 35, Observateur économique canadien, supplément historique 2004/05

Graphique 29

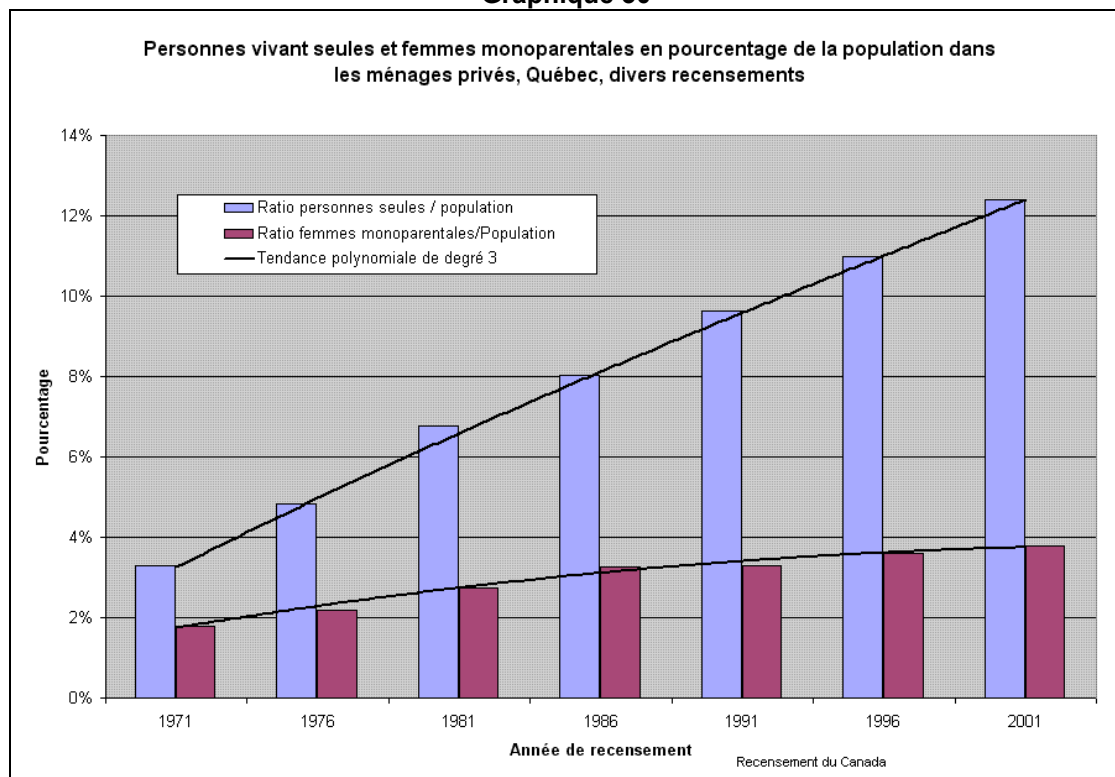
Taux d'épargne personnelle et taux d'intérêt à long terme, Canada

L'observateur économique canadien, Supplément statistique historique 2004/05, tableau 2 et 34



Graphique 30

Personnes vivant seules et femmes monoparentales en pourcentage de la population dans les ménages privés, Québec, divers recensements



La dialectique inclusion/exclusion néolibérale n'a rien à voir avec l'inclusion des « nantis » versus l'exclusion des « pauvres », expressions qu'utilisent à maintes reprises les solidaires, nantis qui comprennent forcément les couches supérieures et même moyennes du prolétariat, c'est-à-dire une bonne proportion des syndiqués. Cette division de la société québécoise, basée en dernière analyse sur l'idéologie de la « fin du travail », aboutit à faire de la lutte pour la redistribution de la richesse en faveur des pauvres une lutte détachée de celle contre l'exploitation du travail.

En résulte soit l'orientation modérée « pauvreté zéro », mais sans suppression des inégalités, de la coalition anti-pauvreté qui a abouti au cul-de-sac de la loi anti-pauvreté, soit l'orientation radicale du « revenu de citoyenneté » qui aboutit au tour de force de renforcer le marché aux dépens des services publics tout en aggravant l'exploitation du travail. Avec leur chèque, les gens ne peuvent que passer par le marché pour combler leurs besoins sans compter que l'ampleur considérable de ce poste budgétaire ne peut que marginaliser le budget des services publics. Les salaires deviendraient des revenus d'appoint pour les bas salariés justifiant ainsi une politique de stagnation salariale et même de baisse du salaire surtout pour les femmes. Enfin, il faudrait imposer lourdement non seulement les revenus du capital mais aussi ceux des hauts salariés pour qui le revenu de citoyenneté serait secondaire.⁴⁹ Les dits solidaires ne disent pas non à cette solution qui maximise le marché et pénalise le travail.⁵⁰

On a vu toute la conséquence tragique de cette marginalisation du monde du travail pendant les deux années où se sont déroulées les négociations dans le secteur public quand la direction de l'UFP/OC s'est murée dans le silence jusqu'à la loi spéciale de décembre 2005 à laquelle les directions syndicales ont capitulé. Pendant que le gouvernement Libéral manœuvrait dans un coin les directions syndicales concertationnistes, les directions de l'UFP/OC se taisaient et refusaient, dans le cas de l'UFP, d'organiser la campagne sur la grève générale décidée par le Conseil de l'Union, l'instance de direction entre les congrès. Comment interpréter ce silence et ce refus antidémocratique sinon que ces directions espèrent que les directions syndicales, après coup, retournent l'ascenseur de cet appui tacite à leur stratégie catastrophique de concession sans contrepartie et de refus de préparer une grève générale en favorisant aux prochaines élections le nouveau parti UFP/OC au lieu du PQ. (Pour les directions syndicales, l'idéologie anti-syndicale de la « fin du travail » qui imprègne l'UFP/OC n'est pas un obstacle à l'unité bureaucratique par en haut car, au contraire, elle garantit la séparation artificielle des champs d'intervention entre le social et le politique.)

⁴⁹ Dans le chapitre 13 de son livre « Faire payer les pauvres », Gaétan Breton, un des signataires des solidaires, pour masquer le taux d'imposition faramineux qu'exigerait sa proposition de « revenu de citoyenneté » — 15 000\$ pour tous les adultes du Québec et 10 000\$ pour les enfants — tout en bonifiant les services publics, tombe dans le piège du crédit social de gauche. En effet, il injecte ex nihilo 100 milliards \$ dans l'économie québécoise, soit l'équivalent de près de 40% de son PIB, ce qui permet, par un coup de baguette magique, de tout faire en même temps et presque sans douleur... et sans hyper-inflation.

⁵⁰ Les solidaires ne rejettent pas le revenu de citoyenneté : « Alors il faudrait discuter du niveau de ce revenu minimum garanti. Couvrirait-il vraiment les besoins essentiels de tous et de toutes ? » (page 6)

Même si ce retournement d'alliance en faveur de l'UFP/OC devait se produire, n'en résulterait qu'un nouveau bloc social-libéral au souverainisme mou et au bureaucratisme dur dans la lignée de la nouvelle gauche au pouvoir dans maints pays d'Amérique latine sans toutefois l'impulsion populaire anti-impérialiste et anti-néolibérale propre aux pays dépendants du tiers monde. Ce retournement, cependant, demeure peu probable. La défaite crève-cœur des syndicats du secteur public, si elle se confirme, devrait souder encore plus contre les Libéraux le bloc nationaliste PQ/Bloc/directions syndicales. L'attitude anti-syndicale de la nouvelle direction du PQ annonce peut-être une rupture de facto à la Tony Blair sans que cependant le PQ en ait à payer le prix grâce, d'une part, à la démoralisation des bases syndicales et, d'autre part, à SPQ-libre, aile syndicale du PQ, qui paraît s'enfoncer dans ses contradictions de soutenir une politique de centre-gauche dans un parti où la direction accentue encore plus son tournant néolibéral. Les défaites stratégiques préparent souvent la voie à d'étonnantes capitulations.

Concluons. Le capitalisme néolibéral inclut massivement l'ensemble du prolétariat, toutes couches, nationalités, sexes et âges confondus, par l'exploitation systématique de leur travail. L'envers de la médaille est leur exclusion socio-politique et idéologique, tous et toutes, de tout pouvoir et du débat politique. La parade, pour cacher cette inclusion/exclusion, consiste à pointer du doigt et à stigmatiser l'armée de réserve de sorte à provoquer un faux débat entre les néolibéraux, qui rendent cette armée de réserve responsable de ses propres malheurs, et les sociaux-libéraux modérés de centre-droite ou « radicaux » de centre-gauche, qui s'assignent comme but ou bien le soulagement ou bien la suppression de la pauvreté sans toutefois nullement remettre en question le contrôle de la production de la richesse, c'est-à-dire le capitalisme proprement dit.

En découle une lutte perdue d'avance parce que, d'une part, cette orientation politique ne s'attaque pas à la racine du problème de la pauvreté et surtout parce que, d'autre part, de larges pans du prolétariat organisé sont rejetés du côté des « nantis » donc de l'ennemi. Cette stratégie cul-de-sac se sent bien dans le manifeste des solidaires qui fait fief de la démocratie, dont il ne parle aucunement. En effet, comment s'en remettre à la démocratie, participative ou non, quand on oppose les « pauvres », minoritaires dans les pays impérialistes, aux « nantis » majoritaires ?

L'État, oui, la démocratie, non !

Dans le manifeste des solidaires, les mots « État » et le doublet « citoyen/citoyenne » sont utilisés près de 20 fois sur 8 pages. Par contre on ne rencontre nulle part les mots « démocratie » ou encore « souveraineté/indépendance » qui expriment le choix démocratique du peuple québécois pour se libérer de l'oppression fédéraliste. Il ne faut pas s'en surprendre. Si on veut redistribuer la richesse accumulée sans mettre en cause le contrôle de la production, il n'y a pas d'autre moyen qu'un État fort, donc bureaucratique. Sans État fort, les capitalistes ne consentiraient à rien partager, au contraire, ils généraliseraient la misère... jusqu'à détruire leur base sociale des « nantis » qui leur est soudée de par l'idéologie nationaliste et que leur abandonnent les sociaux-libéraux en acceptant le cadre de cette idéologie. L'État fort a été historiquement nécessaire pour empêcher le capitalisme de s'autodétruire. Ce Capital collectif en idée qu'est l'État est indispensable pour réguler la compétition coupe-gorge entre capitalistes, compétition génératrice de chacun pour soi et du « déluge après moi », et empêcher, par la carotte et le bâton, l'unité du prolétariat contre eux.

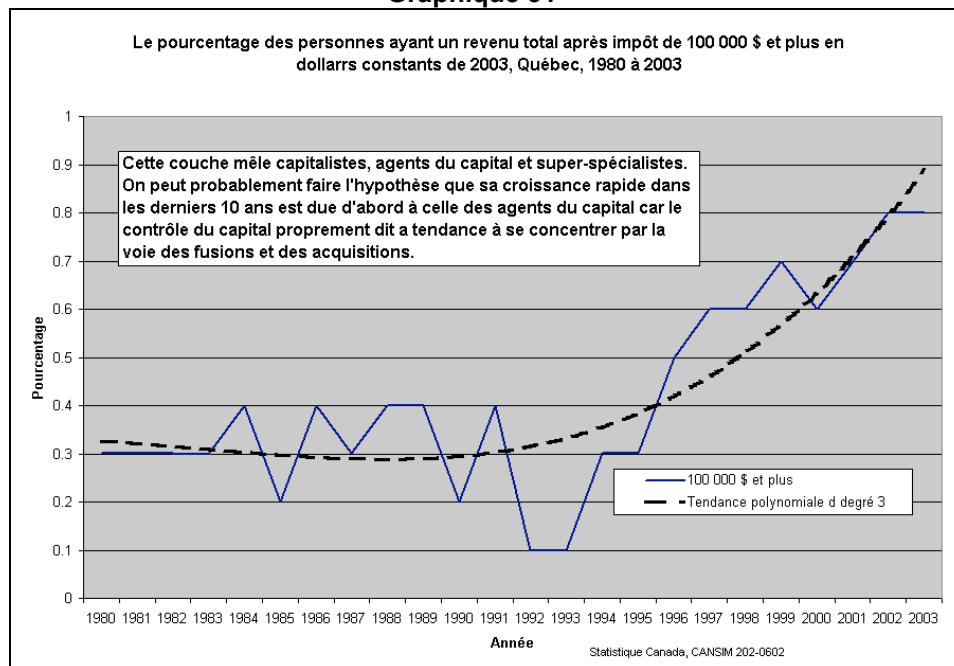
Cette nécessité de l'État fort explique pourquoi les solidaires ne s'en remettent pas à l'auto-organisation du peuple travailleur tant pour l'organisation des luttes que pour l'alternative programmatique. Parce qu'avec la « démocratie participative », pour employer un terme à la mode signifiant auto-organisation en autant qu'on veut lui donner une consistance, le peuple-travailleur ne s'auto-limiterait pas à la seule distribution de la richesse. Avec l'auto-organisation, au fur et à mesure de l'intensification des luttes, le prolétariat en viendrait à bien connaître l'ennemi et à prendre confiance en lui-même ce qui l'amènerait à questionner le contrôle que le Capital exerce sur la production de la richesse, et par ricochet sur sa distribution, par l'intermédiaire du contrôle qu'il exerce sur l'État, et particulièrement sur son noyau dur, l'appareil répressif, qui permet de voter des « lois spéciales » et surtout de les appliquer.

C'est d'ailleurs cette auto-organisation qui explique la hantise qu'a le gouvernement du Québec des Centres de la petite enfance (CEP). Il y a certes l'enjeu de la privatisation, comme pour l'ensemble des services publics, mais il y a surtout, pour ne pas qu'elle s'étende, cette tête de pont partiellement auto-organisée à la périphérie des services publics, un acquis des luttes des femmes soixante-huitardes. Il faut donc, pour ce gouvernement ultra, discréditer la gestion des CEP et en prendre le contrôle même au prix d'un alourdissement de l'appareil gouvernemental contraire à ses principes.

Pour empêcher l'auto-organisation du prolétariat qui ne manquerait pas d'advenir si celui-ci percevait les gouvernements pour ce qu'ils sont, la cristallisation politique du Capital, l'État a besoin d'un relais qui le fasse voir comme l'arbitre neutre des conflits sociaux. C'est de ce besoin que naît la couche bureaucratique issue des dites classes moyennes, couche qui lutte soit contre sa prolétarianisation soit qui veut se délivrer de cet état de servitude en devenant l'agent du capital au dessus ou au sein du prolétariat. Si l'on fait l'hypothèse que les personnes ayant un revenu réel de 100 000 \$ et plus

représentent un bon indicateur de cette couche, celle-ci a fortement augmentée dans la dernière période de l'ère néolibérale (graphique 31).

Graphique 31



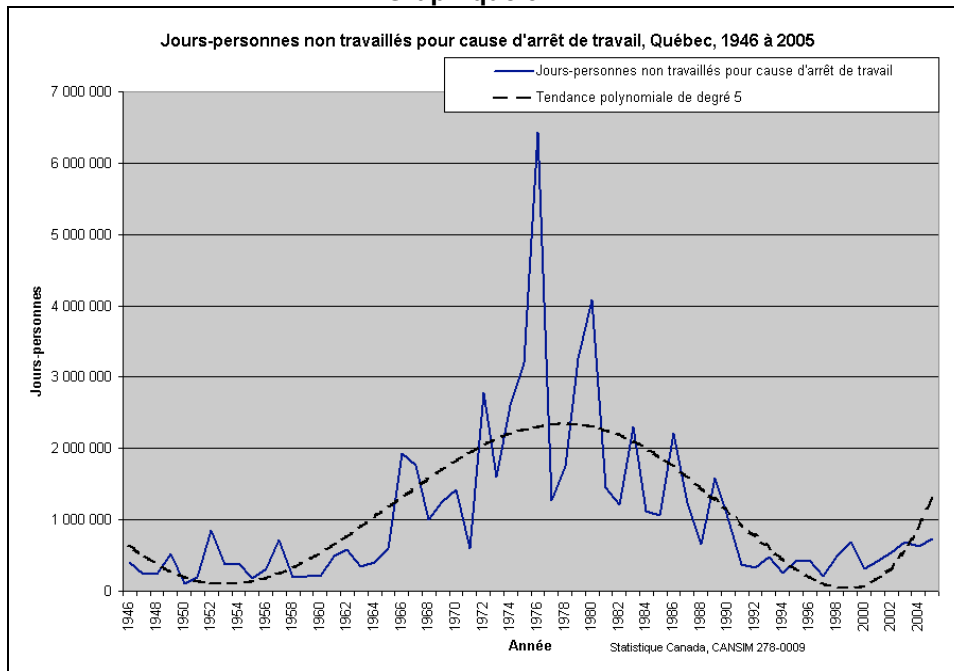
On peut probablement distinguer trois phases dans le déploiement de l'ère néolibérale au Québec. Il y eu d'abord un « âge d'or » de résignation populaire après les grandes grèves des années 70 (graphique 32), résignation sur laquelle s'est hissée l'hégémonie nationaliste du PQ au service de Québec Inc., d'où une stabilisation du personnel d'encadrement (graphique 31) et une baisse du personnel de sécurité (graphique 33). Vint ensuite, après la crise de 1991-92, une remise en cause de l'idéologie néolibérale mais sans hausse de la contestation sur le terrain, d'où une augmentation du personnel d'encadrement mais sans hausse du personnel de répression. Enfin arriva une troisième période de contestation globalitaire marquée par la Marche mondiale des femmes de l'automne 2000, par le Sommet des peuples des Amériques d'avril 2001 puis par la grande manifestation anti-guerre de février 2003 qui annonce peut-être une remontée des luttes grévistes (graphique 32) — à moins que le coup de Jarnac de décembre 2005 n'y mette fin — ce qui devrait peut-être laisser voir une remontée du personnel de répression⁵¹ au moment du recensement de 2006.

L'État fort, avec sa pléthorique bureaucratie, étatique/privée/syndicale, et désormais son appareil croissant de répression, est une nécessité congénitale du capitalisme néolibéral afin de contenir l'aiguïsement de la contradiction fondamentale du capitalisme entre, d'une part, le développement des forces productives, induit par la loi de la

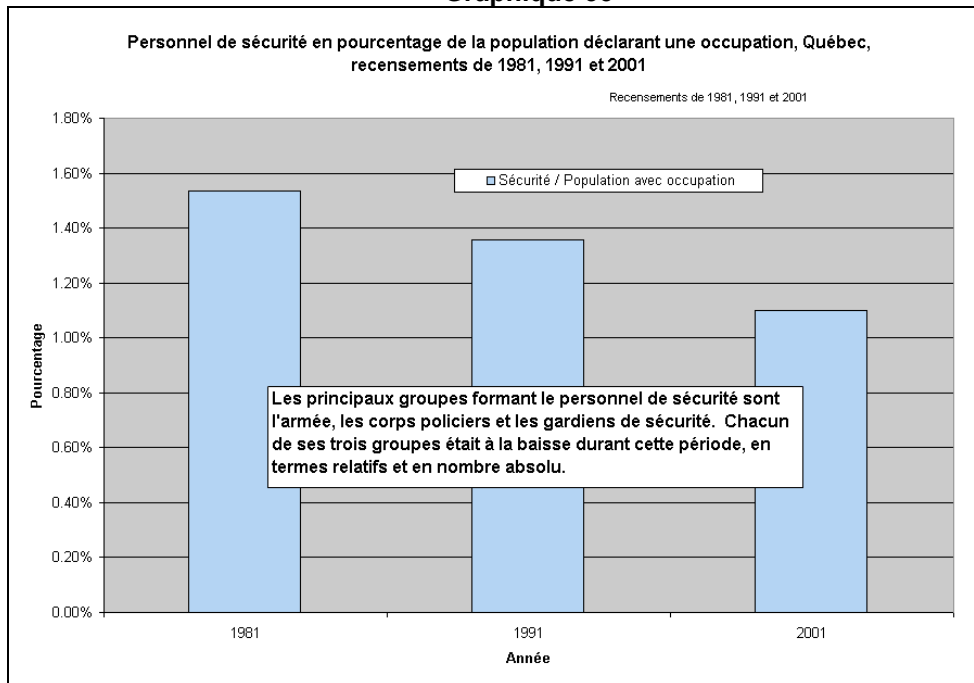
⁵¹ Le dernier budget fédéral annonçait une substantielle hausse des dépenses militaires dont davantage de personnel militaire. Le gouvernement ontarien annonce 51 millions \$ supplémentaires pour lutter contre les « *criminels armés* » (Le Devoir, 6/01/06, page A4). « Après les conservateurs, le Nouveau Parti démocratique s'est lancé à son tour, hier, sur le terrain de la sécurité en promettant [...] d'investir davantage dans les effectifs policiers... » (Le Devoir, 7/8 janvier 2006, page A3)

concurrence entre capitaux privés, et d'autre part, la concentration/centralisation du capital découlant des crises cycliques causées par l'anarchie de la production propre à la propriété privée des moyens de production. On peut voir l'aiguïsement de cette contradiction fondamentale dans l'évolution du capitalisme de sa phase libérale jusqu'à sa phase néolibérale en passant par l'étape oligopolistique.

Graphique 32



Graphique 33



Du travail individuel mesurable au travail collectif immesurable

Le capitalisme libéral du XIX^{ie} siècle, centré sur la production de biens non-durables (ex. textiles qui en était son secteur de haute technologie) se présentait d'abord sous la forme de capital circulant (masse salariale, matières premières et intermédiaires, produits finis entièrement consommés à la fin du cycle de production). Le lien y est immédiat entre d'une part le but de la production capitaliste, c'est-à-dire l'accumulation du capital généré par la maximisation des profits réinvestis, et d'autre part la mesure de la sources de ces profits, la plus-value, c'est-à-dire le travail non payé grâce à la capacité de la force de travail (le cerveau et les muscles des prolétaires) de créer plus de valeur que ce qui est nécessaire à sa reproduction socialement définie par le résultat de la lutte de classes. Cette plus-value étant mesurée en quantité de travail sanctionnée par le marché — Marx disait socialement nécessaire — c'est-à-dire en valeur (d'échange), il est possible de mesurer précisément le profit dès la fin d'un cycle.

Le capital oligopolistique de XX^{ie} siècle, centré sur la production de biens durables (ex. machinerie et équipement puis plusieurs biens de consommation dont l'automobile qui en est le symbole) se présente davantage, surtout en son centre impérialiste, sous la forme du capital fixe (biens non consommés entièrement dans un cycle de production) où le lien entre accumulation et quantité de travail n'est plus immédiat en ce sens que le profit doit se calculer, être anticipé, sur plusieurs cycles de production. La surproduction étant ainsi susceptible d'être plus grande (ex. on ne peut pas construire une demi-usine d'automobiles), l'absence de planification sociale, c'est-à-dire hors entreprise, suscite une amplification de l'anarchie de la production, par exemple la grande crise de surproduction des années 30, ce qui entraîne une accentuation de la lutte de classe qui ébranle jusqu'aux fondements mêmes du capitalisme.

Pour continuer l'accumulation du capital tout en garantissant la pérennité du système, les oligopoles⁵², nés de la consolidation des survivants des crises de la période précédente, particulièrement de la grande crise de la fin du XIX^{ie} siècle, prennent le contrôle de la production scientifique et technologique pour systématiser l'abaissement des coûts de production. Ces oligopoles se lient organiquement à l'État pour à la fois conquérir des nouveaux marchés par la force, à partir des empires coloniaux jusqu'aux territoires des concurrents impérialistes (guerres mondiales), et pour gérer dans ce cadre de chauvinisme national exacerbé les contradictions de classe par un mélange de concessions et de répression.

Cette dynamique engendre une bureaucratie technocratique autant au sein des monopoles et de l'État qu'au sein des organisations encadrant le prolétariat. Cette nouvelle couche en développement rapide a été parfois confondue à une nouvelle classe bien qu'elle n'ait pas d'assise économique propre autre qu'un détournement

⁵² Le terme « oligopole » est préféré au terme historique « monopole », théoriquement malheureux, pour bien signifier la persistance de la concurrence à un niveau plus élevé. Il est toutefois exact de parler de « monopole naturel » et de « monopolisation » dans le cas d'un producteur unique dans un espace donné découlant d'une contrainte technologique, non nécessairement éternelle. C'est souvent le cas des réseaux.

d'une partie de la plus-value. Elle est même parfois arrivée à momentanément s'autonomiser soit en usurpant le pouvoir d'État à un prolétariat révolutionnaire épuisé par l'acharnement de la réaction capitaliste (URSS) soit en se substituant à un prolétariat très minoritaire, trompé et écrasé pour diriger une révolution paysanne victorieuse (Chine).

La « révolution scientifique » de la production et la mainmise impérialiste ont eu beau augmenter le taux d'exploitation du prolétariat (ratio travail non payé versus travail payé) et le pillage de la nature, la plus-value fut grugée par les concessions au prolétariat en salaires privé et social pour calmer l'âpre lutte sociale de cette période. En plus, une partie de la plus-value fut accaparée par les privilèges des bureaucraties, y compris soviétiques. Enfin, une autre partie fut cédée aux faux frais d'une mise en marché de plus en plus chère avec l'accentuation de la concurrence entre oligopoles.⁵³

C'est cette crise du taux de profit qui découlait de ces ponctions que visait à résoudre et qu'a résolu le capitalisme néolibéral en sortant l'État providence de la « stagflation », dans laquelle il s'était enfoncé à la fin des années 70.⁵⁴ Cette crise du taux de profit, il l'a résolu à coups de libéralisation, de déréglementation et de privatisation qu'un prolétariat, politiquement neutralisé par son pacte du partage des gains de productivité avec la bourgeoisie, n'a pu empêcher. Si le capitalisme néolibéral a rétabli le taux de profit, c'est cependant au prix d'un approfondissement de la contradiction fondamentale du capitalisme.

La fine pointe du capitalisme néolibéral en est la production non pas de services, comme on peut le penser, mais de biens « intangibles » (banques de données, produits culturels, logiciels, réseau Internet) qui se distinguent des services en ce sens qu'ils ont besoin d'un support tangible (CD, disque dur, médicament) même si la partie intangible en constitue l'essentiel de la valeur. Le capitalisme néolibéral tente de transformer le plus de services possibles en biens intangibles qu'on peut en fait définir comme des services transformés en biens : enseignement en ligne (e-learning), substitution de la médication aux soins, informatisation des transactions financières et même de la vente de biens tangibles.

L'État providence, aiguillonné par une obligation politique de plein emploi relatif, avait beaucoup développé la production de services, privés et publics. Ceux-ci, toutefois, se prêtent mal à être des marchandises : ils ne se stockent pas, ils ne se produisent pas à la chaîne — un acquis essentiel de la « révolution scientifique » de la production — et, *last but not least*, mettent en contact immédiat producteurs et consommateurs, ce qui crée un obstacle humain à l'augmentation du taux d'exploitation en plus de créer des

⁵³ La concurrence entre oligopoles ne se fait pas habituellement sur les prix mais sur les marques de commerce poussées par le marketing. Il faut cependant admettre que la marque de commerce était un garant de la qualité que le capitalisme de l'époque libéral ne garantissait pas toujours.

⁵⁴ Dans les pays impérialistes, le capitalisme néolibéral a vaincu démocratiquement l'État providence en proposant ses (fausses) solutions aux cinq crises léguées par celui-ci (les crises écologique, budgétaire, nationale, de genres et d'alternative). Voir : Marc Bonhomme, « La nostalgie de l'État providence » dans « Où est passé l'argent, une société riche sans l'essentiel », ATTAC-Québec (Conseil scientifique), Édition Écosociété, à paraître en 2006.

occasions de solidarité. C'est cette caractéristique qui rend explosifs les conflits dans les services publics qui, en plus, peuvent être facilement politisés parce que l'employeur est l'État.

Paradoxalement, le capitalisme néolibéral, en voulant ainsi rétablir la toute-puissance de la marchandise — c'est-à-dire un produit de la transformation de la nature par le labeur humain qui s'achète et qui se vend — l'a réduit à néant. Une caractéristique concrète de la marchandise c'est soit d'être détruite immédiatement par la consommation (bien non-durable), soit être d'accès restreint à un moment donné même si son usure n'est que graduelle (bien durable). Si, cependant, tous et toutes peuvent consommer un bien en même temps sans que celui-ci ne soit détruit, la rareté disparaît.

La science économique parle alors de « biens publics » qu'il ne faut pas confondre avec les biens produits par les entreprises étatiques même s'il y a une étroite corrélation entre les deux. Le concept de « bien public » est né avec la nécessité de construire des réseaux d'infrastructures (système de transport, d'égouts/aqueducs, d'enseignement, de santé) qui sont non seulement très coûteux et de longue durée mais dont chaque composante devient de plus en plus utile au fur et à mesure que le réseau grandit (on parle alors d'effet de réseau). Leur taux de destruction est donc lent, leur usage est partiellement collectif à un moment donné et leur utilité s'accroît avec la croissance du réseau, d'où la difficulté de fixer un prix pour un seul usager à un moment donné.

De la même manière que ces biens publics que sont les infrastructures sont l'ultime bien durable, les biens intangibles sont l'ultime bien public. Comme quoi, plus les forces productives se développent, plus elles font éclater la marchandise qui les enserme dans ses griffes. Car même si la marchandise est essentiellement un rapport social masquant les rapports humains sous-jacents, elle a absolument besoin d'une base concrète faite par un travail concret qui se développe de l'individuel au collectif de par la nécessité de la croissance de la productivité du travail qu'appelle la loi de la concurrence.

La disponibilité tendancielle universelle d'un « bien public » tue le marché car pourquoi payer pour ce qui est disponible gratuitement une fois qu'il existe en un seul exemplaire reproductible à l'infini. Techniquement, on parle de coût marginal nul ou quasi-nul. C'est là la caractéristique des biens intangibles à part la nécessité de reproduire leur support tangible. Objectivement, les biens intangibles anticipent le communisme — de chacun ses capacités à chacun ses besoins — où la décision de les produire relèverait de la planification démocratique car ce premier exemplaire peut être très coûteux. Techniquement, on parle d'un coût découlant essentiellement du capital fixe massif relativement au capital circulant dérisoire.

Pour résoudre ce problème dans le cadre du marché, et même en l'élargissant par la privatisation des services publics qui offrent un grand potentiel de production de biens intangibles, le capitalisme néolibéral crée de plus en plus de « maux » et non pas de « biens », ce qui oblige souvent l'État à venir à son secours par sa réglementation ou sous forme de partenariats publics-privés (PPP). Pour sauver le marché, il faut en effet

soit restreindre artificiellement l'accès à ces biens intangibles en fabricant des barrières technologiques (ex. empêcher l'accès à un logiciel ou aux transmissions par satellite) ou en suscitant des obstacles administratifs (ex. interdit judiciaire d'organiser la transmission gratuite de fichiers de musique par Internet), soit obtenir de l'État un monopole/privilège (communications, médias) ou un PPP/sous-traitance de sorte que l'État se substitue au marché en étant directement payeur.⁵⁵

Tant que les biens publics se limitaient aux infrastructures, on pouvait parler d'exceptions à la loi du marché qui justifiaient l'intervention de l'État pour tenir compte de ces « externalités positives » que ne pouvaient capter les investisseurs privés, d'où un sous-investissement en infrastructures si le marché était laissé à lui-même. Pareillement, on admet que l'État est justifié d'intervenir pour contrôler le sur-investissement en biens polluants parce que l'entreprise privée en rejette les « externalités négatives ». Maintenant que les biens intangibles, biens publics par excellence, se multiplient, l'exception est en voie de devenir la règle et le marché l'exception à moins de le maintenir artificiellement et à un coût élevé.

Comment alors le capitalisme néolibéral arrive-t-il à justifier sa volonté de généralisation du marché ? La production de biens intangibles pousse encore plus loin que le capitalisme oligopolistique l'intégration de la science et de la technologie à la production de plus-value. En plus, cette production intègre l'art et la culture qu'elle réduit à un divertissement. Souvent, la valeur d'un bien intangible est majoritairement constituée du seul travail de recherche-développement, technologique ou culturel. L'idéologie néolibérale prétend s'accaparer ce patrimoine de l'humanité qu'est le savoir, tout comme le sont l'eau et les autres ressources naturelles, en l'appelant faussement « capital humain » ou « capital cognitif ».

Ce prétendu « capital cognitif » sert idéologiquement à nier la théorie de la valeur en ce sens qu'étant indestructible sa valeur ne serait pas transférée aux marchandises alors que le capital réellement existant se transfère aux marchandises soit totalement (capital circulant) soit sur plusieurs cycles de production (capital fixe). De là à prétendre que la croissance de la production se découple de celle du travail, il n'y a qu'un pas allègrement franchi, le suivant étant le revenu de citoyeneté.

Les pseudo « droits de propriété intellectuelle » — au cœur des négociations de l'OMC — ne sont qu'une tentative de capitaliser ce savoir accumulé depuis le début de l'histoire, y compris les savoirs ancestraux, afin de contrer la direction en soi anti-capitaliste du développement des forces productives. Par exemple, en recherche-développement pharmaceutique, les dépenses de plus en plus grandes donnent des résultats de moins en moins probants, malgré le recours à l'ingénierie génétique, mais de plus en plus brevetés ; en agriculture, les OGM sont une tentative de capitaliser un savoir non écologiquement balisé et dont l'apport à la hausse de la productivité ou du bien-être n'est pas prouvé.

⁵⁵ Ces diverses interventions de l'État ne sont qu'une généralisation de ce qui se faisait souvent pour ces biens publics que sont les infrastructures (routes, eau, électricité, transport urbain, services de santé...) à l'époque proprement libérale et même à l'époque oligopolistique d'avant l'État providence.

Marx avait d'ailleurs prévu cette dégénérescence de l'efficiences capitaliste quand il expliquait que la maximalisation de la quantité de travail non payé devient un frein au développement des forces productives au fur et à mesure que les travaux individuels cèdent la place au « travailleur collectif »⁵⁶. En effet, l'économie se réseaut de plus en plus en un tout organique indissociable, d'où la nécessité capitaliste d'en arriver à un marché mondial dominé par une poignée de transnationales pour retarder l'échéance de l'épuisement du « libre marché ». La transnationalisation permet d'internaliser dans l'entreprise le maximum d'externalités positives et de la doter du niveau de pouvoir économique nécessaire pour encadrer l'État, quitte à éviscérer du système-monde les conquêtes démocratiques essentielles à sa régulation et au risque de mener l'humanité au bord du gouffre des catastrophes écologiques et guerrières.

Loin de rompre avec la loi de la valeur comme le prétend l'idéologie du « capital cognitif », le capitalisme néolibéral est une tentative monstrueuse de l'imposer pour entraver le développement des forces productives. Si, globalement, les prix des marchandises tournent en moyenne autour de leur valeur, l'accaparement des ressources naturelles par la propriété privée permet de les vendre au-dessus de leur valeur parce qu'elles ne sont pas reproductibles, d'autant plus au-dessus qu'elles deviennent rares et qu'elles sont monopolisées⁵⁷.

Il est d'ailleurs paradoxal que les écologistes capitalistes veuillent que les prix de ces ressources se vendent encore plus au dessus de leur valeur pour soi-disant en dissuader l'usage. Cette politique du pire ne dissuadera pas la classe riche, la plus gaspilleuse, tout en pénalisant le prolétariat qui la majorité du temps est soumis à la structure de consommation capitaliste : quand on habite la banlieue, on ne peut pas utiliser un transport public inexistant ou sporadique. Cette politique du pire n'a pour effet que de détourner la majorité de la population des solutions écologiques.

Le capitalisme néolibéral généralise cette monopolisation à la production de marchandises reproductibles, que ce soit par des barrières financières (coût fixe initial massif), comme cela se fait depuis l'ère oligopolistique, ou maintenant par des entraves technologiques (« droits de propriété intellectuelle »). En ce sens, on peut dire que le capitalisme néolibéral, au nom du « libre marché », a renforcé la monopolisation du capitalisme. L'État dérégule même les monopoles naturels, par exemple dans les télécommunications et l'aviation, pour permettre leur restructuration en super-monopoles non régulés et souvent multisectoriels.

La conséquence en est, pour assurer l'équilibre global de l'économie-monde, que les marchandises non monopolisées, concentrées dans les produits vitaux (nourriture, vêtements), se vendent en dessous de leur valeur, ce qui baisse la valeur de la force de travail, quitte à être systématiquement soutenues par l'État (ex. l'agriculture des pays impérialistes) pour des raisons géostratégiques et sécuritaires.

⁵⁶ Karl Marx, Manuscrit de 1857-1858 « Grundrisse », Editions sociales, 1980, tome 2, p.192-197.

⁵⁷ Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, Étude sur Esso et Shell Canada, 2003

<http://www.unites.uqam.ca/cese/etudes/energie/Esso%20et%20Shell%202003%20sans%20annexes.pdf>

Capitalisme et développement durable sont incompatibles

L'épuisement de l'efficience capitaliste accentue son anti-écologisme inhérent qui, étant donné l'échelle de la reproduction du capital, menace les grands équilibres écologiques. Comme l'alpha et l'oméga du capitalisme sont l'accumulation du capital, le taux de profit doit non seulement être positif mais égal à une norme historique qu'on peut situer à plus ou moins 15%⁵⁸. Il s'ensuit qu'habituellement le taux d'intérêt, c'est-à-dire le loyer du capital argent avancé aux entreprises, sera aussi positif bien qu'à une fraction du taux de profit de sorte à laisser un bénéfice à l'entrepreneur. La positivité du taux d'intérêt découle de la positivité de l'accumulation du capital puisque l'intérêt n'est qu'une forme du profit, l'autre forme principale étant le bénéfice de l'entreprise.

Certes, à certains moments donnés, si l'offre d'argent est beaucoup plus forte que la demande d'argent, habituellement suite à une intervention étatique — plus précisément de la Banque centrale que le néolibéralisme a découplé du contrôle des élus et même partiellement du pouvoir exécutif — le taux d'intérêt réel (corrigé de l'inflation) à court terme peut être négatif ou nul pour une brève période. Ce fut le cas, par exemple au milieu des années 70 et aujourd'hui (décembre 2005) dans les grands pays impérialistes.⁵⁹ Mais c'est là l'expression d'une crise, hier celle de l'État providence et aujourd'hui celle du néolibéralisme guerrier, dont le capital cherche à se dégager.

Or que signifie un taux d'intérêt positif ? Il signifie qu'un capital-argent placé prétendument « productivement » vaut plus avec le temps.⁶⁰ Le corollaire de cette loi est que la consommation prétendument sacrifiée aujourd'hui, qui est l'envers du capital-argent placé car il permettrait de le dégager, vaut moins avec le temps. Autrement dit, un montant donné de capital-argent aujourd'hui doit pouvoir permettre de manger plus demain, ce qui veut dire que sa contrepartie, une unité de nourriture, vaut plus aujourd'hui que la même unité demain car le pseudo sacrifice de cette unité aujourd'hui permet d'en racheter plus demain avec l'intérêt gagné. Cela pourtant n'a rien de « naturel » car il n'y a aucun sacrifice en jeu comme le prétend l'idéologie bourgeoise. Comme il est tout à fait normal de répartir sa consommation d'aujourd'hui entre différents produits et services pour satisfaire des besoins variés, il l'est tout autant pour les mêmes raisons de la répartir entre aujourd'hui et demain pour le même item.⁶¹

L'on sait que le principe de base du développement soutenable tel que défini dans le rapport Brundtland est que le développement doit satisfaire aux besoins d'aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire à leurs propres

⁵⁸ Duménil, Gérard et Lévy, Dominique dans *Une nouvelle phase du capitalisme* édité par François Chesnais, Gérard Duménil, Dominique Lévy et Immanuel Wallerstein, Syllepse, 2001, Paris, page 16

⁵⁹ The Economist, 10-16 décembre 2005, pages 108-109.

⁶⁰ Les prêts aux consommateurs dérivent historiquement des prêts à l'entreprise. Ils permettent à la fois de partiellement surmonter les crises de surproduction et d'entraver la lutte sociale par l'obligation du remboursement régulier.

⁶¹ L'idéologie bourgeoise justifie aussi l'intérêt par le risque. Il est vrai que le placement de capital-argent est risqué mais c'est une conséquence de l'anarchie capitaliste qui cause banqueroutes et inflation. Cette justification est donc tautologique. L'élimination de ce risque passe par l'élimination du capitalisme. Une autre conséquence de l'inefficience du capitalisme.

besoins. Or pour permettre cette adéquation, il faut que la valeur de la consommation d'aujourd'hui soit strictement égale à la valeur de la consommation de demain. Il faut donc que le taux d'intérêt soit historiquement égal à zéro. Autrement, avec un taux d'intérêt positif, même modeste, un panier de consommation d'aujourd'hui sera « discompté », pour parler le langage de la finance, à presque rien dans 50 ans. Capitalisme et écologisme sont donc incompatibles.

Loin de conclure à cette incompatibilité, les solidaires s'en remettent à la « conscience écologiste » de l'entreprise sur le renforcement de la réglementation environnementale. Pourtant, disent-ils, « [L]orsque l'on tente d'imaginer le Québec de demain, un premier défi vient à l'esprit : celui d'un développement durable et écologique. » (page 6). C'est le grand écart entre le constat et la solution. Ce paradoxe s'explique par le refus de rompre avec le néolibéralisme. D'une part, identifier la question écologique comme problème central permet d'escamoter la nécessité de l'anti-capitalisme, tout en étant à la mode du jour. D'autre part, faire le silence sur un quelconque projet collectif, comme par exemple ces politiques essentielles que sont le recours exclusif à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et aux transports publics, permet de ne pas confronter le capitalisme réellement existant dont le noyau mondial est le complexe auto-pétrole-bungalow et au Québec, le complexe hydroélectrique.

Heureusement, chez les solidaires et au sein de l'UFP/OC, ce recours à l'écologisme comme substitut à l'anti-capitalisme ne s'est pas, du moins pas encore, transformé en idéologie de la croissance zéro et même de la décroissance, idéologie qui semble remplacer au Québec celle déclinante de la « fin du travail » qui a connu ses beaux jours au début des années 90 quand la crise de 1991-92 avait été momentanément suivie d'une dite « croissance sans emploi ». ⁶² Toutefois, mieux vaut prévenir que guérir avant que la gauche québécoise ne s'engoue pour cette nouvelle chimère après s'être enivrée du « revenu de citoyenneté » auquel mène l'idéologie de la fin du travail. Car comment réconcilier conscience écologiste et réforme du capitalisme sans aboutir à l'idéologie de la décroissance, fille de l'idéologie des limites de la croissance des années 70 ⁶³, qui est à la gauche écologiste ce que celle de la décroissance de la population ⁶⁴ est à la droite écologiste quoique il est difficile de concevoir pratiquement la première sans la seconde.

⁶² Dans le dernier « Taon dans la cité » (décembre 2005), les dirigeants de la Chaire socio-économique de l'UQAM, très écoutés dans la gauche syndical et populaire pour leur critique ciblée, décapante et pertinente des grandes entreprises et des gouvernements, écrivent maheureusement : « *La croissance à tout crin est présenté comme moderne alors que justement la 'lucidité' invite à passer au stade de la décroissance, l'environnement n'en pouvant plus de ce rapport au monde fondé sur le toujours davantage, sur un modèle de développement insoutenable.* » (page 8), car selon le titulaire de la Chaire, « *[L]e problème n'en est pas un de croissance mais bel et bien de répartition. [...] Il faut privilégier un taux de croissance économique de zéro avec une meilleure répartition de la richesse.* » (page 15).

⁶³ Club de Rome, Halte à la croissance, Fayard, 1972

⁶⁴ « *La croissance de la population mondiale était de 2 % par an au milieu des années soixante, elle n'est plus aujourd'hui que de 1,25 %. Elle devrait devenir à peu près nulle, voire négative dans la deuxième moitié du XXI^{ème} siècle. [...] Cette inertie de la natalité fait qu'on ne peut aller beaucoup plus vite sans avoir recours à des méthodes frisant la barbarie, comme la règle de l'enfant unique en Chine. [...] L'effet du développement sur la fécondité passe par des facteurs d'ordre qualitatif, comme l'éducation des femmes, l'âge moyen au mariage, le taux d'urbanisation, etc.* » (Une seule solution, la

Pour justifier cette idéologie qui rappelle l'état stationnaire cher à John Stuart Mill, fondateur du réformisme capitaliste, ses partisans s'enroberont souvent de scientisme en invoquant la seconde loi de la thermodynamique, soit la croissance de l'entropie dans un système fermé.⁶⁵ Il y a déjà ici une première faiblesse car cette seconde loi, contrairement à la première (la conservation de l'énergie), a une validité statistique mais non théorique.⁶⁶ En effet, même si en pratique tous les moteurs sont irréversibles, c'est-à-dire qu'il y a déperdition de chaleur pratiquement irrécupérable, on peut concevoir théoriquement des moteurs réversibles respectant les lois de la physique incluant la première loi de la thermodynamique qui suppose la transformation sans perte de toutes les formes d'énergie, dont la chaleur, dans les deux sens.

Plus sérieuse est l'erreur de concevoir la terre comme un système fermé alors qu'elle reçoit 6 000 fois du soleil la consommation énergétique de l'humanité d'aujourd'hui.⁶⁷ Selon principalement le Los Alamos National Laboratory, le bilan du potentiel exploitable des énergies renouvelables, presque exclusivement le rayonnement solaire direct, serait 227 fois la consommation actuelle de l'humanité. La seule énergie éolienne aurait un bilan potentiel exploitable de 9 fois cette même consommation.⁶⁸

Il ne s'agit pas ici de préconiser une solution technologiste exploitant à fond ces potentialités mais de bien marquer qu'il n'existe pas de limites énergétiques terrestres naturelles dans un avenir prévisible. Pour ce qui est du futur lointain, il n'est pas besoin de faire de la science-fiction pour se rendre compte que l'humanité a la capacité de peupler le système solaire et même au-delà où d'autres sources d'énergie seront disponibles. Si aujourd'hui l'effet de serre, la disparition de l'ozone stratosphérique, la disparition accélérée de maints biotopes et les pollutions de toutes sortes menacent à moyen terme, et peut-être même à court terme, l'écosystème terrestre, ce n'est pas parce que le soleil va s'éteindre mais parce que le capitalisme — c'est-à-dire un système de rapports de production socialement et historiquement déterminé — s'est

population ? Michel Husson * *Alternatives Economiques*, hors-série « Le développement durable », 1^{er} trimestre 2005)

⁶⁵ Par exemple, le chapitre six — « Où les lois exposées par Marx rejoignent les sciences physiques et la thermodynamique » — du livre d'Omar Aktouf, un des signataires du Manifeste des solidaires, « La stratégie de l'autruche », Écosociété, Montréal, 2002. Il est paradoxal d'associer ce scientisme à Marx, qui connaissait d'ailleurs les lois de la thermodynamique qu'Engels a traité systématiquement dans sa « Dialectique de la nature », et encore plus d'associer profit et entropie. Comme tout moteur, mécanique ou biologique, émet de la chaleur, toute activité humaine ou animale en émet, pas seulement l'entreprise capitaliste. Il est fort imprudent de mêler lois physiques et lois économiques même si des analogies sont possibles. Quand à l'origine du profit, il s'explique par la seule plus-value, c'est-à-dire la valeur du travail non payée, et rien d'autre.

⁶⁶ « *Le second principe a une origine statistique : à la différence du premier principe, les lois microscopiques qui gouvernent la matière ne le contiennent qu'implicitement et de manière statistique.* » Source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Thermodynamique>

⁶⁷ Chapitre 2.3 dans « L'énergie sur la terre : analyse des ressources et de la consommation. La place de l'énergie électrique. », Bernard Multon, Antenne de Bretagne de l'École Normale Supérieure de Cachan ; <http://www.iufmrese.cict.fr/contrib/multon/multon0.shtml>

⁶⁸ Tableau 2, Ibid

développé depuis sa naissance en exploitant principalement les énergies fossiles⁶⁹, c'est-à-dire le soleil éteint de l'ère carbonifère.

Il est probable que ces réserves d'énergie s'épuisent au cours de ce siècle surtout au taux de croissance du capitalisme néolibéral, particulièrement en Asie du Pacifique et du Sud,⁷⁰ même si diminuent la croissance de la population et l'intensité énergétique (le ratio énergie/PIB) car le PIB par tête va continuer à croître et le contenu en gaz carbonique de l'unité énergétique ne diminuera que marginalement.⁷¹ Le problème majeur, cependant, est la remise en circulation dans l'atmosphère, par la combustion, de ce carbone enfoui dans les entrailles de la terre depuis des millions d'années sans qu'il ne soit récupéré à temps. Ce surplus chamboule dramatiquement la biosphère — les composés du carbone atmosphérique en absorbant la chaleur rayonné par la terre produisent l'effet de serre — trop rapidement pour que les espèces vivantes, dont l'humain, puissent s'y adapter facilement.

Une réaction humaine salvatrice est d'autant moins possible que le pétrole est le sang qui coule dans les veines du capitalisme néolibéral car le marché mondial carbure au transport généralisé et bon marché des personnes et des marchandises. S'ajoute, au fur et à mesure de la rareté des ressources énergétiques, un effet de rente qui augmente le conservatisme belliciste néolibéral dont l'actuel gouvernement étasunien est l'incarnation politique. La macabre combinaison néolibérale guerre du pétrole et effet (de serre) du pétrole entraîne l'humanité dans la déchéance.

Il ne s'agit pas cependant de condamner le recours historique aux énergies fossiles. Après tout, le charbon a sauvé ce qui restait de forêts européennes puis le pétrole a empêché les grandes villes de suffoquer dans la poussière de charbon après avoir permis l'usage du tracteur qui a libéré les sols servant à nourrir les animaux de trait.⁷² Aurait-il fallu en rester aux modes de production agraires pré-capitalistes ? C'est oublier que la révolution néolithique a connu son lot de déforestation et d'épuisement des sols qui marquent toujours le Moyen-Orient, la Chine et l'Inde. Revenir au temps de la chasse et de la cueillette ? Elle a joué un rôle dans la disparition des grands mammifères et des grands troupeaux du Moyen-Orient. La civilisation humaine s'est construite grâce au massacre de la nature, à l'exploitation des classes laborieuses et à l'oppression des femmes et des peuples conquis. Même l'effet de serre a débuté avant l'ère industrielle avec la déforestation. Le problème n'est pas là.⁷³

⁶⁹ 85% de l'énergie totale en 1997 (tableau 7, Ibid)

⁷⁰ Tableaux 5 et 6, Ibid

⁷¹ L'identité de Kaya décompose les émissions de CO² en quatre composantes : population mondiale, PIB par tête, intensité énergétique (énergie nécessaire pour produire un dollar de PIB) et indice de « saleté énergétique » (quantité de CO² émise par unité d'énergie) (Michel Husson, <http://hussonet.free.fr/attacue5.pdf>)

⁷² The Economist, December 24th 2005 - January 6th 2006, page 29.

⁷³ Pas plus que les OGM ne sont un problème en soi. Ils ne sont que la continuation des manipulations de certaines espèces de plante sauvage qui ont permis la révolution néolithique et qui n'ont jamais cessé depuis. La contradiction est sociale entre la puissance de la science génétique et celle de la concentration du capital c'est-à-dire de la poignée de transnationales et de gouvernements impérialistes qui contrôlent cette science exigeante en moyens financiers.

La civilisation humaine a atteint un tel degré de perfectionnement, en capacité de construction comme de destruction, qu'elle en est arrivée au seuil d'une solution de continuité, seuil qu'elle ne pourra franchir, au risque de périr, qui si elle renonce au pillage de la nature et de l'humain. Ce saut dans l'humanité réconciliée avec elle-même et avec la nature est possible grâce aux acquis capitalistes en termes de productivité du travail car la grande supériorité du capitalisme sur les systèmes pré-capitalistes est la révolution constante des forces productives, révolution qui a uni l'humanité, certes dans la souffrance et la douleur, et qui l'a amené au seuil de la grande aventure d'une unité harmonieuse en vue de s'auto-transformer, et avec elle la nature dont elle est le produit le plus perfectionné, pour peupler l'univers jusqu'au choc de la rencontre avec une autre grande civilisation. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il est maintenant possible pour le genre humain, sans exception, de se libérer du travail asservissant pour le pain quotidien comme fondement existentiel et de lui substituer le temps de la création.

S'il faut parler d'augmentation de l'entropie du globe terrestre,⁷⁴ elle est le seul résultat non pas des actions de l'humain générique mais bien d'un mode de production historiquement déterminé qui a épuisé sa contribution positive à l'avancement de la civilisation. En appeler comme solution à la croissance zéro ou à la décroissance c'est rester prisonnier de ce mode de production et, en conséquence, ne concevoir la survie de l'humanité que par un retour en arrière et non par un saut en avant. La conséquence politique, étant donné la domination de l'idéologie individualiste propre au capitalisme néolibéral, ne peut en être que la défense du statu-quo pour soi et les siens (sa famille, sa région, son entreprise, son ethnie, son pays) et d'en exclure les autres par tous les moyens possibles.

Justifier ce pessimisme social, historiquement conservateur et donc socialement paralysant, par le scientisme à la mode du Club de Rome des années 70,⁷⁵ c'est faire fi des données les plus élémentaires sur les réserves énergétiques du système solaire, y compris les réserves exploitables technologiquement et économiquement dans un avenir proche, sans compter les possibilités de résorption du surplus du carbone atmosphérique par une reforestation massive, par le potentiel immédiat de l'efficacité énergétique qui permettrait de réduire de 50% à 80% l'actuelle consommation d'énergie hors transport, à confort égal⁷⁶ et par le développement du transport public.

⁷⁴ La Terre absorbe désormais plus d'énergie venant du soleil qu'elle n'en émet dans l'espace. Selon une étude très récente, la quantité moyenne d'énergie emmagasinée par la Terre est de 0,85 watt/m². Chiffre qui devient impressionnant lorsqu'on le met à l'échelle de nos continents : 7000 milliards d'ampoules de 60 watt ! Ce qui nous conduirait à un réchauffement supplémentaire de 0,6 degré Celsius d'ici la fin de ce siècle. (Sources: Nasa, SciencePress.qc.ca)

⁷⁵ « ... il existe des limites au progrès matériel souhaité de l'homme, (*en italiques dans l'original*), et que ces limites sont en premier lieu d'ordre matériel-physique. La croissance ne saurait être infinie du simple fait que les ressources, elles, ne le sont pas. » (Omar Aktouf, idem, pages 219-220)

⁷⁶ « Comme le Rocky Mountain Institute l'a dit et prouvé maintes fois, jusqu'à 75% de l'électricité utilisée aux Etats-Unis aujourd'hui pourrait être épargné grâce à des mesures d'efficacité énergétique, et ces mesures coûteraient moins que l'électricité elle-même. » Karl Rábago, ancien directeur du Rocky Mountain Institute, <http://www.rmi.org/sitepages/pid510.php>

Cependant, efficacité énergétique, reforestation massive, énergie renouvelable et transport public tendent à être incompatibles avec le capitalisme en général même si, paradoxalement, elles ont donné naissance à des secteurs capitalistes particuliers et qu'elles sont compatibles avec la réduction des coûts pour l'ensemble des entreprises. Ces quatre solutions sont en effet soit directement une réduction des flux énergétiques, soit une dépense nette à moyen terme, soit la captation de flux énergétiques gratuits (rayonnement solaire direct, vent), ce qui en font un frein naturel à l'accumulation du capital car celui-ci se conjugue avec une production en croissance exponentielle.

À l'opposé, l'énergie fossile, en plus de pouvoir générer une rente de rareté, concentre une grande densité énergétique, surtout le pétrole, par rapport aux énergies renouvelables, ce qui en réduit potentiellement les coûts d'exploitation par unité d'énergie. Contradictoirement, toutefois, plus les énergies fossiles se renchérissent sous l'effet de la rareté et de la monopolisation, plus efficacité énergétique, énergies renouvelables et transport public deviennent rentables du moins pour les agents économiques dotés de demande solvable. Somme toute, le développement de ces alternatives à l'ère du capitalisme néolibéral annonce un scénario « trop peu, trop tard » même si les combats écologiques peuvent forcer quelque peu la dose.⁷⁷

Il a fallu huit ans pour entériner en décembre 2005 à Montréal la réglementation et le système de sanctions du protocole de Kyoto signé en 1997 et pour s'entendre pour commencer à négocier à partir de 2008 un Kyoto-2 qui prendrait la relève de Kyoto-1 à partir de 2012 sans que ni les États-Unis et ni l'Australie (et ni les grands pays du tiers monde) s'engagent à quoi que ce soit de moins contraignant. Pourtant,

« ... le protocole ne propose qu'un objectif de baisse de 5,2 % des émissions de CO², alors qu'il faudrait réduire ces émissions de plus de 50 % pour que la concentration de CO² dans l'air ne dépasse pas 550 ppm, le double du niveau de l'ère préindustrielle, et que la température moyenne sur le globe ne monte pas de plus de 2°C ! »

En plus, le protocole de Kyoto sert de cheval de Troie

« ...pour imposer un système de « marchés de droits à polluer » à l'échelle mondiale [...] [qui] ouvre la voie à un renforcement de la dépendance des pays sous-développés par rapport à ceux du Nord : dans un dispositif où chacun dispose de son quota monnayable de pollution, le pouvoir de décider appartient à ceux qui disposent de la puissance financière pour marchander la pollution à leur guise. Les pays du Sud et de l'Est, fortement endettés, risquent fort de vendre leur quota aux pays du Nord, pourtant déjà largement les plus pollueurs.

Ensuite le système vise à transformer la pollution en marchandise, donc en source de profit. [...] Enfin, il faut souligner que ce dispositif [...] accrédite l'idée que le marché est le meilleur instrument de lutte contre la pollution, que plus de capitalisme rendrait le capitalisme intrinsèquement « propre ». »⁷⁸

⁷⁷ Pour « enclencher les cercles vertueux de la décroissance », « l'objecteur de croissance » Serge Latouche propose d'imposer aux entreprises « l'internalisation des 'déséconomies externes' » (Monde diplomatique, novembre 2005, page 26). C'est ignorer que ces déséconomies sont immensurables (comment chiffrer le risque de rupture de l'écosystème terrestre ?) et que pour les imposer à l'entreprise il faudrait avoir recours à cette « dictature globale » à laquelle il s'oppose.

⁷⁸ Écologie et socialisme, Résolutions adoptées au XV^e congrès de la Quatrième Internationale, 2004

Pour un manifeste socialiste, lucide et solidaire

Une orientation générale pour sortir l'humanité de ce guêpier qui menace de l'engloutir nécessite d'avoir la lucidité de rompre avec le capitalisme afin de doter l'humanité d'un projet solidaire qui concilie liberté, égalité et équilibre écologique. Le capitalisme n'a pas plus de solution sociale qu'il n'a de solution écologique. Les modestes objectifs du millénaire devant être atteints en 2015 ne le seront pas et de loin. En langage diplomatique, le secrétaire de l'ONU l'avoue : « *Si les tendances actuelles se maintiennent, beaucoup des pays les plus pauvres risquent de ne pas en atteindre beaucoup.* »⁷⁹ Ce n'est guère mieux au Canada : « *En 1989, la Chambre des communes a adopté à l'unanimité une résolution visant à éliminer la pauvreté des enfants au Canada d'ici l'an 2000. Cependant, 1,2 million d'enfants canadiens, soit près d'un enfant sur six, vivent toujours dans la pauvreté - les Autochtones étant touchés de façon disproportionnée.* »⁸⁰

Faut-il insister sur les synergies entre les faillites sociale et écologique du capitalisme. Le pauvre, tout comme l'entreprise privée privilégie le court terme au long terme, l'un et l'autre pour leur survie immédiate. Le long terme de l'un est l'accumulation d'enfants comme source de revenus d'appoint et comme substitut à l'absence de politiques sociales. Le long terme de l'autre est l'accumulation maximum de capital comme seule réponse possible à l'aiguillon de la loi de la concurrence. Ces solutions sont toutes deux anti-écologiques. La classe moyenne vaut-elle vraiment mieux elle qui tente d'accumuler les biens de consommation comme substitut au bonheur perdu de la solidarité ? Comme quoi le Capital fabrique des victimes à son image.

Au niveau mondial, ce projet de rupture avec le capitalisme nécessite :

« • *au Nord : la priorité à la réduction du temps de travail dans l'affectation des gains de productivité conduirait à une croissance non productiviste où le temps libre et le développement des activités sociales deviendraient l'étalon du bien-être et la vraie mesure de la richesse ;*

• *au Sud : l'amélioration des conditions de vie, combinée à une revalorisation du statut des femmes, conduirait à un approfondissement de la transition démographique ;*

• *entre les deux : des transferts technologiques massifs permettraient aux pays du Sud d'accéder directement à des formes d'énergie moins polluantes.* »⁸¹

Il ne s'agit donc pas de décroissance ou de la « fin du travail », sinon de décroissance de l'accumulation de capital et de la fin de l'exploitation du travail, mais bien de croissance du temps libre et des services publics (donc décroissance du marché jusqu'à sa disparition), c'est-à-dire de croissance dans le cadre d'un développement socialiste.

⁷⁹ Kofi Annan, avant-propos au rapport de 2005 sur les objectifs du millénaire ; http://millenniumindicators.un.org/unsd/mi/pdf/MDG%20Book_fr.pdf

⁸⁰ <http://www.abolissonslepauvrete.ca/f/aim4.html>

⁸¹ Michel Husson, Université d'ATTAC-France, été 2005, <http://hussonet.free.fr/attacue5.pdf>

Dans le cadre de cette orientation, comme porte d'entrée pour arriver au but, Québec socialiste, entité politique de l'UFP, propose au parti politique OC/UFP en formation une plate-forme d'urgence sociale qui tente de répondre à l'ensemble des besoins sociaux posés par les revendications et les luttes du peuple travailleur québécois. En lien avec cette plate-forme, nécessairement incomplète et perfectible, Québec socialiste propose une stratégie et une tactique afin de modifier les rapports sociaux permettant l'enclenchement d'une dynamique de conquête de pouvoir par le peuple travailleur. S'y ajoutent des tâches immédiates au sein du nouveau parti pour y contrer l'électoralisme au diapason du « capitalisme à visage humain » et de la main tendue au PQ proposés par le manifeste des solidaires.

On trouvera cette « déclaration de Québec socialiste » sur le site web de l'UFP (<http://www.ufp.qc.ca/article1631.html>) dont on reproduit en annexe la plate-forme d'urgence sociale, la stratégie et la tactique et les tâches.

Annexe : Extraits de la Déclaration de Québec socialiste

La plate-forme d'urgence sociale : Un Québec libre pour tout le monde

Après l'étape des coupures Libérales/PQ, le démantèlement de l'État providence en est rendu à l'étape de la privatisation Libérale payée cependant par l'État en mode PPP. Le parti des classes populaires se doit de riposter par une plate-forme d'urgence sociale permettant de répondre aux principaux besoins et aux aspirations populaires. Toutefois, tirant les leçons de l'époque de l'État providence, il faut s'assurer de l'autonomie financière de l'État et de son contrôle démocratique en commençant par conquérir son indépendance vis-à-vis de l'oppression fédéraliste.

Vaincre la pauvreté par le plein emploi écologique et socialement utile

Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, la productivité du travail au Québec a triplé mais le temps de travail normal n'a pas diminué du tiers, tant le mouvement syndical a oublié le noyau dur de ce qu'étaient ses revendications historiques, soit les « 30 heures payées 40 » d'il y a 60 ans. Pour que tous et toutes travaillent, il faut que tous et toutes travaillent moins et sans baisse de salaire. La semaine de 35 heures tout de suite serait un bon début et jamais payée moins que 12\$ l'heure indexé avec équité salariale femme-homme applicable immédiatement et universellement. Le licenciement par des entreprises rentables doit être interdit et les victimes de congédiements ou fermetures économiques doivent être reclassées par l'État à la charge des entreprises rentables.

Il faut travailler non pas pour produire plus d'armes et de jeux vidéo mais davantage de services publics complètement gratuits en commençant dès maintenant par la totalité des médicaments, les soins oculaires et dentaires, les places en garderie disponibles pour tous les enfants et les études post-secondaires, sans oublier les écoles privées qui doivent être intégrées au réseau public. Une société de plein emploi est capable d'assurer que chacun et chacune soient logés convenablement en construisant au moins 8 000 logis sociaux par année.

Tous les sans travail non bénéficiaires d'assurance-chômage, dont les normes doivent être rétablies à ce qu'elles étaient à la fin des années 70, ou d'autres allocations sociales doivent avoir droit à un barème plancher garanti de 1 000 \$ par mois indexé soit un peu moins que reçoivent déjà du fédéral les personnes âgées sans autre revenu. Ainsi serait vaincue la pauvreté dans le cadre de la dignité du travail et non pas par un parasite pseudo « revenu de citoyenneté » insultant envers les travailleurs et travailleuses et qui en plus renforce l'emprise du marché aux dépens des services publics.

La moindre des choses serait que les entreprises paient en impôt sur leurs profits l'équivalent de ce que paient les individus sur leurs salaires, comme c'était le cas au début des années 50, soit avant l'État providence. Quant à la progressivité de l'impôt sur le revenu des particuliers, elle doit revenir au moins à ce qu'elle était avant la contre-réforme de 1988. La rente pétrolière doit être entièrement taxée.

Ainsi les dépenses de l'État au Québec, tant de la part de Québec que d'Ottawa, reviendraient, en pourcentage de la valeur de la production québécoise, au moins à ce qu'elles étaient avant les coupures sauvages des Libéraux fédéraux et du PQ dans la deuxième moitié des années 90, soit une hausse immédiate de 20 milliards \$. Si ces revenus ne sont pas suffisants pour assurer plein emploi et un réinvestissement massif dans les services publics et les programmes sociaux, il ne faudrait pas hésiter alors à décréter un moratoire sur le remboursement de la dette publique sauf pour les détenteurs d'obligations d'épargne.

Nul doute que le Capital tenterait de résister en menaçant d'orchestrer une gigantesque fuite des capitaux à faire pâlir le coup de la Brink's du premier référendum de 1980. C'est une raison suffisante pour rejeter l'ALÉNA, qui permet ce stratagème, et de ré-instituer le contrôle de la circulation des capitaux comme cela se faisait au Canada jusqu'au début des années 50 d'autant plus que dorénavant les capitaux sortent du Québec et du Canada à la pelle renforçant sans cesse l'impérialisme canado-québécois. Si nécessaire, il ne faut pas hésiter à nationaliser les principales institutions financières de même qu'en tout ou en partie les raffineries pétrolières et l'industrie pharmaceutique, responsable de l'inflation des prix des médicaments.

La société québécoise aurait ainsi les moyens de financer un vaste programme public d'efficacité énergétique, très créateur d'emplois sur l'ensemble du territoire, complété par un apport d'énergie solaire et éolienne — en propriété publique et sans en noyer la Gaspésie — au point de pouvoir se dispenser de toute nouvelle centrale thermique, nucléaire et hydroélectrique. Elle aura aussi les moyens de se doter d'un réseau intra-urbain et inter-urbain de transport public gratuit — rappelons que le Québec ne produit plus aucune automobile mais est doté d'usines de moyens de transport public — au point de se dispenser de construire un seul kilomètre d'autoroute et de pont autoroutier.

Une démocratie radicale et participative

Ce n'est pas évidemment l'État néolibéral, bureaucratique, endetté et fédéraliste des patrons qui prendra ce tournant. L'État indépendant du Québec doit être démocratisé en commençant par des élections faites complètement à la proportionnelle, à parité femme-homme, avec financement public et accès égalitaire à tous les médias — y compris Télé-Québec bonifié au niveau d'un véritable réseau national — pour tous les partis reconnus, l'obligation des élus de rendre des comptes annuels et un droit de rappel ainsi qu'un droit d'initiative populaire par référendum.

Plus profondément, il faut instaurer un processus de budget participatif tant au niveau municipal que national. De plus, un monde globalisé a besoin d'une amorce de gouvernement mondial dont le premier pas pourrait être l'abolition du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et son contrôle par l'Assemblée générale qui verrait à faire de l'eau et de la culture des patrimoines de l'humanité et à instaurer une taxe sur les transactions financières.

La démocratie c'est le renforcement des organisations des classes populaires. Cela signifie la facilitation de la syndicalisation particulièrement en criminalisant l'intimidation patronale et en interdisant la désyndicalisation ou le bris de la convention collective par la sous-traitance et les fausses banqueroutes. La démocratie c'est l'autonomie des organisations communautaires par leur financement statutaire en autant qu'elles soient dotées de statuts démocratiques. La démocratie c'est finalement des femmes libérées de la peur de la violence d'où la nécessité d'une campagne publique permanente contre la violence envers les femmes et les enfants.

La démocratie s'applique aussi à tous ceux et celles qui habitent le Québec, ce qui signifie la même justice pour tous et toutes. Les « certificats de sécurités » et les détentions arbitraires dont sont victimes certains membres de la communauté arabo-musulmane sont à interdire et à abolir. Pour participer à la démocratie la communauté immigrante et réfugiée a le droit d'apprendre le français — qui doit devenir la langue de travail obligatoire — aux frais de l'État, y compris celui d'avoir un revenu d'apprentissage.

La libération populaire et la démocratisation ne peut s'arrêter aux frontières du Québec dans un monde globalisé. Le droit à l'autodétermination des peuples interdit toute guerre de conquête, toute occupation, tout embargo, toute base militaire étrangère, tout étranglement par la dette externe, qu'il faut annuler, et toute mainmise politique par de prétendus « programme d'ajustement structurel ». Il faut plutôt hausser l'aide internationale, qui est en fait une compensation partielle pour le pillage historique et écologique du tiers monde, à 0.7% du PIB.

En particulier, le Québec doit dénoncer la participation canadienne à l'occupation de l'Afghanistan, de l'Iraq et d'Haïti soit par son armée ou par la productions d'armements, tout comme il doit accueillir les objecteurs de conscience de l'armée étasunienne. Il doit aussi réclamer la fin de l'occupation des dits « territoires occupés », y compris Jérusalem, le démantèlement du « Mur », la libération des prisonniers et le droit de retour de tous les réfugiés.

Il faut aussi se rappeler que les frontières actuelles du Québec sont celle de la province fédérale du Québec qui englobe de force les territoires de plusieurs nations autochtones et inuit. Leur droit à l'autodétermination, jusqu'à et y compris l'indépendance, leur confère un droit de veto sur toute intervention économique — centrales hydrauliques, mines, coupes forestières, systèmes de transport — et politique sur leurs territoires historiques. Au Québec de leur proposer des traités internationaux et de leur offrir une généreuse compensation pour le tort historique qui leur a été fait et ainsi leur donner les moyens de financer leur auto-développement.

La stratégie et la tactique : Un grève générale tous et toutes ensemble...

Contre cette plate-forme d'urgence sociale et son corollaire, la démocratisation de la société québécoise et de son État, se dresse le Capital, particulièrement les transnationales et les institutions financières. Si celles-ci montent parfois directement au front politique comme lors du référendum de 1995 parce que leur base territoriale était directement et immédiatement menacée, elles utilisent habituellement les partis néolibéraux, ADQ, Libéraux et Conservateurs mais surtout NPD et PQ/Bloc pour piéger dans un système d'alliances nationalistes les organisations syndicales et populaires.

Ainsi ces dernières finissent-elles par se plier aux politiques néolibérales pour renforcer la prétendue compétitivité nationale contre l'étranger, du peuple étasunien au peuple chinois. Au Canada anglais, cette alliance nationaliste attise davantage la méfiance envers les peuples québécois et autochtones, qui soi-disant affaiblissent « l'unité nationale » qu'envers Nortel ou Pétro-Canada. Au Québec, cette alliance fait de même envers les allophones et les Amérindiens qui soi-disant menacent « l'intégrité territoriale » que contre Bombardier et Québécor... qui pourtant investissent systématiquement en dehors du Québec.

Le but stratégique du nouveau parti est de rompre cette alliance nationaliste en lui opposant une alliance anticapitaliste. Cette nouvelle alliance repose sur la conscience que l'implantation de la plate-forme d'urgence sociale, dont l'indépendance est le moteur, nécessite d'affronter et de vaincre le Capital et ses partis, en premier lieu le PQ/Bloc et le NPD qui sont les chevaux de Troie du Capital dans les rangs populaires. Le signe de cette rupture, condition nécessaire mais non suffisante pour la victoire, sera le virage syndical.

Ce virage syndical, cependant, pourrait être purement électoraliste en se faisant uniquement suite à une entente entre appareils. Ce serait là « tout changer pour que rien ne change ». On serait aussi loin de réaliser la plate forme d'urgence sociale qu'au point de départ. C'est à ce faux semblant que mènerait toute alliance, coalition, pacte, etc. avec le PQ comme raccourci électoraliste afin de séduire les directions syndicales qui pourraient ainsi appuyer quelques candidatures du parti de gauche sans devoir rompre avec le PQ.

La substitution de l'alliance anticapitaliste à l'alliance nationaliste ne peut venir que du développement des luttes sociales jusqu'à ce qu'elles se muent en lutte politique pour le pouvoir, avec ou sans élections. Depuis une dizaine d'années, plus le néolibéralisme est discrédité comme idéologie et plus, à contrario, les gouvernements s'enfoncent dans les politiques néolibérales sans souci d'appui populaire. Plus s'approfondit cette conjoncture en voie de généralisation dans le monde, y compris au Québec, plus devient nécessaire et possible la tactique d'une grève politique de masse comme voie de conquête du pouvoir.

Les classes populaires québécoises ont démontré qu'elles étaient prêtes pour une grève générale publique-privées tous et toutes ensemble. Suite à l'adoption des lois scélérates de décembre 2003, elles étaient prêtes à une immédiate grève générale

suite à la mobilisation intersyndicale d'une journée bloquant, dans certains cas, ports, routes et casino. Elles ont ensuite confirmé cette volonté de faire la grève pour au moins 24 heures par les votes du printemps 2004 dans l'ensemble des centrales syndicales. Pendant deux semaines, les travailleurs de l'ALCAN du Saguenay ont occupé et fait fonctionner une usine vouée à la fermeture avec l'appui de la population locale. Durant le printemps 2005, la base syndicale de l'enseignement, et peut-être même de la fonction publique, aurait été prête à se joindre à la plus imposante grève étudiante que le Québec ait jamais connu.

À chaque fois, les directions syndicales ont coupé court à la mobilisation par la tergiversation (« il faut d'abord consulter »), les compromis boiteux (protéger les employés mais non les emplois), la démagogie (la menace d'une « grève sociale ») et le faux-fuyants (pas de « synchronisme » mais une « lutte à relais »). Pourtant, la conjoncture de l'automne/hiver 2005-2006 offre l'occasion de faire de la perspective de la grève générale un mot d'ordre d'action immédiate, seul moyen de briser la main de fer du gouvernement et de contrer la menace d'une loi spéciale. L'intransigeance gouvernementale qui a d'abord brisé le Front commun et qui maintenant tente de charcuter les conventions collectives pourrait mener à une défaite de grande ampleur. La perspective de la grève générale resterait de mise mais sa possibilité disparaîtrait pour un temps.

... vers une Assemblée constituante

La stratégie indépendantiste de l'Assemblée constituante, comme substitut à celle sans issue de la voie référendaire péquiste, ne peut être que l'aboutissement d'un rapport de forces qui vienne d'un paroxysme de la lutte sociale, aboutissement normal d'une grève politique de masse avec son cortège d'assemblées à la base, de manifestations et d'occupations. Son obtention par la voie électoraliste est ou bien quasi impossible ou même dangereuse en ce sens qu'une telle Assemblée sans rapport de forces serait alors contrôlée par les forces néolibérales comme l'est l'actuelle Assemblée nationale. En soi, l'Assemblée constituante est un contenant sans contenu qui peut aussi bien propulser une lutte que la mener dans un cul-de-sac. Rappelons-nous la loi anti-pauvreté votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale.

Quand faillissent les directions syndicales, engoncées jusqu'au bout dans leur stratégie suicidaire de la concertation, il appartient au parti des classes populaires de les rappeler à l'ordre en proposant lui-même la perspective de la grève générale politique de masse sur la base de revendications provenant de sa plate-forme d'urgence sociale. Il ne suffit pas de passivement appuyer les luttes populaires pour passer pour un parti de gauche. À la limite, c'est là pur opportunisme.

Les conjonctures pré-révolutionnaires argentine, en 2001-2002, et bolivienne en 2003 et 2005 ont montré les conséquences tragiques de l'absence d'un parti de masse anticapitaliste capable et assez crédible pour se mettre à la tête du peuple mobilisé. Ces échecs peut-être momentanés ont encore une fois démontré l'impuissance de la spontanéité des « multitudes ». Mobilisés, les peuples argentin et bolivien l'étaient suffisamment pour s'emparer par la rue du pouvoir politique. Tant le grand nombre de

petits partis sectaires argentins que le grand parti électoraliste MAS bolivien n'ont pas répondu à l'appel, les premiers refusant de s'unir sur la base d'une plate-forme d'urgence sociale, le second ne jurant que par l'élection de décembre prochain au lieu de prendre la tête de la révolte pour imposer immédiatement la nationalisation des hydrocarbures et la convocation de l'Assemblée constituante.

Le Venezuela dépend trop de la rente pétrolière pour servir d'exemple. On ne peut bien sûr que se réjouir que cette rente, en croissance rapide, soit dorénavant redistribuée au peuple. On doit encore plus se réjouir que le peuple vénézuélien ait su se mobiliser pour sauver le régime bolivarien de l'impérialisme étasunien et de ses alliés locaux et qu'il soit maintenant en train de s'auto-organiser dans les quartiers, villages et usines et surtout, depuis cet été, de poser les bases d'un parti de gauche indépendant du gouvernement. Reste que le capital national et l'impérialisme contrôlent toujours de larges pans de l'économie et, surtout, que la pléthorique bureaucratie étatique, militaire et particulièrement bolivarienne contrôle toujours l'agenda politique. Là non plus on ne pourra pas faire l'économie d'un parti de masse anticapitaliste, allié ou non au chavisme selon qu'il reste fidèle ou non à ce « socialisme du XXI^è siècle » proclamé au Forum social mondial de 2005.

Nos tâches : Un parti pluraliste de la rue pour un parti de gauche à gauche

La tragédie du PT brésilien montre que deux conditions doivent être réunies pour éviter toute dégénérescence. Premièrement, toute conquête du pouvoir doit être le fait d'une vaste et profonde mobilisation de masse. La participation au processus électoral, et éventuellement la conquête de la majorité parlementaire — à distinguer de la conquête du pouvoir comme le rappelle la tragédie chilienne de 1973 — n'est utile que si elle contribue à renforcer la mobilisation sociale et non à s'y substituer.

Une participation électorale qui ne mettrait pas de l'avant un programme d'urgence sociale et la perspective d'une grève politique de masse serait sur la voie de se substituer à la mobilisation sociale. Si le PT brésilien fut fondé sur la base d'un surgissement de luttes syndicales, sa conquête de la présidence fut purement électoraliste et fut un facteur de découragement de la lutte sociale. S'ensuivit une alliance électoraliste avec la bourgeoisie « nationale » et le reniement en grande de son programme antinéo-libéral et anti-impérialiste.

Deuxièmement, le parti doit être radicalement démocratique de sorte que la volonté de la « rue », qui pénètre le parti par sa base, l'emporte sur l'inévitable tendance à la bureaucratisation et au carriérisme qui corrompt à petit feu la tête du parti (et des syndicats). Depuis au moins dix ans, le PT brésilien s'était laissé miner par ces fléaux, notamment par les prébendes du pouvoir municipal (tout comme la CUT, la grande centrale syndicale, s'est laissée gangrenée par la participation à la gestion du capital financier à la mode « Fonds de solidarité »).

La direction du PT avait tronqué le pluralisme statutaire en se débarrassant des tendances de gauche dans les organes centraux alors qu'auparavant celles-ci y étaient

représentées au prorata de leur force lors des congrès telle que mesurée par le vote. Ainsi, il fut plus facile à la direction du PT de s'autonomiser de la base jusqu'à renier le programme et les résolutions de congrès. En dernière analyse, seul un pluralisme jusqu'au bout peut garantir la démocratie dans le parti. C'est d'ailleurs une critique cruciale que l'on fait au parti bolchevique qui, en 1921, a aboli le droit de tendance, ce qui a fortement facilité la mainmise stalinien

Trois conditions sont donc nécessaires à ce que le nouveau parti s'ancre à gauche, en rupture complète avec le PQ :

- La première est un indépendantisme militant qui dame le pion au souverainisme trait d'union — miroir aux alouettes du néo-fédéralisme — de l'alliance nationaliste.
- La deuxième est un antinéolibéralisme politique, débouchant nécessairement sur le socialisme du XXI^e siècle, rompant avec l'antinéolibéralisme idéologique des déclarations de principe d'une grande partie du mouvement altermondialiste, lesquelles masquent souvent un « néolibéralisme à visage humain » réellement existant. La plate-forme d'urgence sociale et la promotion de la perspective de grève générale en seraient le garant.
- La troisième est un pluralisme partidaire jusqu'au bout c'est-à-dire jusqu'à la représentativité des tendance dans les instances centrales sur la base de la proportionnalité des votes pour des plate-forme concurrentes.

La réalisation de ces conditions, ou le combat pour leur adoption si la fusion se fait sans la mise en œuvre de l'une ou l'autre, nécessite le regroupement de ses partisans dans une tendance anticapitaliste au sein du nouveau parti.